

هنا امة الاصل

CHRONIQUE
DES ANNÉES

60

la grande «manif» de l'ANNEE

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12896 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 16 JUILLET 1986

L'Espagne traumatisée

A l'appel de tous les partis politiques, des syndicats et du maire de la capitale, les habitants de Madrid ont observé, ce mardi 15 juillet à midi, trois minutes de silence. Il s'agissait de protester contre l'attentat dont leur ville avait été la veille le théâtre et dont personne ne doute qu'il soit l'œuvre de l'ETA militaire. Cet attentat a fait neuf morts, des élèves de la garde civile dont l'âge moyen était à peine de vingt-deux ans, et une quarantaine de blessés.

Il peut paraître dérisoire que les Espagnols ne disposent d'autre arme pour s'insurger contre ce carnage que celle du silence : comment ne pas y voir un symbole de leur tragique impuissance face à une violence d'autant plus effrayante qu'elle paraît dénuée d'objet. Impuissance qui est avant tout celle des autorités : malgré les communiqués de victoire périodiques des gouvernements qui depuis une demi-douzaine d'années annoncent son démantèlement imminent, l'ETA militaire a démontré une fois de plus, au cœur même du royaume, qu'il fallait toujours compter avec elle.

Compromis entre M. Mitterrand et M. Chirac

Le Parlement examinera cet été le texte sur les dénationalisations

Au cours d'un entretien téléphonique avec M. Jacques Chirac le lundi 14 juillet, M. François Mitterrand a donné son accord pour que le Parlement soit saisi au plus tôt d'un projet de loi reprenant les dispositions de l'ordonnance sur les dénationalisations. Quelques heures auparavant,

M. Mitterrand avait confirmé, sur TF1, son refus de signer cette ordonnance. Ce « accroc » dans la cohabitation semble être à l'origine d'un léger fléchissement, mardi, du franc par rapport au deutschemark, et d'une baisse de 3,52 % à la Bourse de Paris lors de la séance du matin.

M. Jacques Chirac estime, selon son entourage, que le président de la République fait au gouvernement un procès d'intention. Le premier ministre ne considère pas comme fondées les objections de M. Mitterrand. Le soupçon ou la défiance exprimés ainsi par le chef de l'Etat ne procèdent pas, aux yeux de M. Chirac, de l'exercice normal de la responsabilité présidentielle, mais constituent un véritable accroc à la cohabitation.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

L'URSS de M. Gorbatchev

Le choc des mots, le poids des réalités

Comment vit-on à Moscou sous M. Gorbatchev ? Ni mieux ni plus mal que sous Brejnev, Andropov ou Tchernomir. Mais certains responsables n'hésitent pas à porter le fer dans la plaie, comme M. Eltsine, le chef de l'organisation du parti dans la capitale. Nous publions le tableau inédit et accablant qu'il brosse de la situation.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

« Beaucoup de bavardage mais bien peu de concret jusqu'à présent. » L'homme qui dresse un tel bilan des seize premiers mois de

l'ère Gorbatchev n'est pourtant pas un dissident ; tout au plus un « réaliste critique » d'habitude silencieux. A leur manière, bon nombre de Soviétiques partagent ce jugement. Ils ont trop connu d'horreurs, d'illusions et de grisaille pour se satisfaire du moment, même s'il va dans le sens qu'ils souhaitent. Sceptiques ou cyniques, ils préfèrent attendre avant de se réjouir ou de se lamenter. Ils se contentent pour l'instant de constater que leur lot quotidien n'a guère changé depuis les années Brejnev. A l'exception de l'intelligentsia, qui a quelques raisons de reprendre espoir, mais c'est une autre histoire...

La vie de tous les jours n'est guère plus radieuse que celle d'hier. Alors que la volonté de réformer l'économie se limite pour l'instant à un renforcement de ce qu'on appelle pudiquement la « discipline du travail », une visite dans les magasins du centre de la capitale suffit à s'en persuader : les queues sont toujours là, et trois boîtes de conserve différentes ou quelques paquets de sucre et de farine reproduits à l'infini suffisent à faire vivre plusieurs vitrines.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 2.)

Le plan de M. Madelin pour les chantiers navals

Les entreprises qui s'installeront sur les sites touchés par la crise seront exonérées d'impôt pendant dix ans

PAGE 24

Les protestations en Afrique du Sud

La journée d'action des syndicats noirs a été peu suivie

PAGE 4

768 000 naissances en 1985

Au 1^{er} janvier, la France comptait 55 282 000 habitants

PAGE 24

Un entretien avec Kateb Yacine à Avignon

Le poète de tous les instants, en perpétuel état de révolte et de déchirement

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 28.

Les médecins et la torture

Bourreaux en blouse blanche

« La complicité des médecins dans des actes de torture a été systématique et généralisée » en Uruguay durant toute la période de la dictature qui s'est achevée en 1985. C'est ce que démontre un rapport américain — le premier du genre — consacré à la participation des praticiens militaires à des actes « inqualifiables » commis sur des détenus.

Preuves et témoignages établissent que ces médecins n'ont cessé de trahir un code d'éthique médicalement reconnu, adopté à l'unanimité par tous les pays adhérant à l'Organisation des Nations unies. L'enquête que vient de publier l'American Asso-

ciation for the advancement of sciences est à cet égard accablante.

Si de nombreux médecins se trouvent impliqués dans des actes de torture, d'autres, au contraire, sauvent l'honneur de leur profession, souligne le rapport. En Afrique du Sud comme au Chili ou en URSS, des praticiens refusent d'assister les tortionnaires, au nom du respect de la personne humaine et de la morale médicale. Au prix de leur liberté et parfois de leur vie.

(Lire « le Monde Médecine », pages 11 et 12.)

1960-1970 : la décennie paradoxale

En 1960, Jacques Chirac a vingt-huit ans, Laurent Fabius quatorze, Jacques Toubon dix-neuf, Lionel Jospin vingt-trois... et François Mitterrand quarante-quatre. A part ce dernier, ils sont d'illustres inconnus prêts à entrer en politique, comme d'autres vont naître à la littérature, au sport, au cinéma, au journalisme, etc.

Etranges années 60. Par un de ces hasards qui ne sont jamais tout à fait accidentels, elles remontent du fond de la mémoire et imprègnent l'air du temps. La Fondation Cartier leur consacre une grande exposition ; le neuvième tome — le dernier paru — des Lettres, notes et carnets, de Charles de Gaulle, court de 1961 à 1963, et voici un essai sur Brigitte Bardot, élevée à la hauteur de mythe français. On peut en être assuré : la liste n'est pas close. Pourquoi ce retour en arrière ? Goût du passé, besoin de références, nostalgie des années d'expansion et de croissance, phénomène de mode ? De tout cela un peu sans doute.

Mais la véritable réponse ne serait-elle pas plus profonde ? Les années 60 dessinent en fait la frontière entre deux générations qui ont vécu, qui vivent, une histoire contraire ou inverse. Il suffit d'écouter, aujourd'hui, des jeunes de seize à vingt-six ans — ceux-là mêmes, justement, qui sont nés

dans cette décennie — ils sont plus de huit millions — pour mesurer à quel point ces années à la fois tragiques et fécondes appartiennent déjà aux livres de classe.

La guerre d'Algérie ? Elle leur paraît aussi lointaine que la seconde guerre mondiale. La V^e République et la stabilité des institutions ? Elles sont une évidence. La perméabilité ? Elle est entrée dans les mœurs. La fascination exercée naguère par les modèles marxistes, soviétiques ou yougoslaves, cubain ou chinois ? Ils se gaussent de tant de naïveté.

La crise ? Elle est, pour eux, dans la crainte du chômage et dans la difficulté de trouver un « job », et sûrement pas dans cette crise de la civilisation ou de la société de consommation qui fit les beaux jours de mai 68 et de leurs héritiers. La mode baby cool, les communautés du Larzac, la vie verte (en rêve ou en réalité) ? Ils les brocardent à l'envi. Bref, tout ce que leurs parents ont vécu leur apparaît comme venu d'une autre planète, d'un autre univers. Et c'est là le paradoxe. Quand les parents ont vécu leur appareil comme venu d'une autre planète, d'un autre univers. Et c'est là le paradoxe. Quand les parents ont vécu leur appareil comme venu d'une autre planète, d'un autre univers. Et c'est là le paradoxe.

Y aurait-il aujourd'hui plus rupture que continuité ? Les années 60 et les années 80 s'écrivent comme hallebarde et

miséricorde, pour reprendre un vieux proverbe. D'une décennie à l'autre, on ne se parle guère.

La « Chronique des années 60 », dont le Monde commence la publication, sera peut-être l'occasion de renouer les fils du dialogue. L'historien Michel Winock en évoquera chaque jour, jusqu'à la fin août, les moments les plus forts : les événements politiques, français et étrangers, mais aussi les mouvements culturels, les batailles intellectuelles, les faits de société... Dans la profusion de cette décennie, il fallait bien choisir les plus significatifs d'entre eux. C'est dire qu'on ne saurait prétendre ni à l'exhaustivité ni à l'abandon de toute subjectivité. Pour les années 60, l'historien est aussi témoin.

Et, le Monde, comment a-t-il rendu compte de ces années-là ? A moins d'être collectionneurs invétérés ou archivistes passionnés, nos lecteurs d'hier ou d'aujourd'hui ne s'en souviennent guère. Aussi avons-nous accompagné ces chroniques de titres, d'articles et de commentaires publiés à l'époque. Ceux, bien sûr, qui illustrent les événements marquants, mais aussi, en contrepoint, ceux plus obscurs mais non moins remarquables qui faisaient le sel ou la poivre de la vie quotidienne.

C. S.

(Lire page 10.)

RAY Bradbury



La solitude est un cercueil de verre

Traduit de l'américain par Emmanuel Jouanne

roman

Eblouissant retour de Ray Bradbury sur le devant de la scène littéraire avec ce roman policier, hommage à Chandler, Hammett, au cinéma des années 30 et clin d'œil nostalgique à sa jeunesse.

DENOËL

SERVICES
1. Service des renseignements
2. Service des renseignements
3. Service des renseignements
4. Service des renseignements
5. Service des renseignements
6. Service des renseignements
7. Service des renseignements
8. Service des renseignements
9. Service des renseignements
10. Service des renseignements

her est de plus en plus isolé
du Commonwealth

Le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a déclaré mardi 15 juillet que son gouvernement était prêt à négocier avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, mais qu'il ne pouvait pas le faire sans compromettre ses principes. Elle a déclaré que son gouvernement était prêt à négocier avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, mais qu'il ne pouvait pas le faire sans compromettre ses principes.

Culture-Région

Dans le procès des « basques »

Quatre personnes ont été condamnées à la prison à perpétuité dans le procès des « basques ».

Expatriés

du correspondant de l'agence Reuters à Téhéran

Le correspondant de l'agence Reuters à Téhéran a été assassiné.

Les socialistes

qui ont eux-mêmes subi un revers électoral au Pays basque, ne peuvent que s'inquiéter de voir ainsi le rapport de forces évoluer, au sein du camp nationaliste, au profit des plus radicaux.

La solitude est un cercueil de verre

Traduit de l'américain par Emmanuel Jouanne

Eblouissant retour de Ray Bradbury sur le devant de la scène littéraire avec ce roman policier, hommage à Chandler, Hammett, au cinéma des années 30 et clin d'œil nostalgique à sa jeunesse.

Etranger

L'Union soviétique

« Il faut extirper la saleté » déclare M. Eltsine, chef du parti

M. Eltsine commence par indiquer, le 11 avril, que la population de Moscou est actuellement de 8,7 millions d'habitants, alors que le plan prévoit 7,5 millions d'habitants en 1990. 2,5 millions de personnes ont besoin d'un logement, 1 million vivant dans des appartements « communautaires » (c'est-à-dire partagés entre plusieurs familles). Il poursuit :

« Le visage historique de Moscou a été détruit. Depuis 1935, deux mille deux cents importants monuments d'architecture y ont été détruits. Beaucoup d'autres se trouvent dans un état pitoyable et sont utilisés à des fins qui ne leur conviennent pas. »

« Un problème très aigu est celui du transport : 60 kilomètres de lignes de métro n'ont pas été construites. Le parc roulant est très fatigué et il y a eu en 1985 deux mille accidents divers. Cette même année, le métro est devenu déficitaire pour la première fois. Le résultat en a été l'arrêt des dotations aux fonds culturels et aux services. »

« Nous avons introduit au comité du parti de la ville le principe de la responsabilité personnelle pour la solution de divers problèmes. Le camarade Korolev (1) répond du problème des transports. Nous l'aiderons tous, mais c'est vous, camarade Korolev, qui en répondrez. »

« On vient de me faire passer une note qui dit ceci : « On dit qu'Eltsine a voyagé dans le métro. Mais nous ne l'y avons pas vu. Il soulève le problème des transports. D'où peut-il avoir de telles impressions ? S'est-il contenté de regarder par la fenêtre ? Que puis-je répondre ? Je ne vous ai pas vu non plus. Visiblement, c'est qu'il y a trop de monde à Moscou, et puis je suis un « jeune » moscovite, tout le monde ne me connaît pas encore de vue. Je me suis donc par règle d'aller dans les magasins au moins une fois par semaine. Malheureusement, on commence à m'y reconnaître. On connaît aussi, je ne sais comment, mes itinéraires. On m'accueille en blouse blanche, on sort de dessous les comptoirs le déficit (2). Il faut faire quelque chose contre cela. Je n'ai pas besoin de tape-à-l'œil. »

« Je n'avais jamais vu de tels prix »

« La situation est très difficile à Moscou en ce qui concerne les boissons non alcoolisées. Nous continuons de produire en grande quantité des vins renforcés. Comme il est interdit de les vendre à Moscou, nous abreuons la région. Il faut continuer de réduire la production de boissons alcoolisées, de réduire le nombre des points de vente. Pendant le premier trimestre de cette année, leur vente a été réduite de 30 %. Mais en même temps les ivrognes commencent à réapparaître dans les rues de Moscou ces derniers temps. Cela montre que nous nous sommes quelque peu tranquillisés et avons affaibli la lutte contre ce mal, en décidant qu'il était vaincu. En fait, le combat contre l'alcoolisme n'est qu'à ses débuts et il est trop tôt

pour se tranquilliser. L'ivrognerie a été chassée des rues vers les appartements. Ce n'est pas par hasard que le nombre des crimes commis dans les logements s'est accru. Dans ces conditions, le slogan : « Faisons de Moscou une ville communiste modèle (3) » sonne comme un sacrilège. Il faut réexaminer les critères de ce qui est exemplaire et communiste. »

« Je me suis rendu dans de nombreux marchés de Moscou. Je n'avais jamais vu de tels prix. Un minable bouquet de pissenlit coûte 50 kopeks, parfois 1 rouble (4), un kilo de viande 8 roubles. Mais l'on ne peut limiter les prix, car ce moyen a déjà été employé sans résultat. Les vendeurs émigrent tout simplement vers d'autres villes et d'autres régions. C'est par le commerce qu'il faut peser sur le marché. Près de chaque marché, il faut construire un magasin des coopératives. Et si la saucisse se vend 8 roubles dans ces magasins, ce n'est pas grave. J'ai une liste de gens qui peuvent payer un prix même supérieur. Mais au moins ils achèteront de la saucisse qui a l'odeur de la viande. »

L'ancien maire

« ne faisait que voyager »

« Le conservatisme est allé trop loin chez nous. Les responsables de la ville faisaient du tape-à-l'œil : « Voyez, comme nous sommes beaux, comme tout va bien chez nous, nous sommes les meilleurs du monde, il ne faut pas mettre à nu les problèmes de Moscou. » Ceux qui continuent de penser de la sorte doivent libérer les places et s'en aller. Le soviétique de Moscou s'était transformé en étalon du bureaucratisme. Un grand mouvement de personnel s'y produisait actuellement, son appareil est réduit. Le comité de ville du parti donne l'exemple : ainsi le nombre de secrétaires a été réduit de sept à six. A propos, Moscou est jumelée avec toutes les capitales des pays socialistes. En fait, elle est aussi jumelée avec les capitales de soixante-quatre autres pays. C'est pourquoi Promyslov (5) n'avait pas le temps de travailler. Il ne faisait que voyager et signer des protocoles. Cela plaisait à d'autres camarades aussi, surtout après le décret sur la lutte contre l'alcoolisme. De fait, ce décret n'est pas applicable dans les autres capitales. »

300 questions

de la salle

M. Eltsine annonce alors qu'il a reçu 300 questions écrites en provenance de la salle. Après une pause de vingt minutes (pendant laquelle vous boirez de l'eau), l'orateur répond à ces questions. Le compte rendu retient les principales, notamment :

« Pourquoi l'organisation du parti de Moscou a-t-elle été élu au congrès (6) des délégués indignes de confiance ? »

« Il m'est difficile de répondre à cette question, car la note est doublement anonyme : non seulement le camarade qui l'a écrite n'a pas voulu

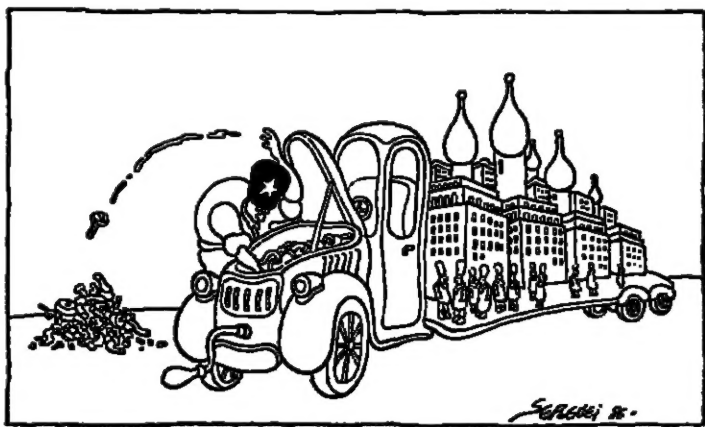
indiquer son nom, mais il ne nomme pas non plus les gens qu'il juge indignes. Je voudrais souligner que 90 % des questions sont anonymes. Et il s'agit de propagandistes ! Nous nous sommes pourtant mis d'accord pour parler franchement. Je répondrai aujourd'hui aux questions anonymes, mais que ce soit la dernière fois. »

« Les visiteurs s'emparent dans les magasins des produits rares (« déficitaires »). Allez-vous y porter remède ? »

« Nous ne pouvons entourer Moscou d'une enceinte comme il y a huit cents ans. Aucune limitation n'est la solution. La capitale est la capitale. Pour certains, c'est un bonheur d'y venir une fois dans leur vie. Je répète qu'il nous faut partir du fait

Les toilettes
du directeur

En réponse à une question sur le domaine social, l'orateur indique que, sur vingt-neuf entreprises industrielles qu'il a visitées en trois mois, il n'a constaté que dans deux



que nous ne sommes pas neuf, mais 11 ou 12 millions. En outre, il faut organiser plus largement la vente dans les entreprises de marchandises rares. Vous savez que de nombreux ministères disposent d'une direction de l'approvisionnement ouvrier. Récemment, nous avons pris sur le fait un ministre : il achetait sur ses fonds des dizaines de tonnes d'oranges et d'autres produits alimentaires qu'il expédiait à Norilsk (7) et Novosibirsk. Aujourd'hui, tous ces canaux sont coupés. »

« Les Moscovites vivent
plus mal que les autres »

« On dit que les Moscovites sont « gâtés ». Cette opinion est largement répandue en province. Moi-même, je la partageais lorsque je vivais à Sverdlovsk. Pourtant, il apparaît que les Moscovites vivent plus mal que les gens de la périphérie. »

M. Eltsine cite alors des statistiques dont il ressort notamment que Moscou est passée, de 1975 à 1985, de la deuxième place à la cinquième-huitième parmi les villes d'Union soviétique pour la construction de logements, de la douzième à la quarante-quatrième pour le niveau des investissements, alors qu'elle occupait encore la quatrième place en 1965. Elle est à la soixante-cinquième place aujourd'hui pour la natalité, avec un taux de 13,6 pour mille, alors que la moyenne du pays est de 19,6. Enfin, l'espérance de vie des Mosco-

d'entre elles une attention portée aux problèmes sociaux. »

« Dans un bureau d'études il y avait quatre cafétérias, chacune d'un niveau un peu plus élevé que l'autre. En ce qui concerne la salle à manger du directeur, dans laquelle il se rend lui-même avec une poignée d'élus, on y trouve tout, y compris une cuvette de W-C bleue. Certains dirigeants se sont coupés du peuple. Il faut combattre cela. »

M. Eltsine répond ensuite à une autre question sur une manifestation (non rapportée jusqu'ici) des chauffeurs de taxis de Moscou dans la nuit du 31 mars de cette année.

« On procède le dernier jour de chaque trimestre à un échange de bons d'essence. Dès la soirée, des queues de plusieurs kilomètres s'étaient formées devant les stations d'essence. Un grand nombre de taxis se sont dirigés vers le Soviet de Moscou, où ils ont organisé un concert de klaxons. On leur a expliqué qu'il y a à Moscou des autorités plus importantes. Ils se sont alors dirigés vers le comité du parti de la ville. Un travail d'explication a été effectué. Des mesures ont été prises pour empêcher de tels désordres. Des assemblées ont eu lieu dans tous les parcs de taxis. Les chauffeurs de taxi sont des gens particuliers. Les secrétaires des comités d'arrondissement doivent se rendre dans les parcs une fois par mois. »

A propos des instituts de recherches scientifiques et des bureaux d'études, très nombreux à Moscou, M. Eltsine déclare :

« On a dressé une liste de trente-neuf instituts qui ne font rien depuis des années. Quinze d'entre eux

seront coupés de leur financement et fermés. Trente mille travailleurs scientifiques, qui n'ont pas passé les tests de connaissance, seront envoyés à la production. Le niveau des chercheurs et des enseignants s'est abaissé. La grisaille engendre la grisaille. »

3 600 drogués
répertoriés

La question n° 49 porte sur les « nombreux cambriolages » constatés à Moscou. M. Eltsine confirme : « Les organes de la milice travaillent mal pour le moment. » Egalement, « la toxicomanie est largement développée. Nous en parlons ouvertement. Trois mille six cents drogués ont été répertoriés. Mais ils ne viennent pas s'enregistrer volontairement. La question se pose de savoir combien de drogués nous n'avons pas encore démasqués. »

Après avoir confirmé qu'un « abus », non précisé, a été mis au jour dans l'arrondissement Perov et qu'une enquête est en cours, l'orateur est plus disert sur le cas d'un certain Danilov, deuxième secrétaire du parti dans l'arrondissement Octobre de la capitale : « Il a été destitué et a reçu une sanction du parti. Il avait aménagé comme un seigneur son appartement dans un grand immeuble, avec une cheminée personnelle et un conduit spécial qui traversait toute la maison de part en part. De tels princes n'ont pas leur place dans le parti. Seuls des gens d'une pureté de cristal doivent travailler dans son appareil. »

Un « magasin spécial »
supprimé

« Quels privilèges ont été supprimés pour les fonctionnaires du comité du parti de Moscou ? »

« Je pense que la question est posée de manière incorrecte. Pourquoi seulement supprimer des privilèges ? Nous en avons ajoutés certains. Nous avons augmenté la durée du travail et le nombre de sessions du bureau [du comité du parti]. En ce qui concerne l'abolition [des privilèges], nous avons fermé, pour commencer, un magasin de vente des produits industriels (9). Je pense que cela est utile : les fonctionnaires du comité sentiront de manière plus aiguë les difficultés existantes. »

« Combien de personnes ont été exclues du parti entre le 26 et le 27 congrès ? (entre 1981 et 1986.) »

« Entre 70 000 et 90 000 dans tout le pays, 20 000 à Moscou. »

L'orateur répond ensuite à « un groupe de questions » sur le Soviet de Moscou et sur les anciens dirigeants de la capitale :

« Je rappelle que Promyslov (5) a été relevé de ses fonctions un jour après Grichine (10), malgré sa demande qu'on lui donne la possibilité de travailler encore cinq ans. Le camarade Saikine (11) se met activement au courant. C'est un homme compétent et, surtout, il n'est lié à personne et à rien. Il nous faut écarter une couche incrustée d'opportu-

nistes, lutter contre les abus. Les épouses de nombreux fonctionnaires dirigeants circulent à bord de Volga noires. D'ordinaire, une voiture de ce type arrive le matin pour emmener l'enfant à l'école, puis elle conduit le papa au travail, enfin elle revient pour la femme. »

« Il faut en finir avec cela. Nous procédons aux observations correspondantes. Auparavant, les fonctionnaires du comité de la ville venaient à des manifestations telles que celle d'aujourd'hui, chacun dans sa voiture. Aujourd'hui, ces pratiques ont été supprimées. Voyez : les secrétaires du comité sourient, ils sont venus ici aujourd'hui dans une seule voiture. Notre tactique est la suivante : observation, entretiens, mesures concrètes. »

800 responsables
du commerce arrêtés

M. Eltsine a reçu pendant deux heures une vendeuse venue lui raconter « le système d'abus qui sévit dans le commerce. »

Il commente : « Huit cents dirigeants du commerce ont été arrêtés ces derniers mois à Moscou. Nous creusons, nous creusons, et nous ne voyons toujours pas le fond de ce puits de saleté. Mais il faut sortir cette saleté jusqu'au bout. Nous essayons de rompre les liens criminels, d'isoler les dirigeants, d'installer à leur place des gens honnêtes et dévoués au parti, puis d'aller plus en profondeur et progressivement. C'est une tâche longue et difficile qui nous attend, mais nous avons la ferme intention d'éliminer la boue jusqu'au fond. »

« Khrouchtchev
avait déjà essayé »

L'orateur s'interrompt pour révéler qu'il a reçu des lettres du genre : « Khrouchtchev avait déjà essayé de nous habiller tous en vareuses (12). Il n'a rien obtenu, tu n'obtiendras rien non plus. Nous avons volé et nous continuerons de voler. » Il répond d'une phrase : « Camarades, nous ne pouvons rompre ce cercle que par nos efforts communs. » Vient ensuite une autre note écrite : « Tu as des plans à la Napoléon, de quoi te mêles-tu ? Gorbatchev avait tout simplement besoin d'un homme à lui. Rentre chez toi à Sverdlovsk (13) avant qu'il ne soit trop tard. » Le compte rendu fait ici état de cris (« Honte ! ») entendus dans la salle. M. Eltsine reprend : « Calmez-vous, camarades. Je pense que cette question ne provient pas de la salle, elle a dû être reçue plus tôt et s'est glissée dans le paquet. C'est visiblement un malade qui l'a écrite. D'autres participants rappellent au premier secrétaire qu'il devra « rendre compte dans trois ans et répondre de ses promesses ». « Je m'y prépare et j'ai l'intention de consacrer entièrement ces années au combat. »

Un autre questionneur, toujours anonyme, demande à M. Eltsine « achetez ses chaussures ». « Je puis dire, sous le sceau du secret, que j'ai acheté mes vêtements non pas à Moscou, mais à Sverdlovsk. Je porte des chaussures fabriquées par la

Le choc des mots, le poids des réalités

(Suite de la première page.)

Bref, le pluralisme reste toujours aussi étranger à la gastronomie qu'à la politique, et les prix continuent à grimper par rapport à des salaires qui ont plutôt tendance à stagner.

Le tableau n'est guère plus réjouissant pour les biens de consommation : les prix des vêtements et des chaussures — ne parlons pas de leur qualité — restent exorbitants, et il faut toujours cinq mois de salaire moyen pour s'offrir un poste de télévision couleur. Et ne disons rien du marché kolkhozien, c'est-à-dire libre, où le poulet se vend 15 roubles, c'est-à-dire le dixième du salaire moyen, et où les tomates peuvent grimper jusqu'à 8 roubles le kilo, le tout sous le signe des compteurs Geiger. Tchernobyl oblige...

Force est de reconnaître pourtant qu'en quelques mois de nouvelles habitudes sont nées. Il ne faut plus, par exemple, entrer dans un restaurant sans se munir d'un verre, car on échappera à la prohibition : la lutte contre l'alcoolisme est à l'ordre du jour. Mais il faut bien reconnaître qu'elle connaît des accommodements qui font de la richesse de services toujours aussi peu pressés : quelques roubles ou, mieux, quelques dollars permettent de contourner l'obstacle et d'éviter l'eau minérale, toujours aussi tiède. La consigne, dit-on, est mieux appli-

quée dans les administrations : on ne peut plus boire pendant les heures de service, sous peine de perdre son emploi. Elle reste, en revanche, très peu appliquée dans les usines.

Tout cela ne veut pas dire que l'alcoolisme batte en retraite. Comme le déclarait M. Eltsine, le nouveau responsable du parti pour la ville de Moscou, dans la réunion d'information qu'il tenait le 11 avril dernier et dont nous publions un compte rendu révélateur, « l'ivrognerie a été chassée des rues vers les appartements », et ce n'est pas par hasard si « le nombre de crimes commis dans les appartements s'est accru ». Ce gorbatchevisme de choc aurait pu ajouter que la fabrication de samogon, c'est-à-dire le recours à l'alambic de fortune, a fait un puissant retour en force, ce qu'ignorent superlativement les statistiques. Il est vrai qu'elles ne mentionnent même pas la quantité d'alcool produite légalement...

La lutte contre la corruption sous toutes ses formes a encore été renforcée au mois de juin dernier par une augmentation des peines encourues et par l'obligation dorénavant faite d'avoir à justifier ses revenus pour tout achat supérieur à 10 000 roubles. Peut-être le système est-il efficace pour freiner l'ardeur des plus entrepreneurs. Plusieurs en tout cas y ont laissé la vie, et des

centaines de trafiquants ont fait la connaissance du goulot. Mais pour ce qui est de la petite corruption, elle fleurit aujourd'hui comme naguère, et l'on peut toujours se faire transporter par les limousines en vadrouille de la nomenklatura pour quelques roubles.

A écouter M. Gorbatchev et ses affidés, on a souvent l'impression d'une immense audace verbale, d'une volonté purificatrice et réformatrice qui n'est pas sans rappeler celle d'un Khrouchtchev. Il n'empêche : ce langage nouveau ne débouche pas sur grand-chose de concret, sinon un ton nouveau dans la presse — on s'en est aperçu dans l'affaire de Tchernobyl, même si ce fut avec une semaine de retard, — la dénonciation répétée de la corruption, du népotisme et même du « dynastisme », c'est-à-dire l'octroi de postes bien rémunérés sinon importants à la progéniture de la nomenklatura.

Un « frein »

particulièrement efficace

Il n'empêche : la prudence reste à l'ordre du jour dès qu'il s'agit de remanier les structures du système, même si l'on peut constater une certaine volonté de rationalisation dans le regroupement de certains ministères économiques, dans la concentration des divers organismes chargés de l'information — et de la

propagande — et dans le « dégroupement » du ministère des affaires étrangères. Comme si M. Gorbatchev, finalement, était bien moins libre de ses mouvements qu'on ne le pensait. Comme s'il avait dû accepter, lors de son accession au pouvoir, la présence à ses côtés d'un « frein » particulièrement efficace : M. Egor Ligatchev, le véritable numéro deux du régime, qui contrôle de près l'activité de principes que nous tant que secrétaire à l'organisation du parti.

Que pensent, face à M. Ligatchev, les « hussards » de M. Gorbatchev, que sont M. Nikolai Rykov, président du conseil des ministres, et M. Boris Eltsine, responsable du parti dans la capitale et chargé de faire les ballons d'essai du secrétaire général ? Personne ne peut encore le dire, mais tous les indices sont d'accord pour constater que la bataille ne fait que commencer entre une bureaucratie accrochée à la sécurité et aux privilèges de l'emploi et le groupe de Sverdlovsk — d'où viennent M. Rykov et Eltsine.

La question est essentielle puisqu'elle revient à se demander si le système soviétique est susceptible de réforme. Les indices que nous fournit l'histoire ne sont guère encourageants à cet égard : le volontarisme d'un Khrouchtchev a été accepté par ses pairs de la nomen-

klatura tant qu'il s'agissait de « réhabiliter » les millions de victimes de Staline, mais dès qu'il a voulu toucher aux privilèges des cadres du régime, à la perpétuation des acquis, l'héritier de Staline a été bien vite remercié.

Il est cependant un domaine où les cadres, comme on dit, ont souffert pas mal de dégâts : c'est celui de la culture, le seul qui ait connu, depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, comme une révolution. Tout a commencé au printemps avec le congrès de l'Union des écrivains, lorsque la section moscovite a exigé — et obtenu — que, pour la première fois depuis la guerre, le nombre de candidats délégués au

congrès soit supérieur au nombre de sièges à pourvoir. Il n'en fallut pas plus pour provoquer une hécatombe parmi les bureaucrates de l'appareil (1), et leurs plaintes ne rencontrèrent aucun écho en haut lieu. Le phénomène, quelques semaines plus tard, ne prit pas le même aspect lors du congrès de l'Union des écrivains, mais là aussi les tentatives de la culture furent odées la plupart des places à des écrivains indéniables comme par exemple le Sibérien Raspoutine, le Kirghize Altamov, l'Ukrainien Bykov, le Moscovite Karpov (2).

Cette passation des pouvoirs, là aussi, se fit avec l'accord du Kremlin. Elle n'est pas négligeable dans un pays où la réécriture de l'histoire et la négation de la littérature font partie du quotidien. Mais, avant de crier victoire, attendons de connaître le nom du prochain ministre de la culture, c'est à dire celui du successeur de M. Demitchev. Il semble, en effet, qu'une sourde lutte se soit enclenchée à ce sujet depuis que l'ancien titulaire du poste a été promu au secrétariat du parti. A défaut d'être mystérieuse, l'URSS reste imprévisible...

JACQUES AMALRIC.

(1) Voir le Monde du 26 juin 1986.
(2) Voir le Monde des 28 juin et 1er juillet 1986.

هنا من الأصل

ملتان لا حل

Europe

de M. Mikhaïl Gorbatchev

jusqu'au bout » à Moscou

firmes «Ouralbouv», qui cotient 23 roubles. Je les recommande, elles sont très solides et suffisent pour un quinquennat. L'orateur précise encore qu'il travaille de 6 heures du matin à minuit et qu'il dort quatre heures par nuit, mais que sa santé est «solide».

Comme on rappelle à M. Eltsine qu'il avait réprimé au congrès du parti une réimpression de l'appareil du comité central (il avait été l'un des très rares orateurs dans ce cas), l'orateur précise que l'on a déjà supprimé deux services de cet appareil, mais que «ce travail doit être poursuivi». Il répond ensuite à d'autres questions groupées :

M. Grichine, «référént» auprès de M. Gromyko

«Des camarades voudraient savoir pourquoi rien n'a été dit au congrès sur les membres du Politburo qui se sont discrédités : on avance en particulier le nom de Rachidov (14). On demande ce que font les anciens membres du Politburo. En ce qui concerne Rachidov, on en a parlé au congrès, en particulier dans les discours du président du conseil des ministres d'Ouzbékistan. Mais l'affaire ouzbèke n'est pas terminée, l'enquête se poursuit.

- (1) M. Oleg Korolev, ancien directeur d'une usine à Moscou, a été nommé en janvier dernier l'un des secrétaires du comité de ville (gorkom) du parti à Moscou.
- (2) On désigne ainsi en Union soviétique les marchandises trop rares et demandées pour être exposées.
- (3) Ce mot d'ordre avait été lancé pendant la période Brejnev par les anciens dirigeants de la ville, MM. Grichine et Promyslov.
- (4) 1 rouble (ou 100 kopeks) = environ 11 F au cours officiel.
- (5) M. Vladimir Promyslov, secrétaire du comité de ville (maire) de Moscou pendant vingt ans, de 1963 jusqu'à sa «mise à la retraite» en janvier de cette année.
- (6) Il s'agit des délégués au 27^e congrès du parti qui s'est tenu en février et mars derniers. Ceux-ci avaient été élus en janvier par une «conférence» des membres du parti de la capitale, tenue début janvier. Visiblement des limogeages et des destitutions ont eu lieu depuis lors.
- (7) Une ville du Grand Nord sibérien.
- (8) Avant de devenir premier secrétaire à Moscou, M. Eltsine a été pendant quelques mois, en 1985, secrétaire du parti chargé des problèmes du bâtiment.
- (9) Il s'agit bien évidemment d'un des magasins spéciaux réservés à l'élite. Apparemment, il n'a pas été touché, du moins pas encore, aux magasins de ce type vendant des produits alimentaires.
- (10) Viktor Grichine, prédécesseur de M. Eltsine à la tête du parti à Moscou pendant dix-huit ans, a été relevé de ses fonctions en décembre et exclu du Politburo.
- (11) Le nouveau maire de Moscou, élu en janvier dernier. Agé de quarante-neuf ans, M. Seïnine a fait toute sa carrière aux usines d'automobiles Likhatchev de Moscou, qu'il dirigeait depuis 1982.
- (12) Teloegrika, le blouson moulonné symbole du vêtement populaire en Russie.
- (13) M. Eltsine était jusqu'en 1985 premier secrétaire du parti pour la région de Sverdlovsk, dans l'Oural.
- (14) Chiraf Rachidov a été premier secrétaire du parti en Ouzbékistan pendant toute la période Brejnev. Mort en octobre 1983, il a été déposé à partir de juin 1984 pour une série d'abus commis dans sa république.
- (15) M. Tikhonov, ancien chef du gouvernement, a été remplacé par M. Rykov l'an dernier, mais reconduit dans son poste de membre du comité central en mai. M. Romanov, secrétaire du parti et rival potentiel de M. Gorbatchev, a été évacué de toutes ses fonctions il y a un an et exclu du comité central au dernier congrès.
- (16) Rappelons que le président du présidium du Soviet suprême est M. Gromyko.

IRLANDE DU NORD : les manifestations loyalistes

Les autorités ont réussi à éviter l'épreuve de force

Grâce à quelques adroites concessions et au déploiement d'un très important dispositif policier, les autorités d'Irlande du Nord ont parvenues à empêcher que les traditionnels défilés orangistes ne dégénèrent en affrontements avec la minorité catholique.

PORTADOWN de notre envoyé spécial

Chapeau melon, parapluie, l'étoile et le tablier marqués aux insignes de la «loge» : la parolophilie des membres de l'ordre d'Orange est immuable, de même que l'ordonnance de leur procession. Chaque groupe est précédé soit de sonnets de cornemuse venus du kilt écossais — rappelant l'origine de la plupart des protestants d'Irlande du Nord, — soit d'une fanfare dont l'instrument essentiel est la grosse caisse, l'énorme *lambe drum* que l'on frappe jusqu'à en avoir parfois les mains en sang et dont le tonnerre ébranle le voisinage, surtout quand il est catholique.

Les «maîtres» conduisent leurs troupes, sautés au clair, une façon de rappeler qu'il s'agit d'un mouvement de «défense» créé en 1795 après de sanglants affrontements avec les catholiques. Les grandes bannières sont autant d'images pieuses, où curieusement, la croix otiole des symboles maçonniques, sur l'ordre, dans ses structures et son rituel, emprunte beaucoup à la franc-maçonnerie en dépit de sa vocation religieuse fondamentale : préserver la foi protestante et, les statuts le précisent, veiller à ce que sans aucun catholicisme ne puisse accéder au trône d'Angleterre (Jacques II était le dernier et a été évacué en 1690 par Guillaume d'Orange).

Le lundi 14 juillet, tout recommence. Très exactement comme le samedi précédent. Le maître-chanteur, un homme d'Irlande du Nord, actuellement, le respect des traditions auxquelles on est attaché est gravement remis en cause aux yeux des protestants unionistes, dont l'ordre d'Orange est la principale organisation. Imperturbablement, les manifestations vont se heurter aux barrières de police qui condamnent l'entrée d'Obine Street, artère principale du quartier catholique. Ils demandent l'autorisation de passer : ils savent pourtant très bien qu'elle leur sera refusée.

Cet interdit est le résultat de la politique voulue par le gouvernement de Londres conformément au récent accord anglo-irlandais, dont les unionistes exigent avec acharnement l'annulation dans une campagne qui a suscité un inquiétant regain de tension depuis plus de six mois. Afin d'essayer d'établir un nouveau climat et de rassurer la minorité catholique, il convient de limiter désormais les provocations. Donc, refus confirmé. Responsable du cortège le «maître» Malcolm Foutson proteste : «Portadown est à 80% protestante, nous avons toujours emprunté ce parcours depuis 1801. On en veut à nos traditions. La majorité protestante est bafouée».

Vaine démarche. Les consignes de la police sont strictes. Céder remèdrait en question l'accord. Les orangistes n'insistent pas — on va le leur reprocher, — et la procession fait un large détour pour gagner le centre-ville où l'attente d'une foule nombreuse en colère. L'atmosphère est pesante. Aux abords immédiats de la grande-rue, le dispositif policier, soutenu à distance par l'armée, est impressionnant : hélicoptères d'observation, multiples véhicules blindés, équipement anti-émeutes complet.

Des jeunes, masqués, tentent de démanteler l'immense palissade de tôles ondulées érigée durant la nuit par les services de sécurité pour obstruer l'autre entrée d'Obine Street. Ils se sont même emparés d'un autobus pour le lancer contre l'obstacle, mais sans succès. Malgré les dangers évidents, des familles entières endimanchées sont là, comme si l'on allait assister à une parade ordinaire.

«On s'est fait avoir»

On a même amené des enfants en très bas âge. Des mères nous déclarent : «Ils (les policiers) n'osent quand même pas s'en prendre à des femmes et à des enfants». Elles ne sont pas les dernières à donner de la voix contre les membres de la police de la province, le Royal Ulster Constabulary (RUC) qui, bien que en majorité protestants — on a causé de cela, — sont désormais haïs par les unionistes.

A peine le cortège orangiste est-il passé que les policiers dégagent la rue. Après de brèves boucanades, l'opération est achevée en quelques minutes. Ceux qui comptaient profiter de la parade pour forcer

PAYS-BAS

Le deuxième gouvernement de M. Ruud Lubbers a prêté serment

La Haye. — Le nouveau gouvernement néerlandais de centre-droite, conduit comme le précédent par M. Ruud Lubbers à la tête d'une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux, a prêté serment, le lundi 14 juillet, devant la reine Beatrix.

La répartition des postes ministériels a été modifiée en fonction des élections législatives de mai dernier, qui avaient vu les chrétiens-démocrates (CDA) progresser de neuf sièges, tandis que les libéraux (VVD) en perdaient exactement autant. Les chrétiens-démocrates comptent neuf portefeuilles sur quarante.

Les nouveaux ministres sont les chrétiens-démocrates Cees Van Dijk à l'intérieur et Piet Bukman à la coopération au développement, et les libéraux Wim Van Eekelen à la défense et Ed Nijpels au logement.

Voici la composition du nouveau cabinet :

Premier ministre et ministre des affaires générales : Ruud Lubbers (CDA) ; vice-premier ministre et ministre des affaires économiques : Rudolf De Korte (VVD) ; intérieur : Cees Van Dijk (CDA) ; affaires étrangères : Hans Van den Broek (CDA) ; justice : Frederik Kortbeek (CDA) ; finances : Onno Ruding (CDA) ; défense : Wim Van Eekelen (VVD) ; logement, plan et environnement : Ed Nijpels (VVD) ; transports et voies fluviales : M. Neelke Smit-Kroes (VVD) ; agriculture et pêche : Gerrit Braks (CDA) ; affaires sociales et emploi : Jan De Koning (CDA) ; bien-être, santé publique et culture : Eelco Brinkman (CDA) ; coopération au développement : Piet Bukman (CDA). — (AFP.)

PORTUGAL

Une organisation inconnue revendique quatre attentats

Lisbonne. — Un groupe jusqu'à présent inconnu — l'Organisation révolutionnaire armée — a revendiqué quatre des cinq explosions qui se sont produites dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 juillet au Portugal. Deux bombes placées à Évora, au sud du pays, et deux autres à Setúbal, à 40 km de Lisbonne, n'ont fait que des dégâts matériels.

La manœuvre de ces actes ont été revendiqués rappelle les méthodes du groupe d'extrême gauche FP 25 (Forces populaires du 25 avril), mais la police n'exclut pas une mystification. Trente attentats ont été commis au Portugal depuis 1985.

A Lisbonne, l'explosion qui a ravagé l'appartement d'un lieutenant-colonel, tuant un des fils de l'officier et un ami du jeune homme, s'est apparemment produite, selon les enquêteurs, alors que les deux jeunes gens manipulaient des explosifs, dans des circonstances encore indéterminées. — (AFP, Reuter.)

ROUMANIE

Commémoration du massacre des juifs de Iasi

Bucarest. — Plus de deux mille personnes ont participé, le dimanche 13 juillet, à Iasi, à la cérémonie du quarante-cinquième anniversaire du massacre de douze mille juifs dans cette ville du nord-est de la Roumanie, à l'annonce, lundi, la Fédération des communautés juives de Roumanie (FEDROM).

Le Grand Rabbin de Roumanie, M. Moses Rosen, a dénoncé dans son discours «la tendance à nier l'holocauste» et a mis en garde contre «les néofascistes qui lèvent à nouveau la tête».

L'ambassadeur d'Israël en Roumanie, M. Yosef Govrin, et le chargé d'affaires des Etats-Unis, M. Henry Clark, ont participé à la cérémonie et déposé des gerbes sur la fosse commune où reposent les victimes.

La population de confession israélite de Roumanie, soit plus de l'est à entretenir des relations diplomatiques avec Israël, est estimée à quelque quarante mille personnes. — (AFP.)

● CHYPRE : réouverture de la ligne vers le nord et le sud de Chypre ont été rouverts le 12 juillet après avoir été fermés pendant une semaine unilatéralement par l'Etat turc du nord de l'île. Les dix points de passage sont surtout empruntés par des fonctionnaires et, des casques bleus de l'ONU ainsi que par des diplomates. — (AFP.)

Amériques

ETATS-UNIS

Un ancien agent du FBI condamné à la prison à vie pour espionnage

Los Angeles. — Un ancien agent du FBI, Richard Miller, a été condamné, le lundi 14 juillet, par un tribunal de Los Angeles à deux peines d'emprisonnement à vie et, en outre, à une amende de 100 000 dollars pour avoir vendu des secrets à l'Union soviétique. Miller est le premier agent du FBI (sûreté fédérale) à être reconnu coupable d'espionnage. Il a également été condamné à une amende de soixante mille dollars par le juge qui a justifié la sévérité de la sentence par la nécessité de faire un exemple. Miller ne pourra bénéficier d'aucune remise de peine avant seize ans et huit mois.

Employé par le Bureau fédéral d'investigations (FBI) pendant vingt ans, Richard Miller s'est défendu d'avoir, par sa conduite, «porté préjudice à son pays». Il a annoncé son intention de faire appel. L'ancien agent, père de huit enfants, avait été reconnu coupable le 19 juin d'espionnage et de corruption par un jury qui avait rejeté ses arguments, selon lesquels il avait en fait tenté d'infiltrer le KGB. Il avait été arrêté en octobre 1984 ainsi que deux émigrés soviétiques, Nicolas Ogorodnikov et la femme de ce dernier, Svetlana qui était la maîtresse de Miller. Les époux Ogorodnikov ont admis, en juin 1985, les charges pesant contre eux. Ils sont actuellement emprisonnés. — (AFP, UPI.)

● NICARAGUA : livraisons d'hélicoptères soviétiques. — L'armée de l'air nicaraguayenne a acquis quinze hélicoptères de transport de fabrication soviétique au cours des deux derniers mois, a affirmé le New York Times du 10 juillet. Selon le journal, ces appareils devraient renforcer les moyens d'action du gouvernement sandiniste contre les groupes armés de la Contr. — (AP.)

MEXIQUE

L'opposition accuse le parti gouvernemental de fraude électorale «massive»

Mexico. — La police mexicaine a dû repousser, lundi 14 juillet, dans la ville frontalière de Ciudad Juarez, des milliers de manifestants qui essayaient de prendre d'assaut deux ponts reliant le Mexique aux Etats-Unis. Ces incidents faisaient suite à l'annonce officielle par le gouvernement, dimanche, de la victoire du parti révolutionnaire institutionnel (PRI) aux élections qui se sont déroulées le 6 juillet dans l'état de Chihuahua.

Selon un porte-parole de la commission électorale d'Etat, le candidat du PRI, M. Fernando Baeza, aurait obtenu quelque 401 000 voix contre 231 000 à son adversaire, M. Francisco Barrio, du Parti d'action nationale (PAN). Ces derniers jours, les dirigeants du PAN avaient accusé le PRI, qui tient les rênes du pouvoir au Mexique depuis cinquante-sept ans, de «fraude massive» et avaient lancé un mot d'ordre de «désobéissance civique». Le chef du PAN, M. Guillermo Prieto, avait même menacé les autorités de mettre en place une administration parallèle à celle du PRI.

L'Eglise catholique s'est jointe aux protestations de l'opposition. Les églises seront fermées dimanche afin de demander au gouvernement de respecter la volonté populaire.

Les élections dans la province de Chihuahua, frontalière avec les Etats-Unis, étaient suivies avec attention à Washington, où des critiques ont récemment visé la «corruption» des dirigeants mexicains. — (AP, UPI.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 06
Tél. MONDIPAR 65872 F
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-96-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauré (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 246 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 099 F 1 390 F

II. — SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire : un abonné doit adresser à l'éditeur son adresse nouvelle deux semaines avant son départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression de « Le Monde » à Paris.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 85 ps. ; Israël, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LD ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,25 \$; USA (New Conn.), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

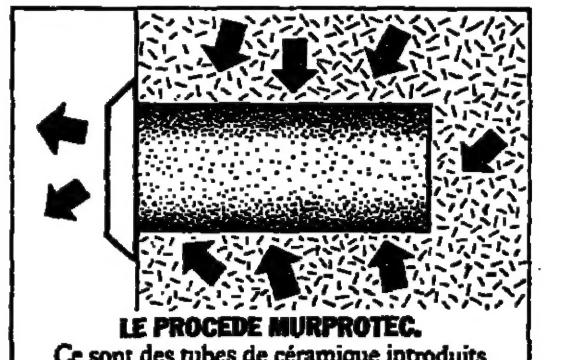
LE SALPÊTRE MINE VOS MURS ?

MURPROTEC invente un procédé qui guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison, MURPROTEC le supprime totalement.

Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fœu humidité. Murprotec ne nécessite pas de travaux importants. Sur simple demande, bénéficiez gratuitement du diagnostic d'un spécialiste qui vous établira un devis.

MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.



LE PROCÉDE MURPROTEC. Ce sont des tubes de céramique introduits dans vos murs qui boivent intégralement l'humidité qui monte du sol.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom en lettres majuscules : _____

Adresse complète : _____

TEL. : _____

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité. Renvoyer ce bon à Murprotec Imprime des Brochures, 78310 Coignières.

MURPROTEC

Bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Orange et Morlaix.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les protestations contre l'état d'urgence

La « journée d'action » des syndicats noirs a été peu suivie

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Autant qu'on puisse le savoir la « journée d'action » lancée le lundi 14 juillet par la COSATU (Confédération of South African trades unions), la principale confédération de syndicats noirs, qui revendique 600 000 adhérents, n'a été que très partiellement suivie. Guère plus de 20 % des travailleurs de cette communauté se sont associés à ce mouvement de protestation contre l'état d'urgence et contre les arrestations massives opérées dans les rangs syndicaux. Près de la moitié des quelque cinq mille personnes appréhendées depuis le 12 juin l'ont été en effet, parmi les affiliés et les dirigeants d'organisations ouvrières. La COSATU, formée en décembre dernier, a été la plus visée. 83 % des quelque deux cents dirigeants interpellés appartenant à cette confédération, dont le président, M. Elijah Barayi, a été relâché vendredi dernier.

La CUSA (Council of Unions of South Africa), l'autre grande fédération de syndicats noirs — proche du mouvement de la Conscience noire, alors que la COSATU recrute plutôt dans les milieux UDF (Front démocratique uni) —, qui regroupe deux cent mille ouvriers, ne s'était pas associée à cette journée de protestation, ni les organisations civiles des townships.

A l'exception de la région de Port-Elizabeth où la grève a été massivement suivie, la plus grande partie des travailleurs noirs étaient à leur poste. Le secteur minier a été peu affecté. Dans les mines d'or notamment, l'absentéisme a été pratiquement nul. A Durban, dans la province du Natal, selon certains sondages, il a été évalué à environ 5 %. Cependant la production a été ralentie par des arrêts de travail et des réunions ont été organisées à l'heure du déjeuner.

En dehors de Port-Elizabeth, où des usines ont dû fermer leurs portes après que les ouvriers furent rentrés chez eux de crainte que leur maison ne soit brûlée, comme la rumeur en avait couru, la province la plus tou-

chée par les débrayages fut celle du Transvaal, et plus particulièrement le secteur de Johannesburg et de Pretoria. Cependant, le pourcentage d'absentéisme ne semble pas avoir dépassé 20 à 25 %.

La rentrée scolaire

Le faible impact de cette journée d'action s'explique par les mesures draconniennes de l'état d'urgence qui interdisent d'appeler à la grève, et par la disparition des dirigeants qui ont été arrêtés (environ deux cents), ou qui se cachent (une centaine). Dans la partie occidentale de la province du Cap, il était virtuellement impossible à la COSATU de mettre sur pied un programme d'action. Il est, en effet, interdit de rapporter les

propos de membres de cette Confédération.

Le 14 juillet était également le jour de la rentrée des classes pour 1,7 million d'écoliers noirs. Une rentrée placée sous le signe de nouvelles restrictions (le Monde du 12 juillet), qui imposent notamment à chaque élève d'être muni désormais d'une carte d'identité scolaire pour pénétrer dans les bâtiments. Dimanche, ces mesures ont été complétées par un texte publié dans la gazette gouvernementale, qui permet aux autorités de refuser l'accès à l'école à tout élève, sans avoir à donner de motif. Le gouvernement peut également décider de l'affectation et du niveau scolaire de chacun.

Les élèves qui refusent ces placements autoritaires — et qui peuvent être contrainés à ceux approuvés par les dirigeants d'établissements, —

seront déclarés avoir quitté « volontairement l'école ». Aucun appel de ces décisions n'est permis.

Selon le ministère de l'éducation et de la formation, 80 % des écoliers ont repris le chemin des cours, bien que, dans certaines townships, l'absentéisme ait été total. Les chiffres varient suivant les régions. Il semble que la rentrée ait été pratiquement normale dans les écoles primaires, tandis que le retour pour le début de ce troisième trimestre a été moins net dans le secondaire. Mais il est impossible d'avoir une idée précise de la façon dont s'est effectuée cette rentrée, placée elle aussi sous le signe de l'état d'urgence. Seuls quelques incidents ont été signalés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

La Maison Blanche envisage de nommer un Noir comme ambassadeur à Pretoria

WASHINGTON
de notre correspondant

La Maison Blanche envisage d'envoyer un Noir comme ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud (le Monde du 15 juillet). Bien que cette décision n'ait pas encore — en raison des réticences du département d'Etat — été définitivement prise, l'idée a cependant déjà assez fait de chemin pour qu'un nom, celui de M. Robert Brown, ait commencé à circuler. Ancien collaborateur du président Nixon et homme d'affaires de Caroline du Nord, M. Brown a la particularité d'être, dans le même temps, étroitement lié à plusieurs des grandes figures du militantisme noir comme M. Andrew Young, le maire d'Atlanta, et M. Jesse Jackson, qui se portera bientôt (comme en 1984) candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle.

Cette nomination, si elle se confirmait, aurait pour but de souligner d'un geste évident

l'attachement des autorités américaines de se démarquer plus nettement de la politique menée par le gouvernement de Pretoria. Le développement de la répression en Afrique du Sud, a, en effet, fortement renforcé les pressions qui s'exercent sur M. Reagan en faveur d'un durcissement de sa politique. Le mois dernier, le Congrès des représentants avait ainsi pris la Maison Blanche de court en votant, contre toute attente, un projet de loi imposant une rupture quasi totale des relations économiques avec l'Afrique du Sud.

Il serait improbable que le Sénat, où dominent les républicains, se rallie à ce texte, mais le climat est tel que le président américain risque de se faire imposer par le Congrès des mesures plus dures qu'il ne le souhaiterait. C'est pour déamorcer ce mouvement, que les dirigeants américains avaient amorcé, fin juin, qu'ils allaient procéder à un nouvel examen de la politique dite d'« engagement constructif »

qu'ils mènent depuis cinq ans en Afrique du Sud.

Fondée sur la volonté de ne pas rompre avec le gouvernement de Pretoria et de lier le règlement de la question namibienne au retrait des forces cubaines d'Angola, cette politique ne devait pas être fondamentalement remise en question. La condamnation de l'apartheid, les contacts entre les Etats-Unis et l'opposition sud-africaine (y compris, dit-on parfois, le Congrès national africain, interdit), ainsi que la promotion du dialogue entre Blancs et Noirs devaient, en revanche, tenir une place plus grande qu'auparavant dans les démarches américaines.

On s'attend généralement que M. Reagan marque lui-même cette évolution à l'occasion d'un discours qu'il devrait prononcer dans les jours à venir et auquel les services de la Maison Blanche et du département d'Etat mettent la dernière main.

B. G.

Diplomatie

A la demande du Kremlin

Washington accepte le principe d'une réunion spéciale de la commission sur les accords ABM et SALT-2

Les Etats-Unis ont donné leur accord conditionnel à l'Union soviétique pour une réunion spéciale de la commission consultative permanente (SCC) chargée de veiller au respect du traité ABM et des accords SALT-2, a indiqué lundi 14 juillet un haut fonctionnaire de Washington.

L'URSS avait récemment demandé une telle réunion, en raison des intentions américaines de ne plus respecter certaines clauses de SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques, notamment en matière de missiles de croisière. Moscou avait suggéré que la SCC se réunisse à partir du 22 juillet prochain à Genève, alors que la prochaine session de la commission était normalement prévue pour le mois de septembre.

Recevant à Moscou un groupe de scientifiques, M. Gorbachev a, selon l'agence Tass, établi un lien entre la décision du Kremlin de prolonger son moratoire unilatéral sur les essais nucléaires et la politique américaine en matière de limitation des armements. Ce moratoire a été, en principe, prolongé jusqu'au 6 août prochain.

A Londres, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egorov Chevardnadze, s'est entretenu lundi durant deux heures avec M. Thatcher, à qui il a remis un message de M. Gorbachev à propos du désarmement.

M. Thatcher à Moscou

Le premier ministre britannique devait, de son côté, présenter ce mardi de nouvelles propositions tendant à favoriser la conclusion d'un accord américano-soviétique, à Genève, sur l'interdiction des armes chimiques, complété par des mesures de vérification. Selon le projet de Londres, tout signataire d'un tel accord pourrait demander à un vérificateur d'Etat d'inspecter les autres, chaque Etat disposant d'un droit limité de refus sous réserve de formuler des contre-propositions constructives.

Un nouveau secrétaire général pour Amnesty International. — M. Ian Martin, de nationalité britannique, âgé de trente-neuf ans, qui dirigeait la section asiatique du secrétariat général d'Amnesty International, succédera en septembre prochain à M. Thomas Hammarberg comme secrétaire général de l'organisation, a-t-on appris, le lundi 14 juillet, à Londres. Le secrétaire général d'Amnesty compte environ deux cents collaborateurs. — (AFP.)

M. Mitterrand en Andorre. — Le président de la République, coprésident d'Andorre, se rendra en visite officielle dans le principauté en septembre prochain, probablement le 23, a-t-on appris, le lundi 14 juillet, à Andorre-la-Vieille. Le général de Gaulle et M. Giscard d'Estaing s'y étaient également rendus durant leur septennat. (AFP.)

En visite au Caire

M. Cheysson souhaite l'allègement de la dette égyptienne

LE CAIRE
de notre correspondant

Une éventuelle déstabilisation de l'Egypte aurait des répercussions catastrophiques pour le Proche-Orient et toute la région méditerranéenne, a estimé M. Claude Cheysson, commissaire européen, pour expliquer le soutien politique et économique de la CEE au Caire.

Au cours d'une conférence de presse donnée le lundi 14 juillet au terme d'une visite au cours de laquelle il a été notamment reçu par le président Mubarak, le premier ministre Ali Loutfi et le chef de la diplomatie Ismail Abdel Méguid, le commissaire européen a souligné la nécessité, pour l'Egypte, de parvenir à un accord avec le FMI pour obtenir 1 ou 2 milliards de dollars d'allègement de la dette et des crédits internationaux supplémentaires.

M. Cheysson a indiqué qu'un niveau européen de la CEE avait décidé d'accorder 120 000 tonnes de blé, 3 300 tonnes de lait en poudre et 2 500 tonnes de beurre à l'Egypte pour l'année courante. Il a précisé que 40 000 tonnes supplémentaires de blé seraient accordées en septembre. « Les Douze sont disposés à augmenter leur aide financière et agro-alimentaire à l'Egypte dans le

cadre du troisième protocole à signer », a ajouté M. Cheysson. Le deuxième protocole avait totalisé 276 millions d'ECU sur six ans (1980-1986).

M. Cheysson a, par ailleurs, indiqué que ses entretiens avec les responsables égyptiens avaient porté sur la situation politique dans la région et sur les moyens de résoudre le problème du Proche-Orient. Il a souligné que l'Europe était toujours prête à jouer un rôle pour promouvoir d'éventuelles négociations de paix « à condition que les parties concernées acceptent de s'asseoir autour d'une même table, ce qui n'est pas le cas actuellement ». L'ancien ministre français des relations extérieures a enfin violemment condamné les bombardements des camps palestiniens au Sud-Liban, « atteintes injustifiées et condamnables sur le plan humain ».

A. B.

Proche-Orient

LIBAN : le raid israélien dans le Chouf

Les Etats-Unis « regrettent la poursuite du cycle de la violence »

Le gouvernement américain a « regretté », le lundi 14 juillet, « la poursuite du cycle de la violence au Liban » après les raids effectués le même jour par l'aviation israélienne et a rappelé son soutien à la souveraineté de ce pays.

Soulignant que la politique américaine est « très claire », le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a souligné que les Etats-Unis « continuent à soutenir l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Liban ainsi que le retrait de toutes les forces étrangères ».

Washington, a-t-il ajouté, « appelle toutes les parties à user de leur influence pour mettre fin au cycle d'attaques et de contre-attaques, et à travailler à la mise au point d'arrangements susceptibles d'assurer la sécurité du Liban, y

compris du sud du pays et celle de la frontière nord d'Israël ».

Le raid israélien effectué lundi en fin de matinée dans la montagne druze d'Aley, au sud-est de Beyrouth, a causé la mort de cinq personnes et blessé onze autres, selon un bilan encore provisoire établi de sources libanaises et palestiniennes. Deux membres du Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze libanais Walid Joumblatt ont été tués et cinq autres blessés lors du raid.

C'est le cinquième raid aérien israélien au Liban depuis le début de l'année et le premier dans la montagne druze d'Aley. Les quatre autres raids ont visé des camps palestiniens au sud du Liban. (AFP.)

Asie

VIETNAM : M. Truong Chin succède à Le Duan au poste de secrétaire général

L'homme de la continuité

M. Truong Chin a été élu, le lundi 14 juillet, à l'unanimité des membres du comité central, secrétaire général du PC vietnamien en remplacement de Le Duan, décédé la semaine dernière. Il lui avait cédé ce poste... Il y a trente ans.

BANGKOK
de notre correspondant

La rapidité avec laquelle le Parti communiste vietnamien s'est doté d'un nouveau secrétaire général a surpris au moins autant, sinon plus, que la personnalité de celui-ci. M. Truong Chin n'est pas un « jeune » ni forcément un candidat de transition. Il est plutôt un continuateur. Comme Le Duan, il est un des chefs historiques du parti, un communiste de la première heure, un homme souvent qualifié, mais il faut nuancer, de partisan inconditionnel de la ligne dure.

Né en février 1907, il rejoint dès 1925 l'Organisation de la jeunesse révolutionnaire. En 1930, il est un des premiers membres du nouveau Parti communiste indochinois. Il est aussitôt arrêté par les autorités coloniales. Relâché, devenu secrétaire général provisoire du parti en 1940, il participe, un an plus tard, au célèbre huitième plénum tenu dans les grottes de Pac-Bô, quartier général de la résistance communiste vietnamienne à l'occupant japonais. C'est à cette occasion qu'est mise au point la stratégie du parti pour la durée de la guerre : priorité à la lutte anti-impérialiste d'indépendance nationale, au détriment de la lutte des classes et de la pureté idéologique. La même année, Truong Chin rédige le projet de programme culturel du parti. Il y recommande la création d'une culture nouvelle basée sur les thèmes de l'indépendance nationale, de la démocratie populaire et du socialisme.

Truong Chin à l'époque est profondément influencé par Mao Zedong. Dès 1944, il pousse Ho Chi Minh à profiter du vide politique que va laisser la défaite japonaise pour déclencher l'insurrection populaire.

L'idée de la « manifestation armée »

Un an plus tard, Truong Chin est à la tête du comité pour l'insurrection nationale qui, dans l'esprit du parti, doit canaliser la prochaine révolte des masses. C'est l'époque où Truong Chin développe l'idée de la « manifestation armée », mélange révolutionnaire d'initiatives politiques et de pressions militaires.

Avec son ouvrage *La Révolution vietnamite*, publié en 1947, Truong Chin s'affirme comme le principal idéologue du parti, empruntant énormément aux thèses exposées par Mao dans la brochure *Sur la guerre prolongée*.

Un moment opposé à toute réforme agraire trop brutale, il plaide, cependant, dès 1953, pour une politique dure envers la totalité des propriétaires terriens, ce qui explique qu'il sera tenu pour l'un des principaux responsables des excès de la réforme entamée en 1955. Un an plus tard, il doit céder son poste de secrétaire général du parti à Le Duan. Truong Chin conserve pourtant sa place au bureau politique et devient le président de l'Assemblée nationale, qui est désormais sa première base politique.

Ce Nordiste — il est né dans la région de Hanoi — critique vivement en 1955 ceux des membres du parti qui souhaitent que la réan-

cation du Vietnam se fasse par des voies pacifiques. Mais durant la seconde guerre d'Indochine il se montre soucieux de ne pas pousser les forces du pays au-delà de leurs limites. Il écrit qu'il « faut éviter à tout prix les combats où l'on n'a pas l'avantage ».

Il s'oppose aux négociations « prématurées » et défend avec acharnement la thèse de la guerre longue contre les tenants d'une victoire hâtive.

En juillet 1981, Truong Chin est nommé président du Conseil d'Etat, ce qui fait de lui le chef d'Etat de facto du pays réuni. De nombreux experts estiment que le cinquième congrès du Parti communiste vietnamien, tenu en mars 1982, est défavorable à Truong Chin. Certains de ses protégés, tels Nguyen Van Linh et Le Van Luong, disparaissent du bureau politique, d'autres du comité central. Le groupe, autrefois considéré comme constituant la faction « chinoise », est minorisé au profit des pro-soviétiques Le Duan et Le Duc Tho.

Un fonctionnaire orthodoxe

Cependant, Truong Chin n'est pas un homme sans pouvoir ni influence. En principe, il est le numéro deux du parti et préside le conseil national de défense.

On le dit farouchement opposé à toute réforme économique qui s'écarterait de la stricte orthodoxie marxiste. En même temps, certains commentateurs parmi les plus critiques suggèrent que Truong Chin, craignant de voir le Vietnam se disperser dangereusement, avait exprimé des réserves sur l'invasion du Cambodge. Mais en 1980, dans un texte intitulé *A propos de Kampuchea*, il prend vigoureusement la défense de la « ligne correcte du Vietnam » sur la question et en profite pour dénoncer « les expansionnistes et hégémonistes chinois et leurs hommes de main ».

Aujourd'hui, Truong Chin retrouve le poste qu'il avait cédé il y a trente ans à Le Duan. Peut-être est-il le candidat du compromis provisoire entre les factions qui existaient au sein du bureau politique. Peut-être est-il un homme de transition : les meilleures sources occidentales à Hanoi se montrent très prudentes, car Truong Chin n'a jamais manifesté de disposition à jouer les utilités. Le retour récent au bureau politique de l'un de ses protégés, Nguyen Van Linh, parfois cité comme un possible futur secrétaire général, semble indiquer que le vieux Drang Xuan Khu (son nom de guerre, Truong Chin, veut dire « Longue Marche »), dispose toujours de partisans fidèles et puissants, et que les dirigeants vietnamiens, qui se débattaient dans d'énormes difficultés économiques et politiques, ont préféré, une fois de plus, la continuité historique aux risques du changement.

JACQUES BEKAERT.

M. Truong Chin réaffirme sa fidélité à l'URSS. — Le nouveau secrétaire général du Parti communiste vietnamien a reçu, le lundi 14 juillet, immédiatement après sa nomination, le premier ministre soviétique, M. Nikolai Rykov, à qui il a réaffirmé que la coopération avec l'URSS « demeurerait toujours la base de la politique vietnamienne », a annoncé l'agence vietnamienne AVI. M. Rykov dirige la délégation soviétique aux obsèques de M. Le Duan. — (AFP.)

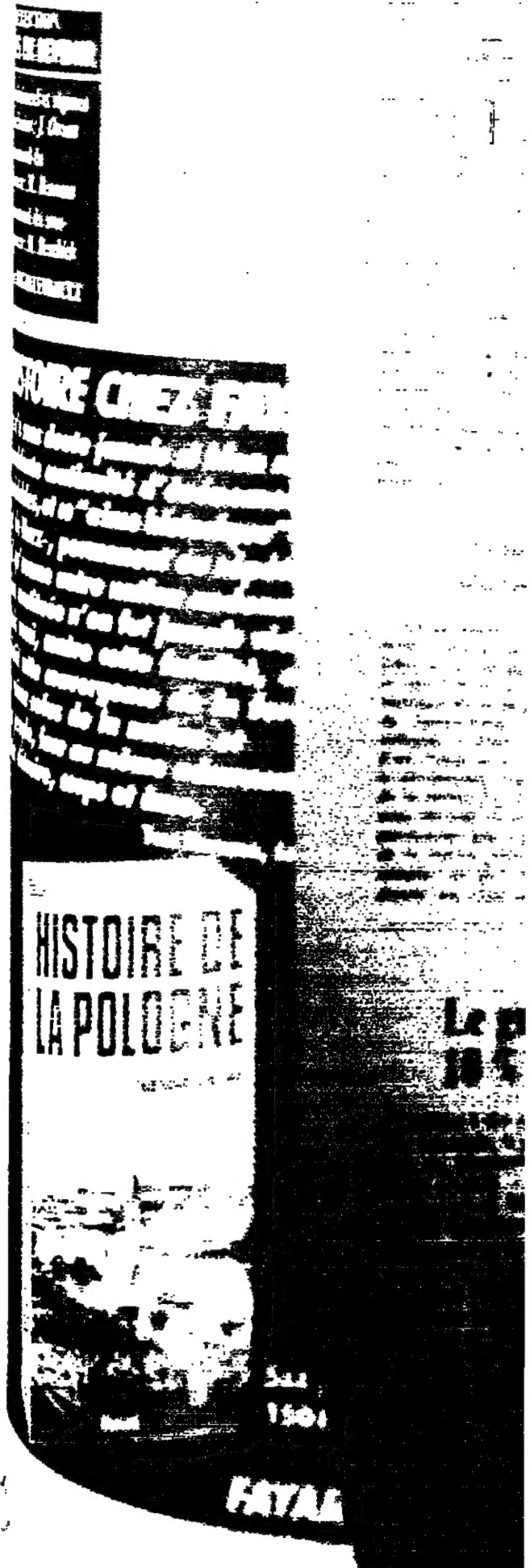
SRI-LANKA

Le plan de paix du gouvernement rejeté par l'opposition

Colombo. — Le principal parti d'opposition srilankais, le Parti de la liberté (SLFP), a rejeté, le lundi 14 juillet, un plan de paix gouvernemental visant à mettre un terme au conflit tamoul. Le comité exécutif du SLFP a voté le rejet de l'ensemble du plan gouvernemental, destiné à accorder une autonomie plus grande aux Tamouls au moyen de conseils provinciaux élus. Le SLFP a également décidé de boycotter la conférence des partis d'opposition convoquée par le président Julius Jayewardene mardi. Les positions du SLFP compromettent sérieusement les chances pour les grands partis cinghalais d'aboutir à un consensus.

De son côté, M. Appapillai Amirthalingam, secrétaire général du Front uni de libération tamoul (TULF), a déploré cette décision quelques heures avant que son parti ne reprenne dimanche les conversations avec le gouvernement. D'autre part, onze personnes ont été tuées lundi lorsque des séparatistes tamouls ont ouvert le feu à Pavakulam, dans le nord du pays. — (AFP, Reuters.)

هذه امه الأصل



Asie

VIETNAM : M. Truong Chinh
en poste de secrétaire

L'homme de la continuité

M. Truong Chinh a été élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale du Vietnam, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Le Vietnam a élu, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PC vietnamien. Il est considéré comme l'homme de la continuité.

Politique

Le Monde • Mercredi 16 juillet 1986 • 5

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations

Le « coup du roi » !



Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

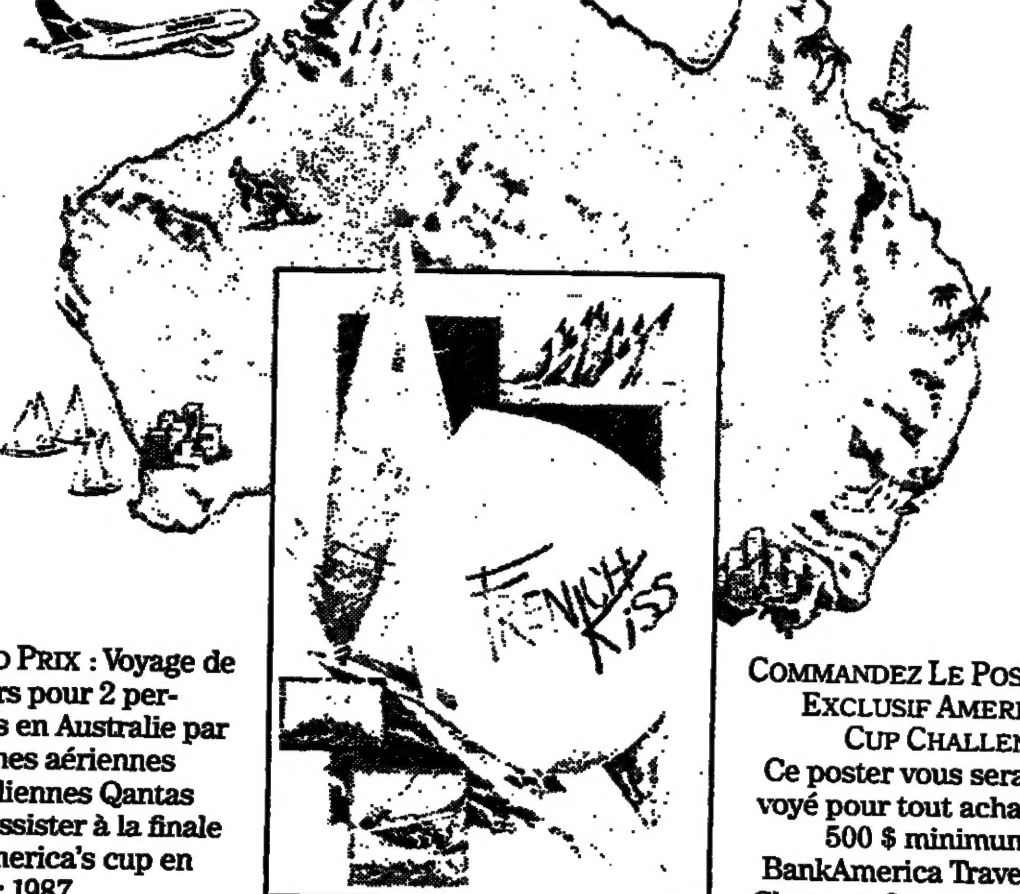
Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations a été qualifié de « coup du roi ». Cette décision a été prise par le Conseil constitutionnel.

GAGNEZ UN VOYAGE EN AUSTRALIE ET ASSISTEZ A LA FINALE DE L'AMERICA'S CUP

Participez gratuitement au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Aucune obligation d'achat.



GRAND PRIX : Voyage de 10 jours pour 2 personnes en Australie par les lignes aériennes australiennes Qantas pour assister à la finale de l'America's cup en janvier 1987.

2 PREMIERS PRIX : 1000 \$ en BankAmerica Travelers Cheques.
20 DEUXIEMES PRIX : Réveil de voyage.

COMMANDEZ LE POSTER EXCLUSIF AMERICA'S CUP CHALLENGE. Ce poster vous sera envoyé pour tout achat de 500 \$ minimum en BankAmerica Travelers Cheques. Ce magnifique poster couleur de 56cm x 86cm du bateau «French Kiss», est prêt à être encadré. Passez à votre banque pour plus de détails.

BANKAMERICA TRAVELERS CHEQUES WORLD MONEY®

Formulaire de participation au tirage au sort.

Cochez la case correspondante et indiquez vos nom et adresse.

☐ Veuillez me faire participer au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Participation gratuite sans obligation d'achat. (timbre remboursé sur demande). Règlement complet disponible dans votre banque.

Nom _____

Adresse _____

Expédiez à :
BankAmerica Travelers Cheques
ABC Conseil
B.P. 2333
45013 Orleans Cedex

* exclusivement dans les banques agréées BankAmerica Travelers Cheques.

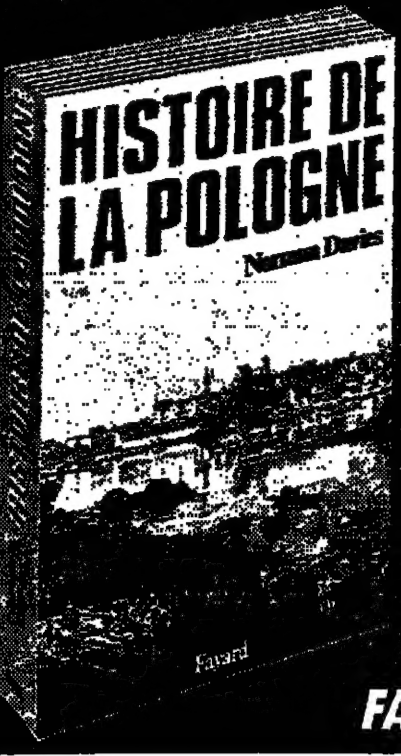
COLLECTION MONDES EN DEVENIR

Droit constitutionnel et régimes politiques africains : J. Owana
Droit international du développement : M. Benoune
Droit international de sous-développement : M. Benichou
Editions BERGER-LEVRULT

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

On n'a sans doute jamais si bien montré l'accablante continuité d'événements semblables, et ce « crime historique » - le mot est de Marx -, permanent ou répétitif, tel qu'aucune autre nation ancienne et bien constituée n'en fut jamais victime. Mais aussi, contre cette fatalité, ou plutôt cette convergence de la force, le même refus de la nation et du peuple, face au même acharnement à les détruire, corps et âme.

Yves Florenne, Le Monde.



544 p.
150F

FAYARD

Orient

Liban dans le chaos

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Le Liban est plongé dans le chaos. La situation est très tendue.

Politique

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations

Les déclarations du président de la République : « Je dois être le garant de l'indépendance nationale »

M. François Mitterrand tenait, ce lundi 14 juillet 1986, à donner à sa prestation traditionnelle sur TF 1, en réponse aux questions de Yves Mourousi, une solennité particulière : contrairement aux années précédentes, l'entretien, réalisé en direct, au cours duquel de 13 heures, n'a pas eu lieu dans les jardins de l'Élysée, sur les lieux de la réception donnée à l'occasion de la fête nationale, mais dans le bureau même du chef de l'État qui est apparu aux télespectateurs dans son cadre de travail, sur fond de drapeau tricolore.

Le président de la République a d'abord évoqué ses récents voyages à l'étranger. Il a notamment déclaré : « Les voyages d'État servent à autre chose qu'à des manifestations protocolaires. J'ai pu, à New-York, déjeuner et parler avec le président Reagan de grands problèmes qui touchent tous à la paix : problème des armements, du surarmement, donc du désarmement. Et avec M. Gorbatchev, à Moscou, il en a été de même. J'ai pu passer avec lui, puisqu'il s'agit d'un voyage de quatre jours, quelque sept à huit heures en tête à tête, et d'autres heures encore avec la délégation qui m'accompagnait. Nous avons encore parlé de la paix et de la sécurité dans le monde. Comment éviter que les deux plus grandes puissances entraînent le reste du monde dans une surenchère constante d'armement, dont l'issue serait fatale ? Eh bien, la France est là pour marquer la raison, dire : l'intérêt de la Terre et des hommes, c'est que vous mettiez un terme à cette course, et nous, Français, nous sommes prêts à prêter l'exemple dès lors que l'armement considérablement plus élevé de ces deux grandes puissances serait lui-même considérablement réduit. (...) »

« Les conversations en tête-à-tête, cela va loin. Nous avons abordé beaucoup de sujets de caractère plus ou moins importants, mais tous autour d'une ligne générale : le service de la paix, et, pour ce qui me concerne, l'intérêt de la France. »

« A-t-il été question, avec M. Gorbatchev, des droits de l'homme et des accords d'Élisée sur la libre circulation des hommes et des idées ? »

« C'est une conversation qui malheureusement, reconnait-il à chaque fois, a répondu M. Mitterrand. Cela veut dire que la question n'avance pas suffisamment. Nous avons donc recommencé. J'espère quand même qu'il y a eu une certaine dévotion possible de considérer que les droits de l'homme sont vraiment universels. »

« Le terrorisme voilà l'ennemi ! »

Invité ensuite à donner son sentiment à la fois sur la « bavure » policière de la rue de Mogador, à Paris, et sur l'attentat commis dans les bureaux de la brigade de répression du banditisme, M. Mitterrand a répondu : « Tout cela est le résultat d'un climat et ce climat est créé par le terrorisme. Nous devons pleurer de la même façon les victimes mais nous devons aussi penser à l'aspect particulier que représente le devoir de la police, plus exposée que quiconque, ce qui, bien entendu, lui donne un rôle souvent difficile. »

La privatisation de TF 1

Le groupe Gimmo veut offrir 10 % du capital au personnel

Candidat à une participation dans TF 1 privatisée, le groupe d'investisseurs du Maghreb et du Moyen-Orient Gimmo — qui a racheté Chaffoteaux et Maury — propose que les repreneurs de la chaîne offrent aux salariés les 10 % du capital réservés au personnel. Selon M. Djillali Mehri, mandataire de ce groupe en France, « le succès de TF 1 et sa valeur, qui en font aujourd'hui un investissement attrayant, ont été construits par ceux qui y travaillent depuis sa création ». Or, selon M. Mehri, « quel que soit en fin de compte le prix de vente de la chaîne, la part qui devrait revenir à chaque employé ne devrait guère être inférieure à 200 000 francs. Une somme qui n'est peut-être pas à la portée de toutes les bourses ».

M. Mehri juge, d'autre part, « préférable » qu'il y ait « un maximum de repreneurs associés. Pourquoi pas un dizaine ? S'ils ne sont que deux ou trois, le risque est grand de voir recréer un nouveau monopole avec le rachat, par le principal porteur, des parts des autres actionnaires ». Une direction collégiale permettrait aussi, selon M. Mehri, d'éviter la recherche d'une « rentabilité sauvage » qui se traduirait par un afflux brutal de publicité avec un « saucissonnage » des émissions.

Le mandataire de Gimmo estime enfin que les futurs repreneurs auraient avantage à ne pas « sacrifier » les anciens dirigeants qui peuvent devenir les conseillers de la chaîne privatisée. Une méthode que le groupe, dit-il, a utilisée lors du rachat de Chaffoteaux et Maury.

Mais pour reprendre un mot fameux, en l'utilisant par rapport aux besoins du moment, je dirai : le terrorisme, voilà l'ennemi ! (1) Pour combattre le terrorisme, on peut tenir tous les discours qu'on voudra, il faut de la volonté, de la ténacité, de la méthode ; il faut travailler en relation avec les pays voisins victimes du même mal, et tout cela ne peut se faire que sur un sentiment, une réalité d'unité nationale. Il ne sert à rien de dire : ce sont ceux d'avant, ce sont ceux d'aujourd'hui... Les uns et les autres se trouvent devant le même problème. Et il est mauvais qu'on ait pu accuser les anciens gouvernements d'avoir une responsabilité particulière. Ils ont fait leur devoir. Et il serait mauvais d'accuser l'actuel gouvernement, il fait son devoir. Bien entendu (...), cela suppose des comportements, une attitude, une persévérance qui n'est pas liée aux textes, aux lois... Il ne faut pas abuser avec les textes et les lois. Il ne faut pas non plus avoir peur de montrer du doigt telle ou telle catégorie de citoyens ou telle ou telle catégorie de personnes, qui, étrangères à la citoyenneté française, n'en sont pas moins venus faire correctement leur travail chez nous. Il faut qu'on s'entende pour considérer que seule une volonté nationale permettra de vaincre le terrorisme. Là-dessus, on doit faire confiance à ceux qui en ont la charge. »

« Êtes-vous d'accord avec M. Chirac quand il fait appel au concours de tous dans la lutte contre le terrorisme ? »

« Il a raison, répond M. Mitterrand. Et ce discours, tout responsable politique aurait dû le tenir depuis le début du terrorisme et devra continuer de le tenir maintenant, face aux dangers qui nous menacent. »

« C'est pour moi un cas de conscience »

C'est alors que le chef de l'État a répondu, en ces termes, à la question qui lui était posée sur son éventuelle signature de l'ordonnance relative aux dénationalisations :

« Ces textes, je ne les ai pas encore. Ils ont été examinés par le Conseil d'État. Ils devraient être soumis au conseil des ministres de mercredi. J'espère qu'avant mardi soir je les aurai sur ma table... De toute manière, il faudrait alors du temps pour que je puisse les examiner. Mais le problème ne se pose pas exactement en ces termes. Permettez-moi de rappeler, en une minute, que la majorité parlementaire actuelle, issue des élections du 16 mars, veut vendre aux intérêts privés une partie du patrimoine national. C'est son opinion, ce n'est pas la mienne. La majorité est la majorité, elle a le droit d'exercer les compétences que l'opinion nationale lui a consenties. Mais il faut se représenter l'ampleur de ce sujet. C'est énorme de vendre les soixante-cinq entreprises industrielles et bancaires qui ont été prévues. Songez que les seules entreprises industrielles en question représentent plus de 300 milliards de chiffre d'affaires. Combien valent-elles ? Je suis incapable de le dire, mais les estimations peuvent atteindre 250 à 300 milliards, de telle sorte que cela mérite vraiment réflexion. C'est pourquoi le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État et le gouvernement, lui aussi, ont beaucoup

réfléchi, beaucoup travaillé, et tenté de mettre au clair, par écrit, des dispositions d'ordre législatif qui permettraient d'éviter, comment dirais-je, le trouble, le désordre, et finalement la vente dans de mauvaises conditions. Particulièrement, le Conseil constitutionnel a demandé des précisions. La première, fort importante, est celle-ci : vous n'avez pas le droit de vendre une fraction du patrimoine national moins cher qu'elle ne vaut, pas un franc de moins que sa valeur ; donc, il y a un problème d'évaluation. Pas facile. Le deuxième principe qui inspire le Conseil constitutionnel, c'est de dire : attention, vous ne pouvez pas nuire à tout ce qui pourrait être utile à l'indépendance nationale. On ne peut pas nuire aux intérêts nationaux. C'est-à-dire qu'on ne peut pas rétrocéder ces biens qui appartiennent aujourd'hui à la nation et, sous couvert de les faire passer à des intérêts privés, les faire passer à des intérêts étrangers. Il faut que ça reste dans les mains françaises. Et ces deux arguments, vraiment, je les retiens. Je pense comme le Conseil constitutionnel. Mais moi, j'ai une responsabilité supplémentaire. Je suis non seulement chargé de veiller au respect de la Constitution, mais au regard d'un certain nombre de données qui sont écrites dans cette Constitution et qui impliquent, en particulier, que je dois être le garant de l'indépendance nationale. Je ne peux donc pas accepter que ces biens, qui appartiennent à la nation — je le répète une fois de plus pour être bien compris — soient vendus de telle sorte que demain, alors que l'on fabrique des objets, des produits, des marchandises nécessaires à l'indépendance nationale, on puisse les retrouver dans les mains d'étrangers. Je ne les citerai pas, mais je vois très bien de qui il s'agit. Alors, des précautions verbales sont prises, écrites aujourd'hui, mais je ne vois pas comment cela serait respecté si on les livre au marché privé, surtout à l'intérieur de la Communauté européenne qui a, selon ses règles, un marché intérieur libre où chacun peut acheter ce qu'il veut à l'intérieur de nos douze pays. Ce sera tout à fait vrai dans cinq ans. Alors, on doit tout de même prévoir au-delà de demain matin ; on doit prévoir sur dix ans, quinze ans, car c'est le bien de la nation. Tout cela me conduit à penser que je n'ai pas à l'heure actuelle les assurances qu'il me faudrait. Moi, mon devoir, c'est d'assurer l'indépendance nationale, de faire prévaloir l'intérêt national. C'est pour moi un cas de conscience et la conscience que j'ai de l'intérêt national passe avant toute autre considération. »

« C'est au Parlement de faire la loi »

Signera-t-il quand même l'ordonnance ?

« Dans l'état présent des choses, dit-il, certainement pas. Il existe une autre voie. Cette voie, c'est la voie parlementaire. Il se trouve que le gouvernement a choisi la voie des ordonnances ; le Parlement a voté une loi très courte, donnant quelques directions et la liste des soixante-cinq entreprises à privatiser, puis les règles viennent d'être complétées, précisées, sur les points principaux, par le Conseil constitutionnel, et interprétées par le Conseil d'État. Alors, il faut intégrer ces observations dans la loi, et c'est au Parlement, à l'Assemblée nationale d'abord, qu'il incombe d'intégrer ces observations dans la loi. Cela ne peut pas être simplement la décision du gouvernement, et moi, personnellement, je n'ai pas à apporter ma caution à l'élaboration de textes qui ne seraient pas passés de façon approfondie (devant le Parlement). Le sujet est très difficile, très complexe et très important sur le plan national ; c'est au Parlement de prendre ses responsabilités. Le gouvernement dispose d'une majorité au Parlement, je fais confiance aux parlementaires pour décider eux aussi en conscience ce qui est bon pour le pays. Si la loi qui sera votée est contraire à mon sentiment, je le regretterai, mais ce sera la loi. En tout cas, on aura observé les règles et les précautions qui s'imposent. »

Revenant sur ces prises de positions antérieures M. Mitterrand a ajouté : « J'ai simplement, au cours des mois précédents, constamment averti que je n'accepterais pas ce qui me paraissait, le cas échéant,

contraire à ce que je crois être l'intérêt national. C'est ma fonction et c'est mon opinion. Je suis convaincu des sentiments tout à fait droits du gouvernement au regard de l'intérêt national et je ne suis pas du tout en lutte ou en concurrence avec le gouvernement. Je dis simplement : si vous le désirez faites appel au Parlement pour que les règles imposées par le Conseil constitutionnel soient maintenant dans la loi. Ne vous retournez pas vers moi qui n'ai pas cette charge ; c'est au Parlement de faire la loi, ce n'est à moi. Moi, j'ai simplement à veiller à ce que cette loi soit conforme aux traditions historiques de la France et aux intérêts nationaux (...). Il y a une majorité parlementaire, elle a été élue, ce n'est pas celle de ma préférence, mais je veux la respecter. Alors que cette majorité décide des responsabilités qu'elle entend prendre, mais qu'elle ne me les impose pas, qu'elle ne demande pas, en plus, ma participation. »

Enfin, son interlocuteur rapportait les critiques formulées par la majorité contre l'opposition accusée, en particulier, en ce moment, au Sénat, de traquer une « obstruction » systématique pour entraver la mise en œuvre des réformes voulues par le gouvernement. M. Mitterrand a souligné : « Lorsqu'il y a maintenant un peu plus de cinq ans l'opposition de l'époque a commencé d'inaugurer cette forme d'obstruction parlementaire qui consiste à déposer des centaines, des milliers d'amendements qui retardent le vote des lois plusieurs semaines, parfois plusieurs mois, croyez-moi, ce n'est pas moi qui l'inspirais. Je n'inspire pas davantage l'opposition d'aujourd'hui. Simplement, le pli a été pris. Ce n'est pas un pli heureux. Le régime parlementaire mérite des égards. Mais, bien entendu, ce qu'on fait les uns les autres le font. Je souhaite que peu à peu on retrouve l'apaisement ; les méthodes parlementaires à mes yeux seront plus correctes. Mais quant à l'accusation que vous voulez bien me rapporter elle me fait sourire. Elle m'indignerait si elle me faisait pas sourire. »

« Le chef de l'État a poursuivi : « Il y a beaucoup d'ordonnances qui sont prévues à l'heure actuelle. Je cherche simplement à décaler ce qui me paraît être essentiel. Je signerais un certain nombre d'ordonnances, toutes celles qui ne touchent pas véritablement à l'essentiel et qui à mes yeux s'imposent. J'ajoute que certaines de ces ordonnances permettraient d'aller plus vite dans le processus, par exemple, de l'amélioration de l'emploi, spécialement pour les jeunes. Je signerais ces ordonnances, même si je ne suis pas d'accord avec ce qu'elles contiennent, mais l'essentiel c'est le patrimoine national : il doit rester à la France ; on peut admettre que des intérêts privés s'en chargent, mais alors prenons toutes les précautions qui conviennent. »

M. Mitterrand a conclu : « Admettez que j'ai une certaine cohérence dans l'idée que je me fais des intérêts de la France. Vous avez prononcé le mot d'ordre : ce n'est pas toute ma fonction ; il y a des moments où je dois décider mais je ne suis pas partisan, je ne cherche pas à donner raison à l'opposition contre la majorité, et je n'ai pas non plus à me soumettre aux décisions de la majorité tant que la loi n'est pas votée. A partir du moment où elle est votée, je suis un citoyen comme les autres, je m'incline, même quand je la regrette. C'est ça, je crois, le rôle civique du président de la République, il doit donner l'exemple. Mais je ne me situe pas entre les factions. Je regrette qu'il y ait des factions, je dois absolument être le président, et le même, pour tout Français qui s'adresse à moi (...). »

« Moi, je ne cherche rien, je ne demande rien, je n'attends pas de récompense. Bien entendu, c'en est une que d'avoir la confiance populaire, la confiance de la France, mais je ne cherche pas de récompense, je cherche à faire mon devoir et mon devoir est de rester très au-dessus des compétitions de la petite politique quotidienne, il est, en toute circonstance, de chercher humblement, patiemment, encore avec ténacité, ce qui paraît bon pour le pays et bon pour les Français. »

(1) Référence, semble-t-il, au mot de Gambetta : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » (Discours à la Chambre des députés le 4 mai 1877).

La réponse de M. Balladur : « Redonner la liberté à notre économie »

M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a fait, lundi, la déclaration suivante en réponse aux propos de M. Mitterrand :

« Le gouvernement poursuit la mise en œuvre de l'action qu'il a fait approuver par les Français et que ceux-ci lui ont donné mandat de réaliser. Il a donc terminé l'élaboration de l'ordonnance relative à la privatisation d'un certain nombre d'entreprises nationalisées, la plupart depuis 1982, depuis quatre ans seulement. Cette privatisation est indispensable pour redonner la liberté à notre économie. »

« Je rappelle dans quelles conditions cette décision a été prise :

« — le Parlement a voté une loi habilitant le gouvernement à prendre une ordonnance relative à la privatisation ;

« — le Conseil constitutionnel a jugé cette loi conforme à la Constitution, en indiquant les principes que l'ordonnance devait respecter ;

« — le président de la République a donc signé cette loi qui décide le transfert au secteur privé d'entreprises nationalisées nommément désignées. Cette loi fait désormais partie de notre droit. Et c'est elle qui donne compétence au gouvernement d'intervenir en ce domaine de par la volonté même du Parlement ;

« — le projet d'ordonnance a été soumis au Conseil d'État qui en a longuement débattu. »

« Où en sommes-nous aujourd'hui ? »

« Le gouvernement retient intégralement les principes posés par le Conseil constitutionnel et les propositions faites par le Conseil d'État. »

« Il faut être tout à fait clair afin de dissiper toutes les inquiétudes :

« — d'abord, il ne s'agit pas de vendre aux intérêts privés le patrimoine national. La plupart des entreprises concernées ne font partie du secteur nationalisé que depuis 1982. Même après leur privatisation, le secteur nationalisé demeurera en France l'un des plus importants en Europe. Ces entreprises ne seront pas bradées, elles seront vendues à leur juste prix selon des modalités très précises ;

« — en second lieu, il ne s'agit pas de vendre ces entreprises à l'étranger. Des dispositions très précises seront prises afin d'interdire leur prise de contrôle par des intérêts étrangers. Ce n'est pas au gouvernement actuel ni, permettez-moi de le dire, à moi-même que l'on peut faire le reproche de ne pas veiller avec la plus grande vigilance au respect des intérêts nationaux ;

« — dans ces conditions je considère que le souci exprimé par le président de la République a été totalement pris en compte et ce d'autant plus que ce souci rejoint totalement mes propres convictions comme je l'ai indiqué dès l'origine. »

« Je me résume :

« — le Parlement a décidé de confier au gouvernement la responsabilité de prendre une ordonnance fixant les modalités de la privatisation ;

« — le gouvernement respecte intégralement les principes posés par le Conseil constitutionnel sur l'évaluation des entreprises et sur la défense des intérêts nationaux et retient intégralement les propositions du Conseil d'État. »

« Dans ces conditions, et en accord avec le premier ministre, avec lequel je m'en suis entretenu cet après-midi, ce projet d'ordonnance pourra être soumis au conseil des ministres mercredi. »

Les réactions politiques

M. Chirac : « Je ne dis rien, rien du tout »

M. Chirac a été laconique : « Je ne ferais pas de commentaires. C'est tout. Je ne dis rien, rien du tout. » Le premier ministre n'en a en effet pas dit davantage aux journalistes qui l'interrogeaient après le repas qu'il a offert à l'Hôtel de Ville à douze cents militaires qui venaient de participer au défilé du 14 juillet.

Les représentants de la majorité ont en revanche été plus prolixes pour dire leur surprise ou leur désapprobation du comportement de M. Mitterrand. Ainsi, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, n'a pas mâché ses mots en disant : « La décision du chef de l'État montre bien que son rôle n'est pas celui d'un arbitre, mais bien d'un joueur supplémentaire dans l'équipe de l'opposition. Cela n'est pas acceptable. (...) L'attitude du président Mitterrand ne s'inscrit-elle pas dans le combat de retardement mené par les socialistes et qui vise à empêcher la nouvelle majorité de mettre en œuvre sa politique ? (...) Les déclarations du président de la République ne peuvent surprendre personne. Bien sûr, tout le monde souhaite que les acheteurs des entreprises nationalisées soient français et qu'aucune part de notre patrimoine technologique ou économique ne puisse quitter notre pays. Je suis persuadé que c'est aussi l'avis du gouvernement et j'en suis très heureux. Mais il faut être très clair : le coup de bruit pour rien. Par contre, l'attitude de M. Mitterrand pose quelques problèmes. Peut-il décider de s'opposer aux dénationalisations si le texte qu'il ne connaît pas encore est conforme aux avis du Conseil constitutionnel ? »

« Ce que nous avions prévu arrive »

Les parlementaires proches de M. Barrot n'hésitent pas à voir dans la décision de M. Mitterrand une justification de leurs préventions envers la cohabitation.

L'ancien premier ministre a publié un communiqué pour rappeler qu'il ne souhaite pas faire de commentaires sur la situation politique actuelle, mais pour préciser aussi, à propos de la décision de M. Mitterrand, qu'il « maintient sur ce sujet la réserve et le silence qu'il observe depuis le 16 mars ». »

Plus explicite, son ancien directeur de cabinet, M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, juge les événements de façon imagée et caustique : « Il n'a pas fallu quatre mois pour ce que nous avions prévu. Le président de la République qui s'oppose à la politique du gouvernement. (...) J'attends avec curiosité la réaction du gouvernement qui faisait volontiers dire, ces temps derniers, que la cohabitation fonctionnait parfaitement. Je ne suis pas très étonné de la décision du président de la République. D'abord parce qu'il avait prévu qu'il ne demeurerait pas inerte. Ensuite parce que son attitude dans l'affaire des ordonnances sur les dénationalisations illustre parfaitement les dangers de la cohabitation que nous avons décrits, sans être crus, avant les élections législatives du 16 mars 1986. (...) La cohabitation, c'est un tandem dont les deux cyclistes pédalent en sens contraire ; il peut rester quelque temps en équilibre mais il n'avancera pas. »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS et député de la Haute-Loire, a choisi une charade pour exprimer ses craintes : « Mon premier est un arbitre qui choisit la règle au gré des impulsions de sa conscience. Mon second est un gouvernement retardé dans son action par des manœuvres dilatoires de son premier. Mon troisième est un jeu obscur et dangereux pour la France. C'est la cohabitation. »

En revanche, les représentants de l'opposition ne cachaient pas leur satisfaction. M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, chargé au PS du secteur public, affirmait : « Il était hautement suspect de vouloir régler ce difficile problème dans la préséance et dans le secret. M. Chirac a voulu contourner le Parlement : il n'a pu contourner la Constitution. Le gouvernement devra compter avec le triple contrôle du Parlement, du Conseil constitutionnel et d'une opinion désormais consciente des enjeux. »

M. Olivier Stirn, nouveau député socialiste de la Manche, proclamait son accord avec M. Mitterrand en assurant : « La position du président, conforme à sa conscience, est inattaquable en droit et aura une grande portée politique et morale. »

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
médecine pharmacie
Charras, 10 ou Neully.
51, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neully. 47.22.94.94 - 47.45.03.19

هكذا منذ الأصل

En 1968, ils défilaient comme
En 1986, ils défilent

les dénationalisations

La réponse de M. Balladur

« Redonner la liberté à notre économie »

M. Balladur, ministre de l'Économie, des Finances et de la Prévision, a fait, mardi, la déclaration suivante en réponse aux pages de M. Martelli :

« Le gouvernement poursuit la mise en œuvre de l'action qui a été engagée par les Français en 1968, et qui a permis de sauver la France de la dérive d'un régime autoritaire. Il a donc pour objectif de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. C'est pourquoi, le gouvernement a pris des mesures pour redonner la liberté à notre économie. »

« Le ministre des Finances a été nommé à la tête du gouvernement à la suite de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le Conseil constitutionnel a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le président de la République a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le premier ministre a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Prévision a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Prévision a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

« Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Prévision a été saisi de la question de la démission de M. Martelli. Il a pour mission de redonner la liberté à notre économie, et de permettre à nos entreprises de retrouver leur rôle de moteurs de la croissance. »

Les réactions

M. Chirac : « Je ne dis rien, rien du tout »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

M. Chirac a été interrogé par la presse sur la démission de M. Martelli. Il a répondu : « Je ne dis rien, rien du tout. »

**En 1968,
ils défilaient contre la Télé d'Etat.
En 1986, ils défilent pour !**

LA MARCHÉ À PIED,
ÇA CONSERVE !



Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République

**Rassemblement
Pour la République**



CEPES
CLASSE PHARMACIENNE
Médecine pharmaceutique

Politique

Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations

L'indépendance nationale : exigence et prétexte

M. Mitterrand ne conteste pas officiellement le principe de la dénationalisation. Le débat idéologique n'est plus de mise. L'opinion publique n'est guère sensible au thème des nationalisations, et il y a, de toute façon, un consensus à droite comme à gauche pour s'engager dans la voie de la privatisation, que les socialistes aient d'ailleurs commencé à emprunter.

M. Mitterrand ne se place donc pas sur ce terrain-là. Pas plus qu'il ne s'y était placé à l'issue du conseil des ministres du 9 avril, lorsqu'il avait — déjà — averti qu'il ne signerait pas une ordonnance prévoyant la privatisation d'entreprises nationalisées avant 1991 ou ne respectant pas les règles d'évaluation admises lors du passage du secteur privé au secteur public.

Depuis cet avertissement, le président a signé — à ne pouvait guère faire autrement — la loi d'habilitation qui comportait la liste nominative des entreprises à privatiser (dont plusieurs nationalisées avant 1991). Surtout, à se déjouer en moins de quatre jours, sa première réputation tombait. Il lui fallait donc trouver d'autres arguments. Il maintient certes ses objections sur l'évaluation financière, mais cela ne suffit pas. Outre que ce n'est guère son rôle de se lancer dans de tels comptes, le président sait bien que ce texte reprendrait pour mot les termes du Conseil constitutionnel sur les modalités d'évaluation. M. Mitterrand a choisi de frapper plus haut, dans un registre plus digne de sa fonction. Qui pourrait lui reprocher de se vouloir le garant de l'indépendance nationale ? La présidence a su ainsi habilement flatter son tout citoyen, quelle que soit son appartenance politique, ce qu'il a de plus cher. Un argument d'autant plus habile qu'il met le gouvernement de M. Chirac dans une situation difficile alors même que celui-ci n'a jamais caché sa volonté nationaliste. M. Balladur en avait apporté la preuve sur le dossier Valco, en bloquant la tentative de prise de contrôle de cette société par l'Italien De Benedetti.

Le droit communautaire

Ce mécanisme est à la fois temporaire, limité aux entreprises choisies par le gouvernement et ne joue qu'au-delà du seuil des 15 %. M. Mitterrand n'a donc pas tort de souligner que les intérêts nationaux ne seraient pas forcément préservés. La loi de l'Etat, dans son avis, que le gouvernement va suivre dans le texte qu'il soumettra au conseil des ministres de mercredi, sans modifier fondamentalement la philosophie du système, a voulu lui donner plus de solennité en demandant que l'introduction relève d'un décret en Conseil d'Etat et non pas d'un simple arrêté comme le prévoyait le texte gouvernemental. « Nous voulions faire preuve de discrétion », explique-t-on au Palais de l'Élysée, « pour ne pas choquer Bruxelles et ne pas effrayer les investisseurs étrangers ».

Du coup, la discrétion ne sera plus de rigueur. Et la tâche du gouvernement français sera plus difficile auprès des autorités communautaires, qui étudient le texte de l'ordonnance, il y a une quinzaine de jours, lord Cockfield, commissaire européen chargé du marché intérieur, de la fiscalité et des institutions financières, ancien membre du cabinet

de M^{me} Thatcher (et à ce titre spécialiste des privatisations), a écrit à M. Balladur pour attirer son attention sur l'incompatibilité de la règle des 15 % avec le droit communautaire. Le gouvernement de M. Chirac est désormais un peu plus « coincé » entre les exigences de M. Mitterrand et celles de Bruxelles.

Du coup, le ministre de l'économie ne manque pas de souligner l'incohérence apparente entre les propos de M. Mitterrand en matière de privatisation et sa volonté de construire l'Europe. L'indépendance nationale qui, peut se justifier en matière d'armements, de composants électroniques, voire de banques, s'est-elle bien de mise lorsqu'il s'agit de tuyaux de fonte ou de lingots d'aluminium, des activités qui ne peuvent se développer que sur un marché dépassant largement le cadre national ? Et le président se montrera-t-il aussi sourcilieux s'il s'agit d'une entreprise française rachetant une société allemande ou italienne ?

Certes les garde-fous existent aussi dans ces pays-là, mais ils n'ont pas empêché de telles opérations de se réaliser. Thomson a racheté l'allemand Telefunken. Saint-Gobain a pris le contrôle de son homologue britannique dans les canalisations... Et les socialistes eux-mêmes dans la plus grande illégalité ont laissé les entreprises publiques céder des activités ou des filiales à l'étranger, qu'il s'agisse de la Compagnie des lampes, vendue par Thomson au néerlandais Philips ou de sa filiale Renix cédée par Renault à l'américain Bendix. A l'évidence, l'argument de l'indépendance nationale invoqué par M. Mitterrand apparaît comme un prétexte. Mais un prétexte bien choisi, qui va inévitablement ralentir le gouvernement dans sa politique de privatisation.

CLAIRE BLANDIN.

(1) En Grande-Bretagne, droit de veto attaché à une action conservée par l'Etat et s'exerçant pour le choix des dirigeants, la structure du capital, etc.

Le texte sera examiné par le Parlement

(Suite de la première page.)

Pourtant, le premier ministre se défend de mener à son tour, à l'encontre du chef de l'Etat, un procès d'intention. S'il ne peut accepter l'esquisse de placement sous tutelle que représente l'attitude adoptée par M. Mitterrand, M. Chirac entend néanmoins tourner la difficulté, selon la voie suggérée par le chef de l'Etat lui-même, plutôt qu'engager une épreuve de force. Il s'est donc pas question, à l'hôtel Matignon, de recourir à l'artillerie lourde de la crise — il est vrai que ni la conjoncture politique, ni l'objet du conflit, ni l'état de l'opinion ne s'y prêtent de façon évidente, — mais de démontrer, en premier lieu, que le souci mis en avant par M. Mitterrand est sans motif et, en second lieu, de décharger le président de la République du problème de conscience qu'il invoque.

Le premier aspect de la démarche du premier ministre s'est traduit, lundi soir, par une déclaration de M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, selon laquelle « le souci exprimé par le président de la République a été totalement pris en compte ». M. Chirac lui-même n'a pas prévu, en effet, de s'exprimer publiquement avant la réunion du conseil des ministres au cours de laquelle, mercredi, conformément à l'article 38 de la Constitution, l'ordonnance doit être adoptée par le gouvernement. C'est alors seulement, au vu des objections formellement exposées par le président de la République, que le premier ministre arrivera et, probablement, fera connaître lui-même son jugement sur l'attitude du chef de l'Etat et la méthode qui devrait permettre de passer outre.

Le premier ministre et le ministre d'Etat n'ont eu connaissance que lundi matin du texte de l'ordonnance tel que le Conseil d'Etat l'avait adopté, en assemblée générale, le samedi 12 juillet. M. Balladur a indiqué, lundi soir, que les propositions faites par le Conseil sont intégralement retenues — de même que les principes posés par le Conseil constitutionnel — dans sa décision du 26 juin — dans le texte qui sera examiné par le conseil des ministres. Ce

texte a été transmis mardi au président de la République et aux membres du gouvernement.

M. Mitterrand, avec lequel M. Chirac s'est entretenu lundi soir par téléphone, a accepté l'inscription de l'ordonnance à l'ordre du jour du conseil des ministres. Il a confirmé la position qu'il avait indiquée le jour même sur TF 1. Il a confirmé aussi que la voie parlementaire est, à ses yeux, celle qui s'impose au gouvernement. Le Parlement étant actuellement réuni en session extraordinaire sur décret de convocation signé par le président de la République, celui-ci s'est déclaré d'accord pour signer un nouveau décret, modifiant l'ordre du jour de la session, afin d'y inscrire au projet de loi qui reprendrait les dispositions de l'ordonnance de privatisation.

Organiser la riposte politique

M. Chirac s'attendait à des difficultés de la part du président de la République sur cette ordonnance. Il avait eu des échos d'un déjeuner de M. Mitterrand avec des journalistes, le 9 juillet, lors du voyage du chef de l'Etat en Union soviétique, déjeuner au cours duquel le président avait laissé entendre qu'il refuserait de signer l'ordonnance. La lecture du *Monde* (daté 13-14 juillet) avait confirmé le premier ministre dans son opinion.

Lundi, après la revue militaire des Champs-Élysées, M. Chirac n'a fait qu'une courte apparition à la garden-party de l'Élysée. Il s'est rendu à l'hôtel de Ville, où il avait convié à déjeuner, comme chaque année, les appelés appartenant à certaines des unités militaires qui avaient participé au défilé, et il a été tenu au courant pendant le repas des propos tenus par M. Mitterrand sur TF 1, intervention suivie par M. Balladur dans son bureau au ministère des finances. Après le déjeuner, M. Chirac a regardé l'intervention du chef de l'Etat, enregistrée à son intention.

Le premier ministre a réuni ensuite, dans son bureau de l'hôtel

de Ville, M. Balladur et M. Toubon, secrétaire général du RPR, et deux de ses collaborateurs, M. Maurice Ulrich, directeur de son cabinet, et M. Denis Boudoin, chargé de mission auprès de lui. C'est au cours de cette réunion qu'ont été mis au point, en liaison notamment avec M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, le dispositif parlementaire destiné à relayer celui des ordonnances et l'intervention que M. Balladur devait faire le soir même à la télévision.

M. Chirac devait s'entretenir ensuite, par téléphone, avec plusieurs ministres, dont ceux qui représentent les formations alliées au RPR. L'organisation de la riposte politique et parlementaire au veto présidentiel s'est poursuivie mardi matin. Le premier ministre devait, en outre, recevoir à déjeuner, comme chaque semaine, les responsables de la majorité, auxquels devaient se joindre, exceptionnellement, M. Chaban-Delmas et M. Alain Fohrer, président du Sénat. M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a assuré que, « tant à l'Assemblée qu'au Sénat », la majorité « se fera un devoir et un plaisir de voter le plus rapidement possible » le projet de loi reprenant les dispositions de l'ordonnance refusée par le chef de l'Etat.

Le recours à l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3 de la Constitution) devant l'Assemblée nationale étant des plus probables, la préoccupation du premier ministre, pour aller vite, est d'accélérer le travail des commissions de l'Assemblée et d'obtenir du Sénat un vote du texte, en première lecture, tel qu'il aura été adopté au Palais-Bourbon. L'ordre du jour de la session extraordinaire, particulièrement chargé, rend cet objectif difficile à atteindre, mais le gouvernement peut espérer parvenir, d'ici un mois, à soumettre à la signature du président de la République non plus une ordonnance, mais, cette fois, une loi relative à la privatisation de soixante-cinq groupes industriels et financiers.

PATRICK JARREAU.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

La cohabitation est-elle indienne, après le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance relative aux privatisations ? Non, répond Pelletier dans le *Matin*. « Il fallait bien que cela arrive, écrit-il. Depuis hier, la cohabitation a des trous à sa chemise », mais il précise : « Pour les uns comme pour les autres, la porte doit se jouer finement car la crise peut être au bout de l'ordonnance. La cohabitation est plus que jamais armée, mais pour l'instant ce n'est encore qu'une guerre psychologique. »

La cohabitation est également en cause pour Charles Rebois du *Figaro*. « La cohabitation connaît son premier accroc sérieux », estime-t-il en accusant : « L'opinion retiendra que la responsabilité incombait à François Mitterrand, même si, en opposant un veto à l'ordonnance sur les privatisations, le chef de l'Etat a su se parer des plumes du civisme. La manœuvre est habile, mais loyale. » Mais, plus que le refus, ce sont les prétextes invoqués qui choquent. Jouant les Ponce Pilate, François Mitterrand se retranche derrière le Conseil constitutionnel. « Tel n'est pas l'avis de Philippe Tesson du *Quotidien de Paris*. « Il ne faut pas se tromper : ce n'est pas la cohabitation qui est atteinte par le refus opposé par le président de la République de signer les ordonnances sur la privatisation, c'est, ponctuellement, la liberté d'action et l'efficacité du gouvernement. »

Accroc ou pas, Jean-Michel Helvig de *Libération* s'attache au « procédé » adopté par M. Mitterrand : « Comme ce redoutable procureur qui prétendait envoyer n'importe qui à l'échafaud pour peu qu'on lui fournisse une seule phrase d'un quelconque de ses discours, le président de la République tire argument d'une seule ligne d'une décision de quarante pages du Conseil constitutionnel pour siffler la faute. A la manière d'un arbitre de rugby qui, après avoir laissé jouer l'avantage, oblige à revenir là où la faute a été commise (...) Et il impose au gouvernement de revenir devant le Parlement. Procédé machiavélique. »

Quand à Claude Cabanes de *l'Humanité*, il minimise l'intervention du président de la République : « A Avignon, Shakespeare est à l'honneur avec la Tempête. A l'Élysée, ce n'est que beaucoup de bruit pour rien. »

La garden-party de l'Élysée

La parade des uniformes

On bien c'est un signe distinctif, on bien elle s'étaient toutes domées le mot. Les femmes de généraux quatre étoiles portaient toutes un chapeau. A deux et trois étoiles, les couvre-chefs féminins ne font pas obligatoirement partie du paquetage familial. Arrivées parmi les premiers invités sur la pelouse du palais de l'Élysée pour la traditionnelle garden-party donnée par le chef de l'Etat à l'occasion du 14 juillet, les « épouses quatre étoiles » ont fait un festival de bibis. Elles ouvraient à leur manière le défilé civil qui prolongeait le vrai, conduit par leurs généraux de maris, à peine achevé à une portée de fusil Clairon.

Chacun avait passé un uniforme qui permet de jouer à « décrivez-moi votre accoutrement, je vous dirai quelle est votre raison sociale ».

Au jeu des uniformes, M. Jacques Chirac et son gouvernement ont décroché le pom-pom. Ils n'avaient pas la défroque cohabitable pour un sou. On aurait cru qu'ils s'étaient invités de force dans un bal costumé dont ils n'avaient pas bien saisi le thème. On était là sur les terres de M. Mitterrand ! Ils l'ont compris dès que le président a répondu avec gourmandise aux questions si bien posées par Yves Mourousi.

MM. Pasqua et Pandraud, qui devaient avoir prévu le coup de « la fête à la rose », avaient préféré se faire porter pâle, avec ordonnance (1), afin de ne pas rencontrer deux grévistes de la faim de Lyon, deux jeunes immigrés invités spéciaux de M. Mitterrand. Le reste de la bande gouvernementale — le ministre des affaires étrangères en converson avec M^{me} Joëlle Kaufman, les ministres de la culture, MM. Léotard et Lang, se tournant le dos — ne s'est pas beaucoup aventuré sur la pelouse avant de lever le camp, rapidement et en bon ordre. On évitait ainsi les commémorations sur les déclarations présidentielles.

La place était alors libre pour « l'autre gouvernement », celui de la législature précédente, dont la plupart des membres présents se sentaient un peu plus chez eux. Même si l'épouse de l'un d'eux eux trouvait « déplacée » la musique genre « bal pop » qui s'échappait du kiosque installé au fond des jardins, comme si le président n'avait pas oublié que ce 14 juillet devait aussi avoir l'uniforme du cinquantenaire anniversaire du Front populaire.

Piqués comme des marguerites au milieu d'un massif de roses, les policiers en civil sont fagotés comme

des policiers en civil. Ne serait-ce l'antenne du talkie-walkie qui sort de la poche de la veste, ils ont une manière étonnante de porter leur complet en faisant croire qu'il s'agit du célèbre ensemble blouson-jean-baskets.

Une dame arbore un bel uniforme socialiste matérialisé par un autocollant qui célèbre sa « région du Nord » dont le o a été remplacé par une rose au poing. Plus loin, Alice Septrich, robe imprimée à fleurs, long fume-cigarette et chapeau de paille, déambule au bras d'un jeune ami.

« Léotard au fond du trou »

Près des buffets régionaux, on peut croiser Serge Gainsbourg en uniforme Gainsbourg, l'acteur Jacques Perrin qui ne porte pas son uniforme de Crabe-tambour, Sophie Marceau bronze sous son décolleté, Enrico Macias en palabre avec Georges Sarre, secrétaire national du PS, Patrick Poivre d'Arvor en costume de journaliste « destructuré », le romantique Gonzague Saint-Brice dont l'un des admirateurs affirme que « c'est le genre à

Valz-sous-la-rose

Les habitants de Valz-sous-Châteauneuf (Puy-de-Dôme), invités surprises du président Mitterrand à la garden-party de l'Élysée, sont majoritairement à gauche et plus particulièrement de sensibilité socialiste. Sur les 38 suffrages exprimés (52 inscrits et 38 votants) au second tour de l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand en avait obtenu 24, soit 63,2 %. Au premier tour, sur 36 votants et suffrages exprimés, les résultats avaient été les suivants : MM. Mitterrand (16 voix), Giscard d'Estaing (10 voix), Chirac (3 voix), Marchais (3 voix), Lalonde (1 voix), et M^{me} Leguiller (3 voix).

Le résultat des élections législatives du 16 mars dernier a révélé une stabilité à gauche et une modification de la répartition des voix à droite. Pour 56 inscrits, 41 votants et 39 suffrages exprimés, la liste socialiste a obtenu 22 voix et celle du PCF 2 voix ; la liste d'union de l'opposition a recueilli 9 voix, et celle du Front national 6 suffrages.

ne pas avoir d'ennemis », le patron François Michelin pour qui « le patron, c'est le client » et le cinéaste Marcel Carné, très entouré, en grande conversation avec le chef de l'Etat.

M. Anicet Le Pors est aussi de la fête. Il porte son costume de conseiller d'Etat, qui est le même que celui du comité central du PCF et qui ressemble étrangement à celui d'ancien ministre de la fonction publique, celui-là même qui est fabriqué dans un tissu plein de contradictions. M. André Billardon a enfilé, lui, son uniforme de chef de l'opposition parlementaire. Avec son camarade, le sénateur et président du conseil général de la Nièvre, Noël Berrier, déjà à l'honneur pour l'inauguration du musée du septennat (le *Monde* du 15 juillet), il se paie une énorme tranche de rire. « Pourquoi sont-ils si bêtes au Sénat ? » demande-t-il faussement naïf à son complice. « Ils ont mis Léotard au fond du trou avec 3 mètres de terre sur la tête », répond l'autre. Et comme une petite supplémenteaire ne fait jamais de mal, il ajoute : « Léotard ne compte plus auprès de ses électeurs. Pour nous, ça ne change rien, il n'a jamais compté. »

Les habitants de Valz n'en auraient probablement pas eu leurs oreilles. Invités du président — « c'est un hasard », selon l'expression de M. Michel Charasse, — les quarante-quatre personnes de cette commune du Puy-de-Dôme, qui vote majoritairement socialiste, ont été l'objet de toutes les sollicitations des médias. Visiblement émus qu'on leur accorde tant d'importance, puis se piquant au jeu du végétarisme, ils se sont égaillés séparément sur la pelouse. Le doyen du village, l'ancien maire, âgé de quatre-vingt-neuf ans, arborait fièrement ses légions d'honneur à lui. « La médaille du département et celle de la commune », pendant que le benjamin de la garden-party, un bébé de deux mois venu de la Nièvre, était benoîtement son biberon dans les flonflons finissant de la fête et dans les bras d'une jeune femme... en uniforme d'épouse.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Considérant comme « inopportune » l'invitation des deux grévistes de la faim par M. Mitterrand, le ministre de l'Intérieur et celui chargé de la sécurité ont boudé la garden-party. Ils ont estimé que cette présence « s'inscrivait comme une pression à l'égard du pouvoir législatif ».

Le Cardinal RATZINGER

dans une Eglise divisée entre révolutionnaires et intégristes, peut-il rétablir l'unité, grâce à la confiance du Pape ?

Michel AURILLAC

ami de Jacques Chirac, ministre de la coopération, critique les déclarations anti-américaines de Cancun et définit sa politique.

Le ministre Alain DEVAQUET

va-t-il sauver l'université française de la domination de l'extrême gauche ?

Pour mieux connaître notre temps et soutenir notre action, abonnez-vous à :

La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université, Paris VII^e
Tél : 42.61.2.149

Le numéro dans tous les kiosques : 30 francs Abonnement 300 francs un an

Modernisations

Examiné par le Parlement

Le projet de loi relatif à la modernisation des armements est en discussion à l'Assemblée nationale. Le ministre de la Défense, M. Jacques Chirac, a présenté le projet devant la commission de la Défense nationale. Le projet vise à moderniser les armements de l'armée française, en particulier les hélicoptères. Le projet est divisé en deux parties : la première concerne les hélicoptères de combat, la seconde concerne les hélicoptères de transport. Le projet prévoit la mise en service de nouveaux modèles d'hélicoptères, ainsi que la modernisation des hélicoptères existants. Le projet est soumis à l'examen du Parlement.

Signature

Le ministre de la Défense, M. Jacques Chirac, a signé le décret relatif à la modernisation des armements. Le décret est paru au Journal officiel. Le décret vise à moderniser les armements de l'armée française, en particulier les hélicoptères. Le décret est divisé en deux parties : la première concerne les hélicoptères de combat, la seconde concerne les hélicoptères de transport. Le décret prévoit la mise en service de nouveaux modèles d'hélicoptères, ainsi que la modernisation des hélicoptères existants. Le décret est soumis à l'examen du Parlement.

Le projet de loi relatif à la modernisation des armements est en discussion à l'Assemblée nationale. Le ministre de la Défense, M. Jacques Chirac, a présenté le projet devant la commission de la Défense nationale. Le projet vise à moderniser les armements de l'armée française, en particulier les hélicoptères. Le projet est divisé en deux parties : la première concerne les hélicoptères de combat, la seconde concerne les hélicoptères de transport. Le projet prévoit la mise en service de nouveaux modèles d'hélicoptères, ainsi que la modernisation des hélicoptères existants. Le projet est soumis à l'examen du Parlement.

Le premier ministre a signé le décret relatif à la modernisation des armements.



Michel Aurillac



Portrait of a woman

Une démonstration spectaculaire en Meurthe-et-Moselle

Cent cinquante hélicoptères pour séduire M. Mitterrand

Afin de convaincre le chef de l'Etat et le ministre de la Défense de la nécessité pour l'armée de disposer d'un nouveau modèle d'hélicoptère, les militaires n'ont pas lésiné sur les moyens de démontrer l'efficacité d'une force aéromobile.

LONGWY de notre envoyé spécial

Chacun, le chef de l'Etat comme le premier ministre, a voulu honorer à sa manière l'armée française en ce premier 14 juillet de la cohabitation. Quatre jours avant la fête nationale, M. Jacques Chirac a célébré au camp de Suresnes (Seine) « la force aérienne » d'autrefois, c'est-à-dire les blindés et il a volé en hélicoptère au ras du sol (le Monde du 12 juillet). Le lundi 14 juillet, M. François Mitterrand, après avoir présidé un défilé de blindés s'est rendu en fin d'après-midi au fort de Fermon, près de Longwy (Meurthe-et-Moselle), pour assister à un impressionnant ballet de cent cinquante hélicoptères.

Chars et hélicoptères. En ces temps de coexistence politique, les deux responsables de la Défense nationale, selon la Constitution, ont rendu un hommage séparé à ce que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Maurice Schmitt, présente aux deux démonstrations, appelle « la complémentarité indissociable dans la manœuvre entre le char puissant et permanent sur le champ de bataille, et l'hélicoptère, rapide et discret, qui frappe par surprise avant de s'esquiver ».

Près du fort de Fermon, l'un des ouvrages enterrés à 30 mètres sous le sol de la célèbre ligne Maginot, l'armée de terre avait organisé à

l'intention de M. Mitterrand l'un de ces spectacles dont elle a le secret. « Un mécanisme parfaitement huilé, et c'est une qualité pour une armée », dira ensuite le chef de l'Etat. L'état-major de la 4^e division aéromobile n'avait pas lésiné sur les moyens ni sur la mise en scène à donner le tournis, avec le bourdonnement incessant des machines volantes : 100 hélicoptères de combat Gazelle à 20 millions de francs l'exemplaire et 50 hélicoptères Puma à 60 millions de francs pièce ont caracolé devant la tribune officielle, déposant ici des combattants à moto ou en jeep, là des antennes de transmission, ou simulant des attaques antichars avec des missiles HOT et des raids contre d'autres hélicoptères avec leur canon de 20 millimètres.

Une manœuvre intéressée

Au total, 5 milliards de francs d'hélicoptères ont manœuvré durant une cinquantaine de minutes devant un président de la République qui n'a pas caché son admiration. « Du très beau travail, avouera-t-il à la fin. Une extrême précision dans la démonstration. Il faut l'avoir vu pour imaginer ce que peut représenter une force aussi redoutable. » Dans la tribune des invités, le chef d'état-major de l'armée de terre jordanienne, que M. Mitterrand a tenu à saluer longuement, et dont on dit qu'il voudrait lui aussi se constituer une force aéromobile en commandant à la France des Puma supplémentaires s'il en avait les moyens financiers.

L'armée de terre aurait-elle voulu convaincre le chef de l'Etat et le ministre de la Défense, M. André Giraud, de son besoin de

disposer à terme d'un nouveau modèle d'hélicoptère qu'elle ne s'y serait pas pris autrement avec ce « show » digne du film américain Apocalypse Now. On sait que, depuis trois ans maintenant, la France et l'Allemagne fédérale tentent — non sans difficultés — d'organiser une coopération pour la fabrication d'un hélicoptère de lutte antichar et d'un hélicoptère de lutte antihélicoptère à partir d'une même machine volante de base.

M. Mitterrand n'a pas été dupe de cette démonstration intéressée de l'armée de terre. Aux journalistes, avec lesquels il s'est entretenu à bâtons rompus à l'issue de son bref séjour au fort de Fermon, le chef de l'Etat a confié qu'il était favorable à la construction, en coopération de part et d'autre du Rhin, d'un char nouveau et d'un hélicoptère nouveau. Parlant des « qualités techniques » particulières à chaque pays et de « l'amour-propre national » qui permettent de distribuer « le leadership » à l'un ou à l'autre des partenaires selon le programme d'armement retenu, le président de la République a estimé en substance qu'on pouvait attribuer « la préférence » à la France en matière d'hélicoptères. « Si l'on veut faire l'Europe, a-t-il expliqué, avec des noyaux de sa défense qui lui permettent d'attendre avant d'en faire davantage, il faut avoir soin de définir une certaine unicité des armements, sinon tout le reste du discours serait vide de sens. »

Le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Manfred Woerner, s'entretiendra précisément de ce programme nouveau d'hélicoptères commun le 25 juillet prochain à Paris avec son homologue français, M. Giraud.

JACQUES ISNARD.

Le réseau câblé de Biarritz

Un avertissement sans frais de la Commission informatique et libertés

La CNIL juge que les PTT sont beaucoup trop curieux des programmes et des chaînes regardés par les Biarrits reliés au réseau câblé.

BIARRITZ de notre envoyé spécial

La câble c'est le futur promoteur de la communication. C'est aussi une nouvelle possibilité de surveiller les individus, de connaître leurs aspirations et leurs goûts. La Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) s'en est inquiétée récemment en émettant une « réserve de principe » à l'encontre de l'expérience de réseau câblé menée actuellement à Biarritz. Tel est le sens de la délibération de la CNIL, rendue le 8 juillet, sous la présidence de M. Jacques Favet.

Les mille cinq cents foyers de Biarritz aujourd'hui reliés par câble préfigurent la communication de demain. Grâce aux fibres optiques, le réseau expérimenté sur la côte basque possède un débit d'informations beaucoup plus élevé que les câbles téléphoniques en cuivre classiquement utilisés par les PTT.

Chacun des mille cinq cents foyers-cobayes est équipé d'un visiophone. C'est un téléphone à images, une sorte de gros minitel avec, sur le côté, une caméra. Grâce à elle, les correspondants peuvent voir leur interlocuteur sur l'écran. Il faut s'installer correctement devant la caméra. Sinon un voyant lumineux avertit l'utilisateur qu'il est hors champ.

La caméra peut être déboîtée du visiophone pour être placée, tête en bas, sur un support latéral. Elle lit, à la demande, les documents posés devant elle et les transmet aussitôt au correspondant. Celui-ci les voit

apparaître sur son écran ou, s'il le désire, sur l'écran de son téléviseur lequel peut être relié à un magnétoscope.

Ce téléphone du futur coûte cher, très cher et il est exclu que les prochains « câblés » de Paris, Rennes et Montpellier en soient dotés, au moins dans un premier temps. Ils pourraient, en revanche, bénéficier des autres avantages de la fibre optique : une multitude de chaînes de télévision et de canaux hi-fi. Aujourd'hui à Biarritz, un choix très large est déjà offert aux téléspectateurs : chaînes françaises et espagnoles, chaîne locale, chaîne belge ou suisse, BBC, chaînes relayées par satellite telles Sky Channel ou Music Box, sans parler de la faculté de puiser, à la demande et à distance, dans la vidéothèque du réseau, autrement dit d'obtenir la diffusion de son film préféré.

Curiosité inutile

Chargée de faire obstacle aux débordements de l'informatique, la CNIL s'intéresse de près au développement du câble. Sur la suggestion de son rapporteur, M. Michel Elbel, elle tient à faire savoir ce qui dans l'expérience de Biarritz lui paraît admissible et ce qui ne l'est pas. Le principe du câble n'est pas condamné, mais certains choix faits par la direction générale des télécommunications (DGT) le sont.

La Commission s'inquiète, par exemple, que figurent dans l'annuaire des numéros spécifiques d'abonnés, indiquant qu'ils sont raccordés au réseau optique et qu'ils disposent d'un visiophone. La CNIL « prend acte qu'en revanche la transmission de l'image des correspondants ne peut avoir lieu qu'avec leur accord préalable » et qu'« en l'état, le système mis en place ne permette pas

la conservation (...) des images » ainsi transmises. La CNIL plaide en somme pour la confidentialité.

Ces remarques sont faites en passant. Là n'est pas l'essentiel pour la Commission. Ses enquêteurs ont été beaucoup plus intrigués par les gros ordinateurs qui, au premier étage du principal central de Biarritz, enregistrent sans relâche les comportements des usagers du câble. *Grosso modo* la technique retenue par la DGT permet à celle-ci de connaître précisément quelle chaîne et quel programme choisit un abonné. Que celui-ci ne manque pas une émission avec M. Michel Rocard, qu'il soit un adepte du « Jour du seigneur » ou, au contraire, de certaines émissions coquines, le voilà classé, répertorié, mis à nu.

A ces critiques, la DGT répond qu'il lui faut bien facturer lesdits abonnés. Comment faire autrement, que d'enregistrer ce qu'ils « consomment » ? Réplique de la CNIL : « D'autres solutions auraient pu apporter de meilleures garanties tout en parvenant aux mêmes résultats. » Sans dire lesquelles, la Commission pense évidemment aux cartes à microprocesseur, analogues à une carte de paiement, qui permettraient de débiter chaque abonné chez lui, sans que les PTT sachent ce qu'il a regardé ou écouté.

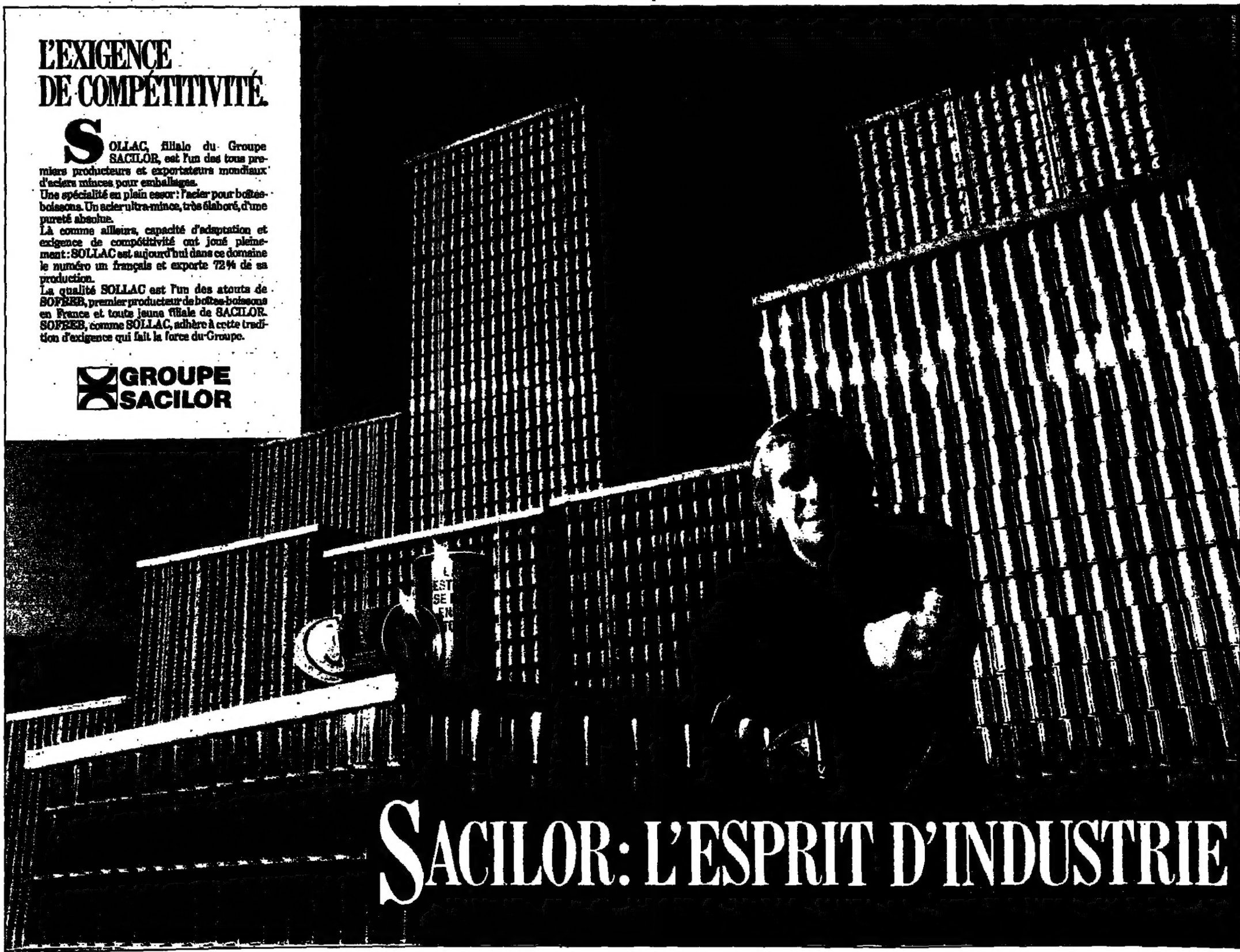
Cette curiosité inutile vaut aux PTT une « réserve de principe » de la CNIL qui « regrette de ne pas avoir été consultée au moment du choix des techniques retenues, celles-ci comportant des risques certains pour la protection des libertés individuelles ». A la DGT maintenant de faire son examen de conscience et de tirer profit, pour l'avenir du câble, de cet avertissement sans frais.

BERTRAND LE GENDRE.

L'EXIGENCE DE COMPÉTITIVITÉ.

SOLLAC, filiale du Groupe SACILOR, est l'un des plus importants producteurs et exportateurs mondiaux d'acier mince pour emballage. Une spécialité en plein essor : l'acier pour boîtes-biscuits. Un acier ultra-mince, très élaboré, d'une pureté absolue. La qualité SOLLAC est l'un des atouts de SOFEB, premier producteur de boîtes-biscuits en France et toute jeune filiale de SACILOR. SOFEB, comme SOLLAC, adhère à cette tradition d'exigence qui fait la force du Groupe.

GROUPE SACILOR



SACILOR: L'ESPRIT D'INDUSTRIE



1. La grande « manif » de l'UNEF

« Paix en Algérie ! », « Les paras à l'usine ! », « La paix, Charlot ! ». Le 27 octobre 1960, ces slogans scandés par des milliers d'étudiants marquent la première grande manifestation organisée contre la guerre d'Algérie.

A U printemps 1960, les soldats du contingent continuèrent à pacifier l'Algérie. Les roues de l'histoire patinaient dans le sable chaud. « La vie publique française », écrivait le Monde à la fin d'avril, « a rarement paru aussi vide de substance, le gouvernement aussi immobile et l'opinion aussi indifférente aux vrais problèmes ».

Pourtant, en ce même mois d'avril, un fait d'apparence modeste, mais qui allait se révéler un événement-catalyseur eut lieu à l'Institut polytechnique de Lyon, où s'était tenu le 49^e congrès de l'Union nationale des étudiants de France, l'UNEF. L'attitude à prendre face à la guerre d'Algérie avait fait l'objet principal des débats. Contre une minorité, résolument « apolitique », la majeure partie des délégués avaient jeté leurs mandats en faveur d'une motion enjoignant aux autorités françaises de négocier avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne). Le nouveau bureau élu était présidé par Pierre Gaudet, un étudiant en sociologie de la Sorbonne, classé sommairement « catholique de gauche ». Dans les semaines qui suivirent, les opposants de droite du syndicat étudiant, faisant scission, constituèrent une Fédération des étudiants nation-

aux de la CGT : à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), on disait pis que pendre du SGEN, qui appartenait à la CFDT, laquelle n'était point « laïque », etc. Les coups de sonnette des étudiants ne parvenaient à tirer aucun dirigeant syndical, blanchi sous les boulets des batailles fratricides, de son splendide isolement. Tous, au mot de « paix », avaient le miel à la bouche mais pas un n'eût hasardé le moindre signe de ralliement pour avancer l'heure de sa proclamation. Les syndicats étaient au diapason des partis de gauche, séparés, divisés en eux-mêmes, incapables de prendre une initiative d'envergure : les communistes attendaient le réveil des « masses » et les socialistes comptaient dans leurs rangs quelques-uns des plus farouches adversaires de la décolonisation.

Il devenait clair que, dans cette situation, les étudiants devaient d'abord compter sur eux-mêmes. N'étaient-ils pas, en métropole, les plus directement concernés par le problème algérien ? Beaucoup concluaient de leurs lectures l'idée que l'indépendance de l'Algérie appartenait à la catégorie des nécessités historiques ; un petit nombre projetait dans la lutte du combat-



Manifestants et policiers face à face.

présidé par Gaudet convoqua, le 19 juin, une assemblée générale extraordinaire à Paris : son action en faveur de la paix en Algérie fut approuvée par une majorité accrue. Ainsi, une nouvelle force politique était en train de se nouer hors des partis et autres groupes traditionnels.

Pour Pierre Gaudet et ses collaborateurs, il devenait urgent de redonner confiance à tous ceux de leurs camarades qui étaient de plus en plus tentés par des solutions illégales : l'insoumission, la désertion,

aujourd'hui réellement contre l'ennemi commun des libertés algériennes et des libertés françaises. Et cette force, c'est la FLN. Le philosophe affirmait d'autre part que si Jeanson lui avait demandé « de porter des valises ou d'héberger des militants algériens », il l'eût fait sans hésiter. Le vocabulaire du temps s'enrichit : il fallait désormais compter avec les « porteurs de valises ».

Soucieuse d'offrir une autre perspective aux étudiants et à l'ensemble des jeunes, l'UNEF entreprit d'organiser un vaste rassemblement de protestation avec le soutien et la participation des autres syndicats. Exempte de tout contentieux avec les uns et les autres, consciente d'exprimer le vœu du grand nombre, elle lança à la mi-octobre l'appel à une ample manifestation par laquelle étudiants et ouvriers feraient connaître communément leur volonté de paix. Grâce à sa position stratégique, elle réussit l'impossible : obtenir l'accord conjoint de la FEN, de la CFDT et de la fédération départementale de FO.

Cependant, la CGT et le Parti communiste, en principe favorables à l'union syndicale, mais craignant d'être en l'occurrence réduits à une force d'appoint et de se prêter par là même à une grande manœuvre anti-communiste, le prirent de haut et dénoncèrent dans l'initiative unitaire de l'UNEF « une méthode dangereuse et aventuriste ». Philippe Robieux, responsable de l'Union des étudiants communistes, eut beau s'employer à faire revenir la dyarchie Thorez-Vermeersch sur sa condamnation, il dut, malgré lui, expliquer à ses troupes au nom de quels intérêts supérieurs elles devaient s'abstenir de participer à la « manif ».

Celle-ci, prévue place de la Bastille pour le 27 octobre, fut interdite par le ministère de l'Intérieur. Les organisateurs passèrent outre. Pour éviter le pire, le gouvernement tâcha du lest et autorisa, à la veille du jour J, une réunion à la salle de la Mutualité. L'Humanité resta sur son

quant-à-soi, appelant à des débrayages symboliques, à des rassemblements locaux, mais non à la réunion « aventuriste » de la Mutualité.

Le 27 octobre, à 6 heures du soir, la grande salle du quartier Latin était pleine comme à ses plus beaux jours. Mieux : dans les rues adjacentes, des milliers de manifestants se pressaient, interdisant toute circulation et, faute d'entendre bien les discours de l'intérieur retransmis par des haut-parleurs, scandaient à qui mieux-mieux les slogans qui portaient les foules à l'unisson : « Paix en Algérie ! », « Les paras à l'usine ! », ou, sur l'air des lampions : « La paix, Charlot, la paix, Charlot, la paix ! » C'était discutable du point de vue des belles-lettres, mais jamais on n'avait vu un tel concours de peuple mobilisé contre la guerre en cours. Et cette grande première se faisait sans les communistes, qui n'avaient rien tant à cœur, selon eux, que l'union, l'union, toujours l'union. Comprenez qui pourra. En tout cas, ce fut une absence qui allait leur coûter cher par la suite.

A un moment donné, la police s'avisait de disperser la foule. Les coups de matraque volèrent ; ce fut un bel acharnement, et même un début de panique quand certains, sous la poussée, furent acculés contre les grilles du square Monge ou contre les vitres des cafés voisins qui volèrent en éclats. Au bout d'une demi-heure, la chaussée de la rue des Ecoles était dégagée : on n'y voyait plus que des dizaines de balerines, abandonnées en offrande aux dieux de la paix. Au bruit de cette manifestation, dont le succès avait dépassé l'espoir des organisateurs, l'opinion allait-elle sortir de sa torpeur ?

Quelques jours plus tard, de Gaulle prononça un nouveau discours radiotélévisé. Cette fois, le chef de l'Etat parlait carrément de la « République algérienne ». Allait-on être arraché à l'interminable cauchemar ?

MICHEL WINOCK.

LES DIVERSES MANIFESTATIONS DU JEUDI 27 OCTOBRE
Salle comble à la Mutualité
Les participants ont approuvé une déclaration réclamant la reprise des négociations pour la paix en Algérie
De la place Maubert à la place Denfert-Rochereau
DES BAGARRES SOUVENT VIOLENTES ONT OPPOSÉ PERDANT DEUX HEURES LA POLICE AUX MANIFESTANTS

nalistes, proclamant bien haut leur attachement à l'Algérie française. Comme avait dit autrefois Bernanos, c'était la fièvre de la jeunesse qui maintenait la France à la température normale.

Cette fièvre ne retomba pas de sitôt. Dans toutes les villes universitaires, les étudiants de l'UNEF multipliaient les démarches auprès des autres organisations syndicales en vue de développer, au coudé à coudé, la protestation contre la guerre.

Mais, partout, ces jeunes gens se heurtaient aux rançunes historiques de leurs aînés : à FO, on ne voulait pas entendre parler des « stali-

ant algérien un espoir de révolution dont l'esprit avait déserté le prolétariat français ; tous avaient à cœur de défendre leur surris d'incorporation, qui avait mauvaise presse aussi bien du côté de l'Aurore que du Canard enchaîné.

Le premier geste éclatant du nouveau bureau de l'UNEF fut la reprise publique des relations avec l'Union des étudiants algériens, l'UGEMA, qui avait été dissoute par le gouvernement Gaillard, en janvier 1958. Le pouvoir spirituel de la grande presse y alla de ses semonces, et le pouvoir temporel du ministère de l'Éducation nationale, de sa punition : il supprima sa subvention annuelle à l'UNEF. Accusé de ne être pas représentatif, le bureau

voire l'engagement dans les réseaux d'aide au FLN, comme celui que Francis Jeanson avait révélé dans une conférence de presse clandestine, le 15 avril. A la fin de juin, il y avait bien eu des pourparlers entamés à Melun entre Français et Algériens, mais l'impasse était vite apparue et l'on était retombé à pied d'œuvre. Au début de septembre, au moment où s'ouvrait le procès du réseau Jeanson, un manifeste de cent vingt et un intellectuels était publié, proclamant « le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ».

Sartre, l'un des pétitionnaires, alors au Brésil, adressa une lettre au tribunal chargé de juger les amis de Francis Jeanson. « La gauche, disait-il, est impuissante et elle le restera si elle n'accepte pas d'unir ses efforts à la seule force qui lutte

AU JOUR LE JOUR DISTRIBUTION DE PRIX

On n'est pas surpris d'apprendre que le prix Nobel de la paix ne sera pas décerné cette année. Ce serait de l'ironie sans doute cruelle. Cela dit, la Paix « officielle » n'est pas la seule. Elle est, dans l'histoire, l'œuvre d'un homme, dans l'histoire, l'œuvre d'un homme, dans l'histoire, l'œuvre d'un homme. C'est pourquoi la suggestion que, s'il ne peut cette année décerner de prix, le comité Nobel ne laisse pas ce prestigieux honneur en déshonneur et qu'il distribue au moins quelques accredits de la paix.

ROBERT ESCOFFIER.

(Dimanche 30
lundi 31 octobre 1960.)

SAINT-JOHN PERSE, prix Nobel

NOUVEAU DÉBAT EN PERSPECTIVE A L'O.N.U. SUR L'AFFAIRE CONGOLAISE

LA MOTION DE CENSURE A RECUEILLI 207 VOIX

L'adoption du projet de loi de frappe s'accompagne d'un avertissement sérieux au gouvernement

Demain : Les embruns de la « nouvelle vague »

Le Monde MEDECINE

Bourreaux en blouse blanche

Dans bien des dictatures, les médecins militaires se font les auxiliaires des tortionnaires et sont parfois eux-mêmes les bourreaux. En Uruguay, ce fut le cas. La nouvelle démocratie uruguayenne vient d'autoriser des scientifiques américains à enquêter sur le terrain.

EN avril 1984, le docteur Vladimir Roslik, médecin d'une quarantaine d'années, mourut alors qu'il était détenu dans les bâtiments d'interrogatoire de l'armée uruguayenne. L'autopsie « officielle » conduite par le docteur Eduardo Saiz, un médecin militaire, indique que ce décès est dû à une « défaillance cardio-respiratoire ».

Dès qu'elle récupère le cadavre, la famille fait faire une seconde autopsie qui montre un hématome (énorme) au niveau du foie, un autre au niveau de la rate, et des ecchymoses multiples sur tout le corps. L'équipe d'anatomopathologistes universitaires qui a conduit cette seconde autopsie conclut que le décès est dû à une hémorragie interne massive consécutive à des coups violents.

En outre, l'eau retrouvée dans les bronches et les poumons, et les petites hémorragies cérébrales multiples apportent la preuve d'une asphyxie consécutive à une noyade. Le docteur Roslik, selon cette équipe médicale, est donc mort non pas d'une « défaillance cardio-respiratoire » mais en raison d'une noyade due à la torture dite « el submarino », soit de l'hémorragie interne provoquée par les coups violents reçus sur l'abdomen et le thorax.

En mars 1985, des élections rétablissent en Uruguay une démocratie civile mettant fin à douze années de pouvoir militaire absolu sur la vie politique, culturelle et sociale. Peu après, une commission d'éthique formée par les syndicats médicaux du pays examine le cas du docteur Saiz. Elle le trouve coupable de « faute grave » pour avoir falsifié, dans son rapport d'autopsie, les faits réels, et elle lui interdit la poursuite de son exercice professionnel. Le comportement du docteur Saiz, déclare le docteur José Díaz, secrétaire général du Syndicat des médecins uruguayens, « est typique de celui adopté par tous les médecins attachés aux centres clandestins de détention installés sous la dictature militaire ».

« Il nous a été impossible de vérifier le caractère absolu de

cette assertion », écrit le docteur M.-G. Bloche qui, pour la première fois, a pu conduire à la demande de l'American Association for the Advancement of Science, une enquête approfondie en Uruguay auprès des médecins militaires accusés de complicités dans des actes de torture. « Mais, ajoute-t-il, il est clair que de nombreux médecins se sont rendus coupables d'actes que bannit formellement l'éthique médicale mondiale et qui sont contraires au code d'éthique médicale promulgué par les Nations unies en 1982, code conforme à l'esprit des déclarations de Genève et de Tokyo adoptées par l'Association médicale mondiale » (1).

« La preuve par l'aveu »

Plus de quarante mille Uruguayens ont été détenus durant la sombre période de la dictature militaire, et cinq mille ont été condamnés pour « crime contre la sécurité de l'Etat », chef d'accusation pour le moins vague et qui couvrirait en réalité tous les délits d'opinion, voire l'hostilité personnelle de certains officiers. Le système de justice militaire était basé, comme jadis l'Inquisition, comme aujourd'hui encore dans tous les pays totalitaires, sur « la preuve par l'aveu », avec obtenu dans la plupart des cas par des tortures institutionnalisées.

Au terme de son enquête, conduite tant auprès des prisonniers que des responsables politiques, des médecins civils et militaires et des officiers, le docteur Bloche conclut que « la complicité des cliniciens dans des actes de torture a été systématique et généralisée ».

1) De nombreux médecins militaires, écrit-il, ont « examiné des détenus » afin de voir s'ils pouvaient supporter des tortures diverses et ont remis aux autorités militaires les résultats de ces examens, en infraction avec la règle, absolue, mondialement connue, du secret médical. « Ils étaient prisonniers, et j'étais médecin militaire », déclare à l'enquête le docteur Carlos Rivero, psychiatre

de la prison de Libertad. Il n'y avait rien à cacher; c'était la règle de la prison. Pour moi, c'était une question de tranquillité.

Ces tortures consistaient en privations prolongées de sommeil, en « la plicana » (chocs électriques sur les organes génitaux, les seins, et les genoux ou les dents), en « el submarino » (immersion forcée et prolongée de la tête dans une bassine d'eau remplie de déjections), en « el planton » (station debout, les jambes écartées durant des heures — ou des jours), en exécutions fantômes, en privation totale de nourriture et de boisson pendant plusieurs jours.

Dès l'admission dans le centre de détention, les médecins attachés à ces centres préparaient un « rapport médical complet » sur le détenu, rapport adressé ensuite aux officiers responsables du centre. Un bilan cardio-vasculaire était ainsi requis pour l'aptitude à « el submarino ». Des avis médicaux étaient demandés dans certains cas au cours même de la séance de torture pour savoir « si elle pouvait continuer ». Les médecins étudiaient dans les manuels de la guérilla les méthodes de « simulations des maladies » afin de les dépister chez les détenus qui les appliquaient.

2) Des médecins ont rédigé des rapports médicaux et d'autopsie inexactes pour couvrir des actes de torture. Le cas du docteur Saiz relaté ci-dessus, et qu'a étudié le rapport américain, donne un exemple de ce comportement de totale malhonnêteté.

3) Les soins apportés aux prisonniers étaient insuffisants ou inadéquats, parfois de façon délibérée.

4) Des médecins (essentiellement des psychiatres) ont participé à des interrogatoires politiques, mais le rapport américain ne peut apporter de confirmation absolue aux assertions de plusieurs prisonniers selon lesquelles des cliniciens étaient présents lors des séances de « el submarino » ou de « la plicana » pour indiquer jusqu'où l'on pouvait aller dans la noyade, l'asphyxie ou la torture électrique.

Provoquer l'aliénation

5) Un psychologue, le docteur Britos, a, semble-t-il, conçu le régime de la prison de Libertad afin de « désintégrer le psychisme des détenus, et de provoquer une souffrance mentale conduisant à

l'aliénation ». Têtes rasées, les prisonniers devaient garder un silence absolu, n'étaient plus appelés que par un numéro, ne pouvaient plus ni lire, ni écrire, ni dessiner et devaient obéir à des règles qui changeaient constamment pour créer une « tension insupportable ».

« La guerre continuait dans la prison », déclare à titre d'excuse le docteur Martín Gutiérrez, psychiatre en chef de la prison de Libertad. « Nous avions devant nous des ennemis de la nation ».

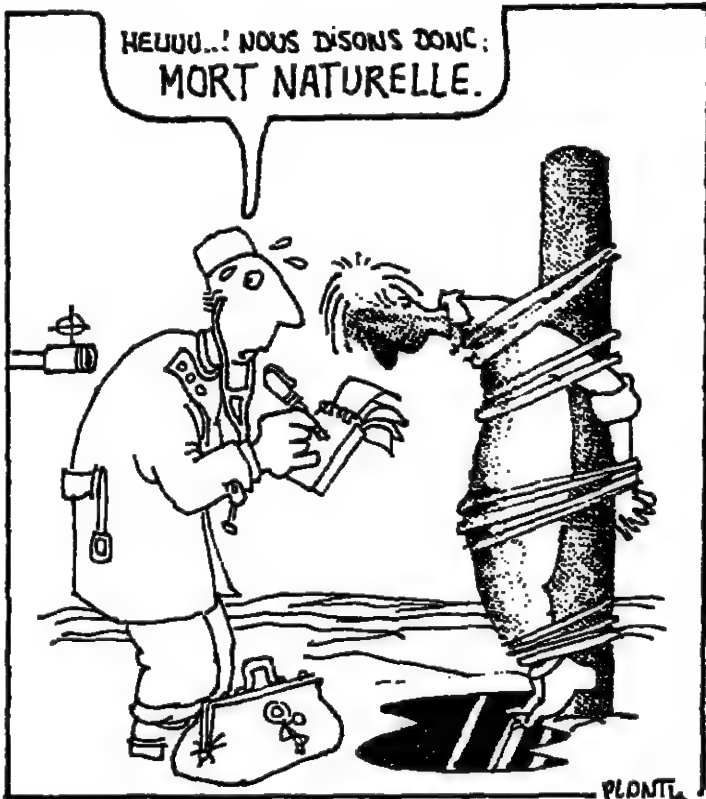
6) Il semble que des médecins aient délibérément administré des neuroleptiques (ou drogues de l'esprit), à des prisonniers. Certains étaient en proie à des tremblements incoercibles (syndrome extrapyramidal) car, ont dit les responsables uruguayens « nous ne disposions pas en suffisance des médicaments pour supprimer ces effets secondaires des neuroleptiques ». Le bien-fondé de ces « thérapeutiques psychiques » n'a pu être établi et il n'est pas exclu qu'elles aient été appliquées de façon médicalement injustifiée.

Au terme d'une enquête et d'un bilan consternants, largement diffusés par l'Association médicale américaine, le docteur Maxwell Bloche, qui enseigne à la faculté de droit de l'université de Yale et au département de psychiatrie de l'université de Columbia, relève que « la quasi-totalité des médecins militaires uruguayens qu'il a interrogés ont reconnu avoir remis aux autorités militaires toutes les informations d'ordre clinique ou psychologique qu'ils avaient pu recueillir sur les prisonniers et cela sans que ceux-ci y consentent ou même en soient avertis ».

Obéir à l'éthique ou à la police ?

Il ne note qu'un acte de résistance, fragile et solitaire surmonté de loyauté dans cette entreprise de trahison systématique de la déontologie médicale. Un psychologue, le docteur Alberto Milke-witz a refusé en 1982 d'obéir aux ordres qui lui étaient donnés de préparer des rapports sur les détenus pour ses supérieurs militaires à la prison de Libertad. Il fut immédiatement arrêté et mis au secret pendant une semaine.

Le motif de cette incarcération était le suivant : « Le docteur Milke-witz montre une absence totale de compréhension quant à ses obligations en tant que membre des forces armées lorsqu'il affirme ne pouvoir donner aucune



Information sur ses conversations avec les prisonniers sans leur consentement parce que, prétend-il, son éthique ne le permet pas.

Cette « prétention » à adhérer aux préceptes internationalement admis de l'éthique médicale est et doit rester une obligation absolue, et il n'est pas, dans le monde, une communauté médicale qui n'ait adhéré aux chartes de Tokyo ou de l'ONU à ce sujet.

Il est clair cependant que ces préceptes élémentaires qui pourraient être résumés par le *primum non nocere* (avant tout, ne pas nuire) des Latins se trouvent en contradiction avec ceux auxquels obéissent — dans nombre de cas — les supérieurs hiérarchiques du médecin impliqué dans leur trahison.

La défense des médecins allemands lors du procès de Nuremberg reposait sur « l'argument d'obéissance » qui fut rejeté par le tribunal le plus élevé, dans les attendus du jugement de l'époque, souligne que les médecins ne peuvent être relevés de leurs responsabilités morales par aucune instance, étatique ou autre, qui ne saurait en aucun cas être supérieure à une charte professionnelle mondiale-ment ratifiée.

Amnesty International suggère à ce sujet, et à propos du comportement de certains médecins à l'égard de prisonniers faisant une grève de la faim, que les membres du corps de santé soient

« employés par une autorité indépendante de l'institution carcérale et responsables devant cette autorité indépendante quelle qu'elle soit ».

Une utopie qui semble inaccessible, tant paraît fragile la notion « d'autorité indépendante », lorsque l'on sait qu'un tiers des pays du monde pratiquent à l'heure actuelle une forme quelconque de torture physique ou morale, et que — partout ou presque — certains médecins se trouvent impliqués dans ces actes inqualifiables — injustifiables — de dégradation de la personne humaine, actes commis, dans bien des cas, non sur l'ordre d'une autorité précise, mais au nom de l'intérêt suprême de l'Etat tout-puissant, et donc de la collectivité.

Actes commis en tout état de cause en violation des droits les plus élémentaires des hommes, ces droits dont les médecins s'honorent précisément d'être, dans le monde entier et depuis des siècles, les ultimes défenseurs.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) « Il y a violation flagrante de l'éthique médicale et délit au regard des instruments internationaux applicables si des membres des personnels de santé, et en particulier des médecins se livrent, activement ou passivement, à des actes par lesquels ils se rendent complices, ou instigateurs de tortures et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. (...) » (Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, 1983.)

Les résistants

Si de nombreux médecins se trouvent, hélas ! impliqués dans des actes de torture, d'autres sauvent l'honneur de leur profession en payant parfois de leur liberté ou de leur vie leur adhésion aux principes supérieurs du respect de la personne humaine et de la morale médicale. Le rapport publié par le Comité sur la liberté et la responsabilité scientifique de l'American Association for the Advancement of Science, en cite trois exemples :

● En Afrique du Sud, le docteur Wendy Orr comparut, en septembre 1985, devant la Cour suprême afin de porter de graves accusations de brutalités et de violence accomplies à la prison de Port-Elizabeth dont elle était médecin. Le docteur Orr apportait les dossiers de cent cinquante-trois prisonniers prouvant qu'ils avaient été l'objet de sévices graves (coups portés avec des fous à baïes d'acier ; perforation des deux tympans, fractures de la face, etc.).

Le juge Eksteen rendit un ordre « d'interdiction formelle » de ces brutalités et imposa, à la suite de l'audition du docteur Orr, que sa décision fut lue à tous les prisonniers. Le docteur Orr fut vigoureusement soutenue par l'Association médicale et dentaire d'Afrique du Sud qui la proposa au quotidien *The Star* pour l'élire « femme de l'année ». Ce qui fut fait... avant que le ministère de la santé ne la fasse transférer de son poste de médecin des prisons vers un hospice de vieillards, qu'elle quitta trois mois plus tard pour se réfugier à

Johannesburg, car elle était l'objet de menaces de mort téléphoniques et écrites continuelles...

● Au Chili, un chirurgien thoracique célèbre, professeur à l'université de Santiago, le docteur Pedro Castillo, fut arrêté, le 4 août 1985, mis au secret, puis banni dans une île désolée du sud du pays. Le crime du docteur Castillo était de présider la Commission nationale contre la torture et de diriger une campagne destinée à mettre fin aux complicités médicales dans la pratique — courante — de la torture au Chili.

Averti, le Collège américain de chirurgie, dont il était un membre correspondant éminent, entreprit une série de démarches à l'échelle de tous les collèges mondiaux de chirurgiens, et des autorités médicales internationales. Démarches fructueuses, puisque le docteur Castillo fut relâché, et qu'il reprit son action, bien qu'il soit destitué de son poste facultaire et que tous ses actes soient étroitement surveillés. Il n'est pas douteux que le harcèlement conduit notamment à Washington auprès du département d'Etat et de l'ambassade du Chili par la totalité des puissantes associations et académies médicales et scientifiques américaines a joué un rôle décisif dans la libération du professeur Castillo.

● En Union soviétique. Les docteurs Orr et Castillo continuent — dans des conditions difficiles — à exercer leur métier dans leurs pays

respectifs. Il n'en est pas de même pour le psychiatre soviétique, le docteur Anatoli Koriaguine, qui a été condamné, en 1981, à sept ans de travaux forcés et cinq ans de bannissement, et qui est gravement malade et alité à l'hôpital du camp de travaux forcés de Perm.

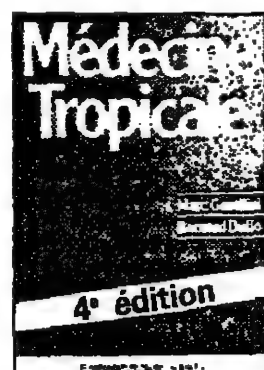
Le docteur Koriaguine avait formé, en 1977, un groupe de travail avec plusieurs de ses collègues pour établir un bilan clinique objectif de certains dissidents politiques qui avaient été internés et soumis de force à un traitement de neuroleptiques parce que, selon les autorités médicales officielles, ils présentaient des « psychoses schizophréniques ».

Après avoir examiné cinquante-cinq dissidents soumis à ces « traitements » d'un genre particulier, le docteur Koriaguine et ses collègues conclurent qu'il n'y avait aucune justification médicale aux traitements en question et donc aucune trace des prétendues psychoses indolentement diagnostiquées. En 1981, tous les médecins membres de cette commission étaient emprisonnés ou exilés...

Depuis lors, des démarches incessantes ont été et sont toujours entreprises par la communauté médicale mondiale en faveur du docteur Koriaguine, que des grèves de la faim prolongées ont conduit aux portes de la mort et auquel l'académie américaine a décerné, en 1983, son prix annuel « pour la liberté et la responsabilité scientifique ».

Dr E.-L.

l'ouvrage de référence en pathologie tropicale



Médecine tropicale
Marc GENTILINI
Bernard DUFLO

1986, 4^e édition entièrement remaniée, 864 pages, 400 figures, 480,00 FF. ISBN : 2-257-13394-3

Véritable traité de médecine générale, outil de travail incomparable pour les étudiants et indispensables pour le praticien.

De cette nouvelle édition, on retient de nouveaux thèmes traités :
● l'éducation sanitaire ● le sida tropical ● l'assainissement ● les maladies systémiques ● l'épidémiologie en médecine tropicale ● aspects médico-sociaux des migrations.

Ce qui fait aussi l'intérêt et l'originalité du livre :
● un moment thérapeutique ● un glossaire ● un lexique en plusieurs langues ● un chapitre « Conseils aux voyageurs » ● iconographie et cartographie très enrichies.

Ouvrage en vente en librairie ou par correspondance à VPC 26 - 26, rue Jacob - 75006 Paris. Joindre le règlement à l'ordre de VPC 26 en ajoutant 30,00 FF de frais de port et en remplissant la référence AM/31

Flammarion Médecine Sciences

Echographies en pagaille

Les femmes enceintes demandent de plus en plus cet examen, le corps médical réussira-t-il à s'entendre sur son usage ?

CINQUANTE mille exemplaires ; trente-deux pages : une brochure consacrée à l'échographie chez la femme enceinte sera, dans quelques jours, sur le bureau de chaque médecin généraliste français. Éditée par l'Unafomec (Union nationale des associations de formation médicale continue), elle a été financée, pour environ 300 000 francs, par le Fonds d'assurance formation de la profession médicale, une structure alimentée conjointement par le ministère de la santé et par la Caisse nationale d'assurance-maladie (1).

Les responsables de l'Unafomec veulent montrer tout le prix qu'ils attachent au « consensus » médical. Il s'agit, au terme d'un débat au sein de la profession, de définir des points d'accord et la conduite à tenir sur une question controversée.

Le premier sujet choisi — il y en aura d'autres — est l'échographie obstétricale, c'est-à-dire la surveillance, par un appareil à ultrasons, de la grossesse et de son évolution. Cet examen a été introduit en France dans les années 75, avec un extraordinaire succès. Plusieurs enquêtes de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ont ainsi établi qu'entre 1976 et 1981 le pourcentage de femmes enceintes ayant subi cet examen est passé de 11 % à 82 %.

On aurait pu penser que ce développement spectaculaire était dû surtout à des facteurs médicaux. « Antécédents de mort-né ou de malformations dans les grossesses précédentes, pathologie au cours de la grossesse », peut-on lire dans le document de l'Unafomec. « Ces facteurs ont eu un rôle moins déterminant pour expliquer cette explosion que les facteurs socio-économiques, l'âge, la filière de soins. » En d'autres termes, c'est le niveau élevé d'études, le nombre de grossesses antérieures et le recours à un spécialiste gynécologue qui déterminent ce mode de surveillance.

Cet examen est indolore ; il fournit une image du futur nouveau-né (ayant en cela un

considérable impact psychologique) ; pourquoi le refuserait-on ? Mieux, ce sont les femmes elles-mêmes qui le demandent, quand elles ne le revendiquent pas. Sur les questions élémentaires, en revanche, on ne dispose encore d'aucune réponse : que rechercher exactement et quand ? Quelle doit être la fréquence de ces examens ? Quel impact réel ont-ils sur la qualité de la surveillance de la grossesse, sur la santé du nouveau-né ?

En 1982, les médecins généralistes de l'excellente revue médicale *Prescrire* (2), soupçonnés d'être un « consensus » sur ce sujet, firent une enquête et relevèrent à cette occasion que, s'il n'y avait aucune discussion chez les spécialistes quant à l'intérêt de l'échographie lors de l'existence d'un processus pathologique, il n'y avait, à l'inverse, aucun accord sur le nombre et la date des examens à pratiquer de manière systématique. « Le caractère étonnant de ces images de la morphologie fœtale données par

l'échographie, écrivait alors *Prescrire*, risque de faire perdre de vue le caractère médicalement utile de ces indications. Faire trois à quatre échographies par grossesse pour rentabiliser des appareils plus ou moins performants coûte cher à la société sans autre bénéfice que celui de l'échographie. » En l'état actuel des connaissances, soulignait pour sa part il y a deux ans la conférence de consensus américaine, « rien ne justifie la surveillance échographique systématique de la grossesse ».

La France championne du monde

Où en est-on aujourd'hui ? Le débat scientifique n'est nullement réglé, alors que la France demeure la championne du monde en matière de consommation (3 millions d'échographies annuelles pour 700 000 naissances) et que cet examen — quelle que soit sa fréquence — est remboursé par les caisses de Sécurité sociale. Certaines équipes conseillent, à titre systématique, une échographie au cours de la grossesse ; d'autres en conseillent deux, et certaines trois. Et chaque médecin connaît des cas où ce chiffre est, souvent pour de simples raisons de convenance, largement dépassé. Tout se passe,



LA MOUCHE.

expliquent les épidémiologistes de l'INSERM (G. Bréart et collaborateurs) « comme si ce n'était pas sur l'analyse des effets réels de l'échographie qu'a été basée la décision d'utiliser mais plutôt sur l'analyse des effets théoriques, basée sur le postulat que plus on a d'informations meilleures sont les décisions ». Ce qui reste à démontrer.

Sans même aborder l'aspect économique de cette question (« les sommes dépensées pour les 3 millions d'échographies annuelles sont nettement supérieures à celles utilisées pour tous les autres diagnostics ou mesures thérapeutiques proposés aux femmes enceintes », estime le professeur Papiernik (hôpital Antoine-Bécère, Clamart), la définition d'un consensus sur ce thème paraît difficile à régler, évaluations chiffrées à l'appui, la question des points de vue divergents d'écoles différentes. La qualité des appareils, la qualification des échographistes pourraient également entraîner des prises en compte.

Reste que la recherche et la définition de consensus ne peuvent se faire par voie de brochure mais imposent une participation collective du corps médical. Elles sembleraient avoir été — non sans mal — trouvées sous le précédent gouvernement. Suffisamment en tout cas pour que M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'État à la santé, annonce au conseil des ministres la création, dès janvier 1986, d'une « Fondation pour l'évaluation des pratiques et des techniques médicales » (le *Monde* du 20 décembre 1985) que devait présider le professeur Émile Papiernik. Or, depuis mars dernier, ce projet est dans une impasse, les différentes parties prenantes ne s'entendant apparemment plus sur les moyens à mettre en œuvre. Quant aux pouvoirs publics, ils ne semblent pas vouloir aller de l'avant. Sur ce thème pourtant essentiel qui engage la médecine de demain, tout reste donc à faire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Pour faciliter la décision médicale, les experts en médecine. Une nécessité, une urgence pour la profession. Brochure de l'Unafomec rédigée par le docteur Pierre Agorger avec les docteurs Gilles Bardelay et Jean-Pierre Nour.

(2) L'échographie au cours de la grossesse, l'écho de la mode ? - *Revue Prescrire*, 1982, volume 2, numéro 17.

POINT DE VUE

Des biologistes casse-cou

par RÉGIS CHAMBERT (*)

L'AFFAIRE des cancers de l'institut Pasteur souligne douloureusement le fait que l'ensemble du personnel de recherche en biologie est soumis dans les laboratoires à des agressions à la fois permanentes et sournoises (la plupart d'entre elles étant indolores par nos sens et ayant des effets à moyen terme). Le biologiste moléculaire travaille aujourd'hui avec un arsenal de techniques infiniment plus dangereuses que celles utilisées par son « oncle » biochimiste de la décennie 1960-1970.

Les besoins d'une recherche de pointe imposent dans tous les centres de recherche l'utilisation de quantités importantes de radioéléments à durée de vie souvent courte mais à fort pouvoir ionisant (tel le phosphore 32 dont la radioactivité est 100 fois plus élevée à radioactivité totale égale que celle du carbone 14 ou du tritium). Elle impose aussi la manipulation de nombreux produits chimiques (volatils ou à l'état de poudre très divisée), de micro-organismes plus ou moins pathogènes rendus artificiellement résistants à une gamme d'antibiotiques et de virus oncogènes.

Depuis 1980, fin de la période sur les dangers potentiels des manipulations génétiques *in vitro*, les chercheurs ont, pour la plupart, renoncé à la vigilance la plus élémentaire ; les uns (les plus anciens) ayant les yeux fixés sur la hauteur de la pile de leurs publications ; les autres (les plus jeunes), totalement imprégnés à la « grande peur » qui avait assailli certains chercheurs à manipuler les gènes, il y a une dizaine d'années, n'ont pas été préparés à intégrer des préoccupations de sécurité à leur travail expérimental.

Les comités d'hygiène et de sécurité locaux sont chargés de contrôler les consignes de sécurité, de conseiller, d'inspecter les laboratoires. Ce n'est pas si mal, mais les événements de l'institut Pasteur et ceux plus anciens de l'institut de génétique d'Orsay devraient ouvrir dans les communautés de chercheurs des débats autour des trois thèmes suivants :

1. — L'activité du chercheur en biologie moléculaire est devenue une activité à risques. Il faut donc entreprendre les enquêtes épidémiologiques nécessaires à l'identification des maladies professionnelles susceptibles de frapper les personnels de recherche ;
2. — Il faut trouver les moyens de faire appliquer des règles de sécurité élémentaires dans les laboratoires, comme le port de blouse (trop de jeunes chercheurs partent à la conquête du savoir biologique comme le cow-boy à la conquête de l'Ouest, en blue-jeans et chemise à carreaux), l'interdiction des pique-niques sur un coin de paillasse ou de l'installation d'un coin café permanent au milieu du labo ;
3. — Il faut préparer sérieusement les étudiants qui choisissent cette activité de recherche à évaluer et maîtriser le mieux possible les risques et périls auxquels ils vont être confrontés et leur assurer une formation minimale préalable.

Le « syndrome pasteurien » laissera des traces, quelles que soient les conclusions de la commission d'enquête. Certains chercheurs inconnus, subordonnant tout à un « scoop » scientifique, seront peut-être moins sensibles à certaines précautions triviales de sécurité. Mais surtout, l'ensemble du personnel de recherche réalisera, une fois de plus, que l'institution scientifique est incapable par le jeu de ses forces internes d'assumer publiquement les effets déléteurs de son activité.

Les silences, les demi-mensonges, les statistiques habilement manipulées par ses responsables font naître d'inquiétants soupçons quant au prix qu'elle est prête à payer pour maintenir son prestige, son autorité, ou ses intérêts...

(*) Membre du comité d'hygiène et de sécurité de l'institut Jacques-Monod.

Un œil tout neuf

Des chercheurs lyonnais viennent de mettre au point une lentille intra-cornéenne à partir du placenta humain. Une avancée technique et économique remarquable.

À l'issue d'un an et demi de recherches — menées conjointement par les laboratoires Dominiens de Lyon, l'institut Mérieux, l'institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et la société Essilor, des chercheurs de Lyon viennent de mettre au point la première lentille à base d'un biomatériau — le collagène 4 transparent — une lentille prête à être incorporée à la cornée de l'œil, de façon à corriger myopie, hypermétropie et astigmatisme, à l'issue de l'opération de la cataracte. Une avancée technologique et économique remarquable si l'on pense que les Français sont actuellement les seuls à disposer, sur le marché mondial, de cet « implant intra-cornéen » en bénéficiant, de surcroît, d'un soutien aussi important que le placenta humain.

Jean-Michel Bonabosch, président-directeur général des laboratoires Dominiens, spécialisés dans la technique et la fabrication des implants intra-oculaires, explique : « L'institut Mérieux, seul à l'heure actuelle, collecte chaque jour une dizaine de tonnes de placenta humain. Il le fait à travers dix mille centres de froid dont il a équipé différents hôpitaux et cliniques dans le monde. De ces dix tonnes, il extrait quotidiennement des gammaglobulines, de l'albumine, qui sont utilisées en chirurgie, mais aussi du collagène que l'on retrouve dans la cornée et le cristallin. L'équipe de Mérieux a pu isoler ce collagène 4 transparent et nous avons réussi à en faire des lentilles. »

Cent cinquante mille opérations de la cataracte ont été réalisées en France pour la seule année 1985, grâce à la chirurgie de l'aphakie et selon deux interventions mises au point par l'Américain Kaufmann et le Colombien Barraquer. « Nos recherches sont braquées sur ces deux interventions, l'épikératophakie et l'épikératophakie », explique le docteur Jacques Charleux, chirurgien ophtalmologue de Lyon, qui contrôle l'ensemble de l'opération : « Nous parlons donc d'interventions qui ont déjà été inventées, mais pour lesquelles nous apportons un matériau nouveau, qui est d'origine humaine, et qui semble d'une très bonne tolérance biologique. »

Cet implant intra-cornéen étant acquis, il reste deux points-clés à clarifier : l'adaptation effective sur le patient, en poursuivant les études immunologiques, et la définition du meilleur type d'interven-

tion à pratiquer (la kératophakie semblant actuellement la plus intéressante). Cela étant, l'arrivée de ce nouvel implant en micro-chirurgie présente d'incontestables avantages. Il ne sera plus nécessaire, en effet, de faire appel à une cornée de donneur humain, ni à la banque des yeux, l'implant de collagène 4 devenant disponible en permanence, à la faveur de sa fabrication industrielle. Le problème de pénurie de cornée que l'on commençait à craindre, s'en trouve, par là même, résolu : ce qui constitue une évolution sans précédent.

Autre conséquence remarquable enfin, le nouveau « produit » se recouvre de cellules vivantes comme une cornée normale. Phénomène impossible avec un matériau synthétique. Les partenaires français ont à profiter maintenant de leur incontestable avance.

MICHEL LECOMTE.

BIBLIOGRAPHIE

Les métiers de la recherche

Qu'est-ce que la recherche biologique et médicale ? N'y a-t-il que des médecins dans les laboratoires français ? Les labos prennent-ils des stagiaires ? Quelles sont les filières de formation ? Que représentent les biotechnologies ?

Un guide conçu par l'institut national de la santé et de la recherche médicale répond à ces questions et à mille autres, concrètes, que se posent les jeunes sur le monde, parfois complexe, de la recherche médicale et sur les filières de formation. Un index, région par région, de toutes les adresses utiles complète cet ouvrage destiné aussi bien aux bacheliers, aux étudiants, qu'aux enseignants et aux parents.

★ Guide des métiers de la recherche. INSERM, 191 p., 25 F.

Un hôpital volant

Le programme Orbis célèbre son quatrième anniversaire. Cet avion-hôpital, destiné à soigner les maladies oculaires, sillonne le Proche-Orient.

Il y a actuellement dans le monde quarante-deux millions d'aveugles, et un demi-milliard de personnes souffrant de maladies pouvant entraîner la cécité. Pourtant, les deux tiers de ces cas pourraient être évités ou soignés si les techniques et connaissances *ad hoc* étaient suffisamment répandues. C'est de ce constat qu'est né, aux États-Unis, le programme Orbis, sous l'impulsion d'un ophtalmologue de Houston, le docteur David Paton.

Il y a un peu plus de quatre ans, le 1^{er} mars 1982, un DC-8 d'une grande compagnie aérienne américaine décollait de New-York avec, à son bord, une équipe de médecins, d'anesthésistes et d'infirmières. Converti en hôpital volant, l'appareil emportait également une salle et un bloc opératoire équipés d'un matériel ultra-moderne de diagnostic, de micro-chirurgie et de laserthérapie. Place avait en outre été faite, dans la carlingue, pour une régie de télévision en circuit fermé et une mini-salle de conférences.

Depuis lors, le DC-8 d'Orbis et son équipe — une vingtaine de personnes auxquelles se joignent bénévolement, pour une période d'un semaine, des spécialistes de la chirurgie oculaire de diverses nationalités (1) — ont effectué 33 missions dans 38 pays, essentiellement dans le tiers-monde, les dernières en date étant l'Irak et la Jordanie.

En quatre ans, plus de trois mille patients ont été traités à bord de l'avion. A quoi s'ajoutent les opérations effectuées par les médecins d'Orbis dans les établissements hospitaliers des pays visités.

Le but de l'exercice est avant tout de permettre aux patients et aux personnels soignants de ces pays de se familiariser avec les

techniques les plus avancées ; d'améliorer les résultats obtenus avec les moyens disponibles localement, et d'échanger expériences et informations. Les cas traités sont choisis en fonction de leur valeur pédagogique — traitement de la cataracte par un bilan cristallin greffé de la cornée, utilisation du laser, chirurgie plastique des paupières et traitement des tumeurs sont les opérations les plus souvent pratiquées.

Des médecins locaux sont invités à opérer aux côtés de ceux d'Orbis, ou à suivre les interventions chirurgicales sur des écrans de télévision. Certaines de ces interventions sont enregistrées sur bandes vidéo.

S'adapter à chaque pays

Orbis est ainsi en mesure d'aider les ophtalmologues rencontrés au fil des missions à acquiescer ce qu'aucun congrès scientifique ne peut leur donner : une connaissance pratique de ce que les progrès de la médecine, très rapides en ce domaine, peuvent apporter à leur art. L'utilisation d'un avion-hôpital a un autre avantage : celui d'attirer, par son côté spectaculaire, l'attention des pouvoirs publics sur des problèmes de santé aux dimensions alarmantes.

Les principales causes de cécité auxquelles sont confrontés les médecins d'Orbis sont la malnutrition, l'hérédité et les grandes endémies, telles que l'onchocercose et le trachome ; dans le sous-continent indien, par exemple, les cas de cataracte, que l'on compte par millions, sont souvent dus à une carence en vitamines. Vient ensuite les maladies typiques

ment ophtalmologiques (glaucome, en Afrique notamment) et les complications dues au diabète.

« Un séjour de trois semaines — la durée d'une mission — nous permet d'aider les autorités du pays-hôte à définir leurs besoins. Grâce à la présence de techniciens dans notre équipe, nous pouvons aussi leur être utiles pour la manipulation ou l'entretien de certains équipements, et l'obtention de pièces de rechange », souligne l'un des médecins d'Orbis.

La diversité des situations rencontrées dans les pays en voie de développement oblige cependant à un effort constant d'adaptation. Il n'y a en effet aucune commune mesure entre tel pays asiatique — où de trop rares ophtalmologues doivent opérer à la chaîne des malades atteints de cataractes, avec des moyens rudimentaires et la Jordanie, où Orbis en est à sa deuxième mission, et où des interventions aussi délicates que les transplantations de la cornée sont aujourd'hui monnaie courante.

Il n'est pas rare que les spécialistes qui participent temporairement aux missions d'Orbis soient ensuite invités à revenir dans les pays visités, à titre personnel. Une façon de maintenir le contact avec les médecins locaux, ce qui est également l'un des soucis des promoteurs du projet Orbis, lequel favorise l'émergence d'une sorte d'internationalité de l'ophtalmologie.

Orbis est une organisation à but non lucratif. Les 5 millions de dollars nécessaires chaque année au financement de ses activités proviennent pour moitié de l'Agence américaine pour l'aide au développement (USAID). Le reste vient de dons, en argent ou en nature, de sociétés industrielles et commerciales, de fondations ou de donateurs individuels. Une grande partie des équipements médicaux et audiovisuels d'Orbis lui ont été également offerts.

EMMANUEL JARRY.

(1) Cinq ophtalmologues ont, à ce jour, participé aux missions d'Orbis.

Kateb

Culture

Kateb Yacine, à côté du Festival



« sa moustache et la bonté féroce de ses yeux de tigre »
Il rêve d'un socialisme utopique qu'il identifie à l'Albanie. Il veut écrire une pièce sur l'Afrique du Sud, pense à une œuvre collective d'auteurs venus de différents pays pour ne plus monopoliser les mal-
heurs de l'oppression, ne plus rester indifférents aux souffrances des autres...
Dans quel paradis Kateb Yacine pourrait-il vivre, si ce n'est dans le paradis de la mort ?

AVIGNON

La souffrance furieuse de Kateb Yacine, Algérien, poète et révolté, ne s'est pas apaisée.

C'était à Alger, il y a une dizaine d'années, Kateb Yacine, à propos d'un spectacle de lui, la Guerre de Crémieux, avait été invité par Alain Crombeque au Festival d'automne. Le spectacle est venu aux Bouffes du Nord. Pas lui, il n'a pas été autorisé.

Kateb Yacine est aujourd'hui à Avignon, à côté du festival. Il participe à un séminaire sur les racines méditerranéennes du théâtre, organisé par le CELA. Ses cheveux sont blancs, il a gardé sa silhouette mince, ses mêmes gestes nerveux des mains, le même visage creusé, une même détresse ironique dans ses yeux insondables. Sa première phrase est : « La mort est proche, elle est la fiancée suprême, celle qu'on épousera à la fin des fins, et elle aura un regard très sévère ».

Il n'a pas changé. La première interview, c'était il y a presque vingt ans pour Les autres redoublent de férocité, salle Guernier. Puis il y a eu sa pièce sur Ho Chi Minh, l'Homme aux semelles de caoutchouc. Sa souffrance furieuse ne s'est pas apaisée. Il demeure le poète de tous les instants, une sorte d'Artaud babyle, en perpétuel état de déshérence et de révolte. Il clame : « J'ai beaucoup de choses à dire ». Ces choses qu'il dit, écrit sans se lasser de

ne pas être entendu. Ses paroles bondissent d'une émotion à l'autre sans se soucier de cohérence.

Il raconte : « Je suis né d'une mère folle, très folle. Elle était généreuse, simple, et des perles coulaient de ses lèvres. Je les ai recueillies sans savoir leur valeur. Après les massacres, je l'ai vue devenir folle. Elle, la source de tout. Elle se jetait dans le feu, partout où il y avait du feu. Ses jambes, ses bras, sa tête n'étaient que brûlures. J'ai vécu ça, et je me suis lancé tout droit dans la folie d'un amour impossible pour une cousine déjà mariée... Quand j'étais un peu d'argent, je buvais. Je me suis débrouillé pour boire beaucoup. Un matin, je suis entré dans un bar décoré comme un bateau et qui s'appelait l'Escalier. Je suis entré, j'ai demandé un blanc sec. Il était très tôt, j'étais seul, mais un homme est arrivé, corpulent, blond. Il portait un chapeau. Forcément, nous avons parlé. Je lui ai dit mon ennui des études et que j'écrivais. Comme par hasard, il était imprimeur. Il était pris dans la répression contre le pétainisme. Il avait publié un journal... Comme imprimeur, il n'avait que quelques jours à vivre. C'est lui qui m'a donné ma première chance, il m'a édité à mille exemplaires. Il paraît qu'il vit toujours et qu'il est clochard à Marseille ».

Kateb Yacine affirme ne pas avoir d'ambition, et c'est totalement vrai, lui qui vit ses idées au point d'avoir abandonné la langue fran-

çaise — à laquelle il nait donner tant de fulgurante chaleur lyrique — pour l'arabe populaire : « Quand j'ai commencé, je me suis trouvé à demi analphabète. L'Algérie est baillonnée, cloquée, ses bras ne sont pas assez forts pour accueillir tous ses enfants. J'ai vécu dix ans en France, je connais les pièges de la francophonie. Mais nous avons un problème de langue. Elle est liée à la religion, elle en est le véhicule. Je suis profondément anti-religieux ».

On peut même dire : féroce. Pour Kateb Yacine, toute religion monothéiste « fait un grand mal à l'humanité, on peut le vérifier partout. Ce ne sont pas des erreurs occasionnelles, c'est systématique ».

« Tendre la joue gauche, signifie se soumettre, refuser d'être responsable de soi. L'islam veut revenir à une pureté qui n'a jamais existé. Les mosquées sont des repaires où se rassemblent les ennemis d'eux-mêmes et des autres, qui profitent des faiblesses du régime militaire. Je ne nie pas sa nécessité, mais alors qu'il la prouve. Je l'interroge ».

La position de Kateb Yacine en Algérie n'est pas confortable. Où le serait-elle ? Il a combattu pour l'indépendance, est allé en prison « pour avoir trop cru aux principes de 1789. Aucun écolier français n'a vécu avant que moi aux récits de la Révolution ». Mais il déplore le « moralisme plat » des Français oubliant qu'ils doivent leur liberté aux mains sanglantes de Danton, Robespierre, Babeuf, des humbles

FIGURE

Anne Wiazemski

Le cours tranquille de la qualité

Sur le même chemin de la qualité, Anne Wiazemski s'équilibre entre cinéma et théâtre. Elle joue le Drame de la vie, de Valère Novarina, au Théâtre municipal, du 13 au 20 juillet.

on répète, il y a des idées qui travaillent, des répliques qui vous poursuivent...

Et puis, il y a les amis qui jouent et qu'elle va voir. Elle va les voir eux, plus que le spectacle. « Je suis solitaire », dit-elle. Bien sûr, quand elle veut se changer les idées, elle va dans les festivals de cinéma. « Je saute sur toutes les occasions de fuite. J'aime voyager, naturellement. Mais, dans les festivals, l'overdose de films vous lave la tête d'une autre façon. Et il y a toutes ces rencontres, j'aime bien les rencontres ».

C'est la première fois qu'elle vient à Avignon, naturellement, elle a le trac. De toute façon, elle l'a. La peur lui est venue avec l'expérience. Une peur concrète, simple : « Est-ce que je vais y arriver, et comment ? ».

Alors, elle se lie aux autres au théâtre, elle fait partie des comédiens qui n'ont pas peur, qui ne craignent pas leur « tyrannie ».

Une autre peur lui est venue, celle du temps : « Ça commence après trente ans, dit-elle. On perd l'impression d'avoir la vie devant soi. Il m'est arrivé de passer deux ans sans travailler, mais j'étais plus jeune, j'avais moins conscience du temps perdu ».

Quoi qu'il en soit, Anne Wiazemski ne se sent pas capable de solliciter un rôle : « J'ai vécu avec un metteur en scène [L. Godard], je suis à quel point ils sont poursuivis, je connais leurs réactions. A moins d'y croire à 100 %, elle ne veut pas se trouver dans la situation de parasite. Mais quoi faire ? « On ne peut pas rester seule dans son coin, devant son téléphone... »

Elle a demandé à son oncle, Claude Mauriac, de lui écrire une pièce : « On ne se connaît pas beaucoup, ce qui d'ailleurs veut mieux. Je l'admire, et jouer un rôle écrit pour vous peut être payant. Le succès d'un film comme Tensus de soirée tient à ce qu'il est un coup de poing dans la mollesse environnante et à ce que Bertrand Blier a écrit pour les comédiens ».

Anne Wiazemski se donne quelques buts : trouver des rôles comiques, jouer Marivaux, Tchekhov surtout : « Je vois défilier avec inquiétude les signes des Trois Sœurs... Mais, vraiment, je ne fais pas de plan de carrière. Par paresse. D'abord par crainte. Je ne veux pas passer à un avenir trop lointain. Je ne veux pas penser à la fin de mes jours. Je suis là pour un moment, j'espère ».

Propos recueillis par COLLETTE GODARD.

« Les Filles du chef »

Quelques éclats d'absurdité

L'Afrique est très puissante au festival avec sa musique, ses textes, ses arts plastiques, mais on cherche, en vain une quelconque expression africaine dans le spectacle de Grand Magasin, Les Filles du chef. Qu'il s'annonce conçu « d'après des contes nigériens » n'est que le premier leurre d'une réalisation qui procède par fausses pistes et subversion de la logique narrative. En fait, Pascal Murin et François Hiffner n'utilisent les situations de ces contes que pour se livrer à des jeux de combinaison qui évitent les avalanches d'alternatives de certains récits oulipiens. Seulement, Quo-veau et ses érudits racontent tout juste quelque chose dans leurs récits inter-actifs, alors que Grand Magasin se contente de tricoter du non-sens. Il en résulte parfois d'heureux éclats d'absurdité qui auraient pu plaire à Lewis Carroll, mais le plus souvent ne subsiste que le bruit des mots. La machine langagière finit par patiner, les rires aux éclats.

Faute de vrai génie burlesque, Les Filles du chef relèvent moins du théâtre que du graphisme animé. Pascal Murin et François Hiffner savent équilibrer une composition de lignes et de couleurs dans laquelle leurs silhouettes et leurs mouvements s'intègrent efficacement. L'effet plastique, évocateur du style minimal de certaines bandes dessinées branchées, est d'une indiscutable qualité. Dans la publicité, les protagonistes de Grand Magasin feraient merveille. Une vocation manquée ? Pas tout à fait puisqu'ils revendiquent des liens privilégiés avec le monde de la consommation. Ce n'est pas par hasard qu'ils sont aidés, pour cette création, par les Galeries Lafayette d'Avignon.

BERNADETTE BOST.

* A la chapelle des Pénitents-Blancs, à 21 h 30, jusqu'au 18 juillet.

MUSIQUE

Cordes à Mirecourt

Pour que vive la lutherie

La plupart de ses ateliers de lutherie avaient fermé. Une petite cité des Vosges se mobilise pour la reconquête de son âme.

Justement réputés depuis trois siècles, les violons de Mirecourt ont failli rendre l'âme lors de la fermeture de la plupart des ateliers de lutherie qui avaient fait la fortune de cette petite cité des Vosges et plus encore celle des revendeurs parisiens, trop heureux de s'approprier si bien et à si bon marché... Les efforts des pouvoirs publics, la création d'un lycée spécialisé mais aussi la détermination des rares luthiers décidés à reconquérir un marché où l'industrie ne laisse plus guère de chance à l'artisanat, tendent à enrayer un processus qui semblait fatal, mais la partie n'est pas gagnée pour autant.

Mirecourt compte aujourd'hui dix mille habitants environ, et si l'on voit des ébauches de violon au milieu des débris des plus diverses dans les vitrines de quelques magasins (sauf chez un discaire qui ne s'occupe visiblement que de musique en conserve), si l'on peut même acheter en souvenir un baromètre-guitare, on est frappé par le nombre des maisons à vendre. Par une curieuse ironie, les annonces de l'Agence immobilière sont inscrites sur des cartons en forme de violon...

C'est dans ce contexte qu'est née, à l'initiative d'un luthier fraîchement installé, une association pour la promotion de la facture instrumentale de Mirecourt, dont la principale manifestation publique est le Festival des cordes, qui fête son

sixième anniversaire et rayonne pendant un mois sur toute la région : quatre concerts à Mirecourt, trois à Contrreville, trois à Vitte, deux à Plombières, un à Mirecourt, un autre à Vaucourt. Beaucoup d'artistes viennent de Paris, mais une place presque égale est réservée à ceux qui sont nés ou se sont fixés en Lorraine : Henry Ledroit (haut-contre) et la Nuove Musiche, la violoncelliste Aleth Lamasse, les Quatuors Verlaine et Stanislas, le guitariste Frédéric Ben Attar, l'ensemble orchestral Ad Artem de Metz.

A Mirecourt, on pourrait rêver que les concerts aient lieu dans le petit théâtre (cent vingt places), vestiges d'une époque plus faste, mais, face à la caisse d'épargne refaite à neuf — et qui subventionne en partie le festival, — le bâtiment presque ruiné : des planches croisées barrent l'entrée en haut des escaliers ; à travers les vitres brisées on aperçoit les frises du foyer et, si la salle prend assez d'eau par les interstices du toit pour être à l'abri du feu, sa mise en conformité avec les règlements des pompiers coûterait presque autant que la construction d'une autre ; avec le charme en moins, il est vrai.

Des bancs historiques

Le festival a la ressource d'utiliser l'église Notre-Dame, dont l'acoustique se révèle assez satisfaisante. La principale curiosité de cet édifice, construit au XIV^e siècle en grès des Vosges, réside dans ses bancs classés monument historique. En effet, chaque famille y avait son nom inscrit sur les dossiers, et les différences de gravure, les retouches, les grattages

suggèrent à la fois la permanence et les transformations d'une communauté villageoise. Ces bancs incommodes, aussi étroits qu'indéplacables, incitent les festivaliers prévoyants à apporter des coussins, comme à Orange.

Les guitares de Mirecourt n'étaient pas moins réputées que les violons. Si la facture n'a pas suivi l'évolution récente de l'instrument, c'est que les luthiers ont perdu le contact avec les interprètes, dont les exigences obligent à une redéfinition permanente et fructueuse. Depuis Alexandre Lagoya, il y a trois ans, le festival n'avait pas invité de guitariste. Ancien élève d'Alberto Ponce et actuellement professeur au conservatoire de Nancy, Frédéric Ben Attar, qui montre un intérêt aussi vif pour la musique ancienne que pour la création contemporaine, proposait un programme et une esthétique de l'instrument très différents.

Après la Deuxième suite pour luth, de Bach et le virtuose Rossini, de Giuliani, son répertoire comportait entre autres les cinq Choros, de Villalobos et culminait avec deux pièces de Maurice Ohana : Tiento et Planté. La première de ces œuvres est devenue en trente ans un classique de l'instrument. Mais on ne l'entend pas souvent interprétée de façon si nette et si forte.

GÉRARD CONDÉ.

Le dernier concert du Festival sera donné par l'ensemble Ad Artem le 18 juillet à Vaucourt. Au programme : Corelli, Mozart, Janáček et Tchaïkovski. Tél. : 29-37-37-37.

* L'exposition « Mirecourt, trois siècles de lutherie », organisée dans la salle des Halles, se poursuivra jusqu'au 20 juillet.

A Saint-Paul-de-Vence

Une création de Pierre Henry

Le Portrait-Souvenir de Pierre Henry dédié à François Dufrenoy qui vient d'être créé à la Fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence, est une explosion de séquences colorées, rapides, violentes, où la voix du poète lettriste et ses associations d'idées, ses éruptions grandioses, sont mêlés à des myriades de sons crus et cruels avec une chaleur d'expression, un dynamisme d'une jeunesse qui rappellent la Symphonie pour un homme seul et parfois les tragiques Fragments pour Artaud, mais avec la virtuosité d'un créateur dans toute la force de son art, libérant toute l'énergie contenue après la longue ascèse formelle de sa Hugo-Symphonie... J.L.

* Parmi les prochaines Nuits de la Fondation Maeght, préparées par Blaise Cendrars, signées du programme Stravinsky (le 16) et surtout le grand hommage à Jean Barraqué (le 18 juillet).

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

BARRY LYNDON

OSCAR

de STANLEY KUBRICK

RYAN O'NEAL, MARISA BERENSON

avec PATRICK MCGEE, HARRY KRIEGER, DIANA KOERNER, GAY HAMILTON

Produit par Dore Jan Harlan

"C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... un chef-d'œuvre."

L'EXPRESS

EXPOSITION

L'INSTITUT DE FRANCE DANS LE MONDE ACTUEL

Les Cinq Académies au service de la culture et de la recherche, un mécénat de tradition aux dimensions du monde moderne, un patrimoine artistique unique en France.

au Musée Jacquemart-André
158, BOULEVARD HAUSMANN, PARIS (8^e)
tous les jours de 11 h à 18 h, du 6 mai au 20 juillet.

ÉTUDES SECONDAIRES

Programme Français
Internat mixte
ÉCOLE TÖPFFER
CH-1206 GENÈVE
Av. Eug.-Pittard, 21
Tél. : 19-41/22-47-29-94

POINT DE VUE

Des biologistes casse-cou

par RÉGIS CHAMBERLAIN

L'APPAREIL des oiseaux de mer est un véritable casse-cou. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

al volant

al volant

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger. Les biologistes ont découvert que les oiseaux de mer ont un système de navigation très complexe. Ils utilisent leur sens de l'équilibre pour se diriger.

Culture

VAISON-LA-ROMAINE

Le Songe d'une nuit d'été
Amoureux et fou

Musique, danse, mistral et féerie, l'esprit de Shakespeare a soufflé sur cette représentation du Songe d'une nuit d'été.

L'esprit de Shakespeare a vraiment soufflé sur le théâtre antique de Vaison-la-Romaine : les senteurs de la nuit, portées par le mistral qui rend un peu fou, parfumaient l'amusant parc, son arbre gigantesque et ses bosquets de plastique pivotant autour des ruines grecques, reconstituées sur scène pour s'accorder avec le cadre... romain. C'était bien un « songe d'une nuit d'été » que nous offrait le directeur du Festival, Pierre-Jean Barolomé.

On avait eu grand peur cependant au début : un prologue incompréhensible pour qui n'avait pas lu le programme, des acteurs parlant et jouant à la diable, une troupe joyeuse d'enfants lancés sur le plateau, tout cela floutait le patronage. Même l'Orchestre de Montpellier, confronté au plein air, prenait une couleur bien aigrelette.

Et puis, la fleur magique de Puck, amoureux et fou (Christophe Ridel) une fois jetée dans nos yeux, la soirée se trouva transfigurée, et nous primes grand plaisir à cette fête à la bonne franquette, populaire dans le meilleur sens du mot, rafraîchissante après les spéculations mozartiennes un peu guindées, cent fois remises sur le métier, d'Aix-en-Provence.

La musique de scène de Mendelssohn, pour une fois intégrale et même augmentée de l'adagetto de la Symphonie italienne ainsi que d'un air de concert très beau quoique un

peu long, donnait le ton, jeune et grisant, sous la direction de Cyril Dieckhoff qui ne manque pas une occasion de s'engouffrer dans un vrai lyrisme. Ghislaine Thesmar et Michael Denard apportaient leur professionnalisme, la dignité et le mystère de la danse à Titania et à Oberon, avec un talent d'acteurs qui démentait les rapports complexes du couple féérique. Quatre jeunes gens irrésistibles (Florence Castéra, Agnès Bretel, Philippe Probst et Jean Vincent Bondic), tout en blanc, nous rendaient amoureux de leurs couples livrés aux passions les plus vives et désordonnées. Les Petits Chanteurs de Paris bousculaient le cérémonial, en rappelant qu'il n'y a pas de conte de fées sans esprit d'enfance. Et les charges outrancières des artisans, issus des quatre parties du monde, dont on riait de bon cœur, proclamaient l'universalité de Shakespeare et le droit de tous à mêler les trécons de son esprit aux comédies les plus raffinées : n'est-ce pas d'ailleurs un petit Indien qui est la pomme de discorde et de réconciliation du couple royal des fées ?

Il est impossible de citer tous ceux qui ont participé à ce spectacle charmant qu'on pourra revoir à l'Opéra de Montpellier (coproduit avec la Société générale, les parfums Laubin et l'Action musicale Seita) : le chorégraphe Jean-Christophe Maillot, le scénographe Roger Bernard, l'exquise fée soprano Janet Perry, les chœurs de l'Opéra de Montpellier, le ballet de Tours, etc.

JACQUES LONCHAMPT.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Un miroir

1 En 1978 déjà...

Il y a huit ans — on s'en souvient peut-être, — le président de la République, M. Giscard d'Estaing, après les élections législatives de 1978, qui virent la victoire, d'une courte tête, d'une majorité hétéroclite et divisée sur l'essentiel de socialistes, de radicaux de gauche et de communistes, dut faire appel, quoi qu'il lui en coûtât, mais comme il l'avait laissé entendre dans son fameux discours de Verdun-sur-le-Doubs, au premier secrétaire du PS, M. François Mitterrand, pour former le nouveau gouvernement de la France.

Il n'était pas nécessaire d'être grand clerc en politique pour se douter que cette coalition d'intérêts ne voudrait rien pour le pays. Mais enfin, les Français si capricieux ayant écarté le « bon choix », à la loi démocratique il fallait bien obéir. M. Giscard Defferre, ami de longue date du premier secrétaire, avait été chargé du ministère de l'Intérieur. M. Giscard d'Estaing ne s'y était pas opposé. En d'autres circonstances, il avait pu apprécier les qualités d'homme d'Etat et le patriotisme du maire de Marseille. Avec lui, il était sûr que les hommes de la subversion ne noyauteraient pas trop notre administration. Et puis Giscard se souvenait avec sympathie de cette Fédération démocrate-socialiste qu'en 1964 Defferre avait tenté de mettre sur pied avec quelques autres hommes de bonne volonté, cette fédération si éloignée du programme commun et de ses excès. M. Defferre, alors, n'avait pas réussi. Mais ce qu'il avait tenté, serré en 1984, c'est ce que lui, Giscard, en 1974, lorsqu'il avait été élu président, avait voulu réaliser, récolter. La direction était la bonne, la même : gouverner au centre, avec deux Français sur trois (tiens, il faudrait qu'il retienne cette formule, qui ferait un joli titre de livre !), si possible.

Hélas ! en quatre ans, M. Giscard d'Estaing n'avait pas pu mener à bien ses grands projets, gérés avec entourage et qu'il avait été par les godillots du RPR, qui ne comprenaient rien à la mode et qui manquaient désespérément d'une dalle d'atout. Et, quand il n'avait plus eu à supporter les mauvaises manières de M. Chirac, qui avait toujours l'air de lui réclamer la monnaie de son élection, il avait dû souffrir M. Barre, qui pourtant lui devait tout. Ce monsieur Je-sais-tout de l'économie semblait toujours lui reprocher ses dépenses. La France et lui avec étaient deux efforts qui auraient vécu au-dessus de leurs moyens.

C'est vrai que le franc n'était plus ce qu'il était. Mais on n'allait pas remonter jusqu'au vase de Clovis et à la culte de Dagobert pour mettre de l'ordre dans nos finances. M. Barre avait si bien accumulé les pots de confiture dans les buffets nationaux que M. Mitterrand était à Matignon. M. Giscard d'Estaing prenait avec une philosophie qui étonnait ses intimes et favoris l'admiration des Français cette inaction en pleine année scolaire d'une nouvelle classe dont bien peu de trognons lui étaient pourtant familières.

Le bon visage princier de Poniatowski, généralement enluminé de la couleur d'une pomme mûre, avait soudain verdi sous l'effet de l'inquiétude que lui inspirait le sort de Valéry, livré aux quolibets d'hommes sans qualité. Par précaution, il avait tenu à assister d'une lucarne dérobée au défilé des bêtises de la gauche dans la cour de l'Elysée,

lors du premier conseil, prêt à sabrer, avec son cimetière de fidèle mamelouk, les méchants. Les grands labradors du maître, dont l'odorat n'était pas encore habitué à l'absence de la Mitterrand, le Filloud, le Méandroux, avaient été parqués nuitamment par les gardes du palais sur le derrière, dans les jardins de l'Elysée.

2 Dupont et Dupond

Giscard goûta en esthète la nouvelle donne que la France lui avait servie. Ces trente-trois brailleurs qui l'entouraient lors du conseil n'étaient pas de mauvais bougres. Ils lui rappelaient sa jeunesse, ses souvenirs d'Occupation, la camaraderie des camps, la franchise des rapports. Et s'il n'avait pas eu en face de lui Mitterrand, s'il n'avait pas dû souffrir les interventions bêcheuses de Fabius et de Rocard, qui l'obligeaient à se souvenir que la politique n'était pas qu'une partie de plaisir, que dans trois ans à peine on serait en 1981, Giscard aurait considéré comme une récréation ce gouvernement qu'on lui avait infligé.

Il faut dire que le gouvernement du front commun de la gauche une accumulait les bêtises. Que ce soit en matière de télévision, où l'on avait rétabli le monopole de l'ORTF et du directeur unique, alors que les Français avaient appris à apprécier leurs trois chaînes séparées les unes des autres, avec chacune son PDG, ou en matière fiscale, les socialistes et leurs alliés jouaient de malheur. En trois mois, les sondages indiquaient clairement que Giscard avait presque retrouvé sa fraîcheur de 1974 : quand il remontait à pied, comme un jeune homme, les Champs-Élysées et que les vœux de la France l'accompagnaient.

Après la mort brutale — comme un chène qu'on abat — du grand vieillard en 1970 et la mort surnoise, pernicieuse, de Pompidou, qui avait failli aux qualités terribles qu'on lui prêtait, la France avait eu besoin d'une cure de jeunesse, de se refaire une santé. C'est cette recherche qui lui avait fait préférer, d'un cheveu, Giscard à Mitterrand, dont c'était pourtant l'heure en 1974. La 0,7 % de plus qu'elle avait fini par accorder à Giscard, c'était toute la distance qui séparait la date de naissance des deux prétendants. Il avait fallu dix ans, 1926 pour 1916, pour faire osciller la balance.

En élanant au demi-point un homme de moins de cinquante ans, notre pays avait voulu se mettre à l'abri du défilé de la mesure de ses moyens. Giscard, qui n'avait jamais vraiment douté, dans sa suffisance, qu'il serait réélu en 1981 — sinon, pourquoi se représenterait-il ? — en doutait d'autant moins depuis l'arrivée de la coalition boiteuse. En adoubant — c'est-à-dire en déplaçant une pièce tout en se réservant le droit de la remettre à sa place, — les Français venaient de lui rendre un fier service. En 1981, sans l'échec de sa majorité, on l'aurait probablement réélu par crainte : après le pas de côté qu'ils s'étaient permis, les Français le réalisaient avec soulagement.

Il faut dire que sur un point sensible ce pauvre Defferre, à l'intérieur, avait multiplié les gaffes. Que n'avait pas dit ces malheureux gens de gauche pour se faire être ? Que n'avaient-ils promis ? Grâce à la sérénité du

COMMUNICATION

L'avenir de la télévision de demain

Le sort du satellite TDF 1
divise le gouvernement

dernière de botter en touche. Il a fait savoir qu'aucune des solutions proposées n'était politiquement acceptable.

● Pour suivre le pari du satellite lourd, c'est risquer de se retrouver dans une impasse technologique et d'isoler la France sur le marché international de la télévision comme naguère avec les choix des standards 819 lignes et SECAM. C'est surtout affronter directement le ministère des finances, qui ne veut plus financer l'aventure sur fonds publics.

● Abandonner le satellite, c'est éliminer définitivement la France de la compétition sur la télévision de demain et heurter de front les grands groupes industriels (Thomson, Philips) qui s'y sont lancés.

● Quant à la solution de compromis — lancer TDF 1 en « gelant » la construction de son frère jumeau TDF 2, — elle économise trop peu d'argent tout en hypothéquant l'avenir de la filière. Ne pas prévoir la succession d'un satellite n'ayant que sept années de durée de vie, c'est condamner par avance toutes les entreprises qui investiraient dans les équipements de réception.

M. Léotard a donc demandé à M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux PTT, et à M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, de reprendre le problème de zéro et de trouver un moyen de sortir du piège.

La conviction des experts des PTT est inébranlable : le satellite

lourd TDF 1 est rendu obsolète par les nouveaux satellites à moyenne puissance comme celui que les Luxembourgeois s'apprêtent à lancer (le Monde du 24 juin). Mieux vaut se rallier à cette nouvelle technologie et tirer un trait sur les 1 500 millions de francs investis par l'Etat plutôt que de fourvoyer industriels et consommateurs dans l'achat d'équipements incompatibles avec la réception des satellites de demain. Enfin, argument massue, TDF 1 n'est pas au point : les tubes d'émission, pièce maîtresse livrée par Thomson puis commandée à AEG Telefunken, ont tous disjoncté lors des essais sous vide.

Protéger le marché
du téléviseur

Cette dernière affirmation fait bondir les ingénieurs de Télédiffusion de France. Ils jurent que les défaillances n'ont concerné qu'un seul tube et que c'est au vu de ces essais que des experts indépendants ont déclaré le jumeau allemand de TDF 1, TV Sat, bon pour le lancement (le Monde du 12 juillet). Même son de cloche chez les industriels, qui affirment en outre qu'un satellite de moyenne puissance est incapable de garantir une diffusion correcte, par tous les temps, des émissions de télévision. Qui croit ?

La puissante Fédération des industries électriques et électroniques (FIEE) a fait savoir à son ministre de quelle qu'elle défendrait coûte que coûte TDF 1. Pour elle, le satellite français est le seul moyen d'imposer rapidement la nouvelle norme Mac Paquets, qui doit remplacer le SECAM et le PAL, ouvrir la voie à la haute définition et protéger le marché européen du téléviseur de la concurrence japonaise. Un enjeu considérable qui vaut bien un investissement public de 1,5 milliard de francs.

M. Madelin est bien embarrasé. Son ministère a déjà approuvé la stratégie des industriels, en soutenant le Mac Paquets devant la Commission européenne et aux négociations internationales de Dubrovnik. Peut-il aujourd'hui faire volte-face et mécontenter la FIEE, qui a déjà vigoureusement protesté contre le retrait de l'Etat vis-à-vis du plan de câblage ? Peut-il passer outre l'avis de TDF, dont le président, M. Claude Contamine, a de solides appuis auprès du premier ministre ?

« Si les industriels veulent des réseaux câblés et des satellites, ils n'ont qu'à investir en conséquence », remarque un conseiller. C'est à partir de cette profession de foi libérale que pourrait s'esquisser le compromis. L'Etat conduirait à défendre une filière satellite si les industriels concernés acceptaient de participer à son financement. Encore faut-il s'entendre sur la stratégie et les choix technologiques entre satellite lourd et satellite de moyenne puissance.

Les discussions vont aller bon train d'ici la fin du mois. Mais la première réaction des industriels est plutôt négative. « Thomson et Philips ont déjà investi 300 millions de francs pour mettre au point les équipements de réception de TDF 1 », explique un dirigeant de la FIEE. « On nous demande aujourd'hui de financer le satellite lui-même et pourquoi pas, demain, les programmes. Dans l'électronique, la priorité des investissements doit aller aux composants, secteur où la concurrence internationale est la plus vive. Si l'on veut que l'industrie européenne survive, l'Etat doit jouer son rôle. Savez-vous que la NHK, la télévision publique japonaise, a un budget de 300 millions de francs pour assurer la promotion du standard haute définition de Sony ? »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La Lyonnaise des eaux
prend le contrôle
de Paris-Câble

La Lyonnaise des eaux détendra, désormais, la majorité du capital de Paris-Câble, la société d'exploitation du câble parisien, avec 53,5 % des actions 35 % précédemment. Cette décision a été prise par la Ville de Paris, conformément aux souhaits de privatisation exprimés par son maire, M. Jacques Chirac. La municipalité parisienne voit, ainsi, passer sa part de 51 % à 36,5 %, la Caisse des Dépôts maintenant sa participation à 10 %. Paris-Câble, dit M. Bernard Pons, le président, devrait commencer à fonctionner le 1^{er} octobre et distribuer une quinzaine de programmes dans trente mille foyers situés dans les treizième, quatorzième et quinzième arrondissements. La totalité de la capitale sera câblée en 1992.

14 octobre 1986
Pavillon Gabriel, à PARISENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

vous invite à son

SYMPOSIUM
"CULTURE ET TÉLÉVISION"

préprogramme :

livre et télévision

Jérôme GARCIN - Jean GATTEGNO
Alain GRÜND - Robert LAFFONT
Jean d'ORMESSON - Bernard PIVOT
Claude SANTELLI

cinéma et télévision

Antoine de CLERMONT-TONNERRE
Jean COLLET - Constantin COSTA GAVRAS
M^{me} Janine LANGLOIS-GLANDIER - Pierre LESCURE
Claude-Jean PHILIPPE - Pierre TCHERNIA

savoir et télévision

Alexandre BALOUD
M^{me} Nicole CATHALA (secrétaire d'Etat)
Jean-Guy de CHALVON - Pierre DESGRAUPES
Haroun TAZIEFF - Théodore ZELDIN

télévisions et cultures

Silvio BERLUSCONI
Jean-Jacques DEMARTINES - Jean DRUCKER
M^{me} Lucette MICHAUX-CHEVRY (secrétaire d'Etat)
Jacques RIGAUD - Yves SABOURET
Robert STÉPHANEparticipation : 2 234,40 F.T.T.C. par personne
SYMPOSIUM "ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS"
3, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
Catherine GONON (1) 42.66.10.21

هكذا منذ الأصل

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-80), 19 h 30 : *Le Bohémien*.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : *Le Menteur*.

Les autres salles

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : *Les Amoureux de Molière*.
BOURVILL (43-73-47-84), 22 h : *Les Deux Femmes de Molière*.

CENTRE CULTUREL DU XVII^e (45-43-22-92), 20 h 30 : *Poésies de Paul Éluar*.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : *Le Poète de la rue*.

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : *Poésies de Victor Segalen*.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 21 h : *Les Femmes de Molière*.

ESSAÏON (43-78-46-42), 20 h 30 : *C'est comment d'être...*
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : *Les Mystères de la confession*.

GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-16-18), 21 h : *Les Femmes de Molière*.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : *The Fantasticks*.

GRAND HALL MONTROUGE (39-52-42-79), 20 h 30 : *Les Femmes de Molière*.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : *Le Cantatrice chueve*.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : *Le Violon*.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h 30 : *Le Rite du théâtre*.

MARIE-STUART (43-26-38-99), 19 h 30 : *Le Cantatrice chueve*.
PALAIS-ROYAL (43-27-95-94), 20 h 30 : *N'oubliez pas monsieur*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.
THÉÂTRE D'OPÉRA (43-22-11-02), 18 h 30 : *Passage d'opéra*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : *Touche pas à mon vote*.

Music-hall

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h 30 : *C. Vance chante R. Vian*.

POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : *Les Aventuriers de la gauche perdus*.

TOURTOUR (48-87-82-48), 22 h 30 : *Mamouk*.

Opérettes, comédies musicales

A. DEJAZET, TLP (48-87-97-34), 20 h 30 : *Le Petit Boutique des hommes*.

GYNASE MARIE-BELL (42-46-79-79), 20 h 30 : *Lady Day*.

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE (48-74-52-52), 21 h : *Grand-Père Schlemm*.

RENAISSANCE (42-08-18-50), 20 h 45 : *Le Capitaine Fournier*.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : *Le Cocktail de Sergin*.

LES concerts

Espace Kira, 19 h : *G. et P. N'Guyen* (Haendel, Schubert, Beethoven).

Auditorium des Halles, 18 h 30 : *Duo A. Goldins et R. Lombroso* (Liszt).

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : *The Choir of New College of Oxford* (dir. musicale et orgue E. Higginbottom) (W. Byrd).

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (43-33-37-11), 20 h : *D. Levy*.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : *Clarinet Conception*.

MAGNETIC TERRACE (43-26-36-44), 21 h 30 : *Clarinet Conception*.

MONTANA (45-48-93-08), 20 h 30 : *D. R. Utter, R. Gallazzi*.

MONTGOLFIER (45-44-95-00), 22 h : *S. Guenac*.

NEW MORNING (45-23-51-41), 20 h 30 : *D. Levy*.

PETIT JOURNAL (43-26-38-99), 21 h 30 : *Mad. Brass Band*.

PIED BLEU (42-85-32-16), 22 h 30 : *Jenny Bol Air*.

PETIT OPORTUN (42-36-01-36), 22 h 30 : *Sal Nizico, H. Selin, A. Collaz, A. Lovit*.

SUNSET (42-61-46-40), 23 h : *E. Lockwood, J.-M. Jafet, A. Romano*.

TROIS TOUS DE BIEN-ÊTRE (42-33-58-37), 22 h : *O. Fio Quintan*.

En région parisienne

FESTIVAL DE RUEILL-MALMAISON (42-32-92-33), 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

CHATEAU DE MALMAISON, 21 h : *Orchestre J.-F. Pallard*.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 10 h à 21 h) sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Mardi 15 juillet

HITCHER (*) (A. v.o.) : Forum, 1^{er} (42-91-53-74) ; Hantefeuille, 1^{er} (46-33-79-38) ; Ambassade, 1^{er} (45-59-19-08) ; Gobelins, 1^{er} (45-42-41-46) ; V.F. ; Richelieu, 1^{er} (42-33-56-70) ; François, 1^{er} (47-70-33-88) ; Nation, 1^{er} (43-43-66-67) ; Faurville, 1^{er} (43-31-56-86) ; Miroir, 1^{er} (45-59-19-08) ; Montparnasse, 1^{er} (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ; Palais Clichy, 1^{er} (46-33-46-01) ;

11 LOVE YOU (Fr.) : Clichy, 1^{er} (46-33-10-42) ;

LE LIU DU CRIME (Fr.) : Lucernaire, 1^{er} (45-44-57-34) ; Elysees Lincoln, 1^{er} (47-70-33-88) ; Parisiennes, 1^{er} (43-35-21-21) ;

LA MACHINE A DÉCOUVRIR (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1^{er} (43-26-80-25) ;

MAINE OCEAN (Fr.) : Luxembourg, 1^{er} (46-33-97-77) ;

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Clichy, 1^{er} (46-33-10-42) ; Le Triomphe, 1^{er} (45-62-45-76) ;

LA NUIT DU RISQUE (Fr.) : Marignan, 1^{er} (43-59-92-82) ; Maxville, 1^{er} (47-70-33-88) ; Parisiennes, 1^{er} (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ;

OPERA DO MALANDRO (Franco-brésilien), v.o. : Ciné Beaubourg, 1^{er} (42-97-49-70) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ; Hantefeuille, 1^{er} (46-33-79-38) ; 14 Juillet, Odéon, 1^{er} (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 1^{er} (43-59-92-82) ; Maxville, 1^{er} (47-70-33-88) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 1^{er} (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 1^{er} (43-06-50-50) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 1^{er} (43-20-12-06) ;

OUT OF AFRICA (A. v.o.) : Saint-Germain, 1^{er} (43-59-92-82) ; Clichy, 1^{er} (46-33-10-42) ; Colisée, 1^{er} (43-59-92-82) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ; Miramar, 1^{er} (43-59-92-82) ;

PIRATES (A. v.o.) : Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ; 14 Juillet, Odéon, 1^{er} (43-25-59-83) ; V.F. ; George V, 1^{er} (45-42-41-46) ; Galaxie, 1^{er} (45-40-18-03) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 1^{er} (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ;

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (Jap.) : 14 Juillet, Odéon, 1^{er} (43-25-59-83) ;

POLICE ACADEMY III (A. v.o.) : 14 Juillet, Odéon, 1^{er} (43-25-59-83) ; 14 Juillet, Odéon, 1^{er} (43-25-59-83) ; George V, 1^{er} (45-42-41-46) ; Marignan, 1^{er} (43-59-92-82) ; V.F. ; Rex, 1^{er} (43-59-92-82) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 1^{er} (43-20-12-06) ; Nation, 1^{er} (43-43-66-67) ; Faurville, 1^{er} (43-31-56-86) ; Miroir, 1^{er} (45-59-19-08) ; Montparnasse, 1^{er} (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ;

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS (A. v.o.) : Le Triomphe, 1^{er} (45-62-45-76) ;

SHOCKING ASIA II (A. v.o.) : V.F. ; Paris Clichy, 1^{er} (47-70-33-88) ;

SOLEIL DE NUIT (A. v.o.) : Publicis, 1^{er} (43-59-92-82) ; V.F. ; Opéra, 1^{er} (43-59-92-82) ;

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais), v.o. : République Cinéma, 1^{er} (48-05-31-33) ;

ROSE BONBON (A. v.o.) : George V, 1^{er} (45-42-41-46) ;

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 1^{er} (46-34-25-52) ;

RUNAWAY TRAIN (A. v.o.) : Elysees Lincoln, 1^{er} (43-59-92-82) ; Parisiennes, 1^{er} (43-35-21-21) ; V.F. ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ;

LE SACRIFICE (Franco-italien), v.o. : Saint-André-des-Arts, 1^{er} (43-26-80-25) ; Ambassade, 1^{er} (45-59-19-08) ;

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS (A. v.o.) : Le Triomphe, 1^{er} (45-62-45-76) ;

SHOCKING ASIA II (A. v.o.) : V.F. ; Paris Clichy, 1^{er} (47-70-33-88) ;

SOLEIL DE NUIT (A. v.o.) : Publicis, 1^{er} (43-59-92-82) ; V.F. ; Opéra, 1^{er} (43-59-92-82) ;

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais), v.o. : République Cinéma, 1^{er} (48-05-31-33) ;

ROSE BONBON (A. v.o.) : George V, 1^{er} (45-42-41-46) ;

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 1^{er} (46-34-25-52) ;

RUNAWAY TRAIN (A. v.o.) : Elysees Lincoln, 1^{er} (43-59-92-82) ; Parisiennes, 1^{er} (43-35-21-21) ; V.F. ; Gaumont Convention, 1^{er} (46-28-42-27) ;

LE SACRIFICE (Franco-italien), v.o. : Saint-André-des-Arts, 1^{er} (43-26-80-25) ; Ambassade, 1^{er} (45-59-19-08) ;

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS (A. v.o.) : Le Triomphe, 1^{er} (45-62-45-76) ;

SHOCKING ASIA II (A. v.o.) : V.F. ; Paris Clichy, 1^{er} (47-70-33-88) ;

SOLEIL DE NUIT (A. v.o.) : Publicis, 1^{er} (43-59-92-82) ; V.F. ; Opéra, 1^{er} (43-59-92-82) ;

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais), v.o. : République Cinéma, 1^{er} (48-05-31-33) ;

ROSE BONBON (A. v.o.) : George V, 1^{er} (45-42-41-46) ;

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 1^{er} (46-34-25-52) ;

STOP MAKING SENSE (A. v.o.) : Escorial Panorama, 1^{er} (47-70-33-88) ;

THE SHOP AROUND THE CORNER (Fr.) : Action Christine, 1^{er} (43-29-11-30) ;

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) : Capri, 1^{er} (48-08-11-99) ; Miramar, 1^{er} (43-20-12-06) ;

37-2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 1^{er} (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 1^{er} (43-26-79-17) ; Bretagne, 1^{er} (43-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 1^{er} (43-59-19-08) ;

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 1^{er} (48-08-11-99) ; George V, 1^{er} (45-42-41-46) ; Montparnasse, 1^{er} (43-20-12-06) ;

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien), v.o. : Utopia, 1^{er} (43-26-84-65) ;

UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DÉJÀ (Fr.) : Le Triomphe, 1^{er} (45-62-45-76) ;

YOUNG BLOOD (A. v.o.) : UGC Emiliage, 1^{er} (45-63-16-16) ; V.F. ; Arcades, 1^{er} (42-33-54-58) ;

Z.O.G. (Brit.), v.o. :

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 15 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : *Vive la comédie* : Edgard et sa femme.
D'Éugène Labiche et Marc Michel, mise en scène de Jean-Luc Moreau, réal. Pierre Goutas. Avec J.-L. Moreau, E. Margoni, C. Moria, V. Rojan.
La liaison qu'entreprend Edgard avec sa bonne compromet la demande en mariage qu'il doit faire à la jeune Henriette.
21 h 50 Cinéma : *Une chambre en ville* ■■
Film français de Jacques Demy (1982), avec D. Sanda, D. Darrieux, R. Berry, M. Pécold.
En 1935, à Nantes, un ouvrier métallurgiste en grève vit une passion brève avec une bourgeoise mal mariée, fille de sa logeuse. Nouveau film en « parlé-chanté » de Jacques Demy, sur une musique de Michel Colombier. Des situations de mélodrame qui vivent à la tragédie, une atmosphère grave, fébrile, bouleversante, tissée par les relations sociales et amoureuses. Danielle Darrieux est formidable, le film très beau mais triste. Le public n'a pas apprécié ce Demy pessimiste. Et pourtant.
23 h 20 Journal.
23 h 35 Carnet de bord.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : *Les Seins de glace*.
Film français de Georges Lautner (1974), avec M. Darc, C. Brasseur, A. Delon.
Sur la Côte d'Azur, en hiver, un feuilletoniste de télévision tombe amoureux d'une blonde mystérieuse, victime d'un meurtre. Angélique, Angélique psychologue, d'après un roman de Richard Matheson. Ce n'est pas la spécialité de Lautner mais on se laisse emporter par le suspense et les acteurs.
22 h 20 Sport : Athlétisme.
Grand Prix de Nice.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : *Le Géant du Grand Nord* □
Film américain de Gordon Douglas (1959), avec

C. Walker, E. Byrnes, J. Russell, R. Danton.
Un trappeur qui vit en bonne intelligence avec les Sioux refuse de servir d'éclaireur à un détachement de cavalerie américaine parti en guerre contre les Indiens. Beaux paysages, épisodes spectaculaires. Ce n'est pas suffisant pour qu'on y aille.
22 h 30 Cinéma : *Sept*.
Réalisation Daniel Ender. Coproduction avec la « Sept », Télélibération et le Centre Georges-Pompidou. Théâtre équestre et musical installé à Nîmes. Un cirque pas tout à fait comme les autres.
23 h 25 Prétendu à la nuit.
23 h 35 Journal des festivals (rediff.).

CANAL PLUS

20 h 30 L'important, c'est d'aimer, film de Zdzisław Bekmierz.
22 h 30, Attention les dégâts, film d'Enzo Barboni Clucher.
0 h 5, Geyama, la secte de l'enfer, film documentaire de René Cardona Jr. 1 h 45, Série : *Hollywood Blues*.

LA « 5 »

20 h 30, Série : *K 2000* (et à 23 h 15) : 21 h 25, Série : *Kojak* (et à 0 h 10) : 22 h 15, Magazine : *Jonathan* (et à 1 h 5).

TV 6

19 h, NRJ 6, invités : Doctors and the Medics : 23 h, NRJ 6.

FRANCE-CULTURE

20 h Le Journal de corps : le forum des psychologues.
21 h Festival de Radio-France et de Montpellier : découverte de nouveaux talents de la chanson d'expression française : à 22 h : les arts du récit (la Russe des petits) ; et à 23 h 15 : Magazine radio festival.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 L'air du soir : œuvres de Dvorak, Gershwin, Ives.
21 h 45 Concert (en direct de la cour Jacques-Cœur) : Sébastien, de Revellet ; *Rhapsody in Blue*, de Gershwin ; *Concerto pour violoncelle en si mineur*, de Dvorak ; *Symphonie concertante*, de Jongen, par l'Orchestre Sinfonica Nacional de la Juventud Venezolana Simon-Bolivar, dir. P. M. Durand. Sol. : H. Billaut, piano, J. L. Gil, orgue, G. Hoffman, violoncelle.
0 h Jazz : Dorian Continental Quartet.

Mercredi 16 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

15 h 35 Croque-vacances.
Variétés : Rémi ; Darc-darc motus ; Bricolage : Informations ; Crack-vacances ; L'équipe ; M. Peppercorn.
17 h 20 Boîte à mots.
17 h 30 Feuilleton : *Un grand amour de Balzac* (rediff.).
18 h 20 Mini-journal.
Pour les jeunes.
18 h 30 Feuilleton : *Danses avec moi* (rediff.).
19 h 5 La vie des Botes.
19 h 40 Le masque et les plumes.
19 h 50 Tirage du Tac-O-Tac.
20 h Journal.

20% sur tous les meubles en bois blanc et tous les tapis mécaniques.
jusqu'au 30 juillet
Samaritaine

20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Feuilleton : *Les aventures du jeune Patrick Piscard*.
D'après le roman de Justus Flasse, réal. Gero Erhardt. Avec Hendrik Martz, Peter Bongartz, Jean-Claude Bouillon.
Troisième épisode. Patrick est retrouvé en état de choc. Un film d'espionnage à fond érotique. Du James Bond français et allemand.
21 h 30 Téléfilm : *Ana Non* (rediff.).
De Jean Prat, d'après le roman d'Augustin Gomez Arcos. Musique originale de Paco Ibanez. Avec Germaine Montero, Maria Mérito, Roger Ibanez.
Un petit port de pêche en Andalousie sous le franquisme. Depuis trente ans, une femme de soixante-quinze ans s'est enfermée dans le refus, la solitude, le silence. Ana Non, épouse, mère et veuve de quatre hommes fauchés par la guerre civile espagnole, et dont nulle pierre tombale ne perpétue le nom. La quête d'une vieille femme illettrée, son éveil et sa mort. L'adaptation de Jean Prat du roman de Gomez Arcos a voulu garder les deux niveaux de l'œuvre, le réalisme et le fantastique métaphorique.
23 h 15 Journal.
23 h 30 Carnet de bord.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13 h 30 Sports élysées.
Cyclisme : Tour de France (13^e étape : Pau-Luchon, avec le col d'Aspin) ; athlétisme : Grand Prix de Nice ; Rugby : Afrique du Sud-Nouvelle-Zélande.
18 h 5 Série : *Capitol*.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le journal du Tour.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : *A titre posthume*.
De Paul Vecchiali. Avec Stéphane Jobert, Marie Dubois, Pierre Santini, Marianne Basler, Patrick Fierly, Jean-Louis Rolland.
Un bon polar signé Paul Vecchiali, un cinéaste indépendant plus connu pour ses films répétés « intelligents ».
22 h Le dossier d'Alejo José G. La tragédie de Louis Ravalet.
Enquête et documentation : Janine Knuth et François Renaudot. Réal. Armand Ridel.
Le plus extraordinaire et le plus original parmi les pionniers français de l'automobile, le fondateur d'un véritable empire, incarné à la Libération pour avoir fourni du matériel aux Allemands, est mort des suites de sa captivité et probablement des sévices endurés au cours de celle-ci.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

16 h 30 Émission régionale.
17 h 30 Documentaire : *La mémoire des pôles*.
17 h 45 Festival de Bourges.
Le rock français par Philippe Ronce.

18 h 15 Série : *Cheval mon ami*.
18 h 45 Journal des festivals.
19 h Le 19-20 de l'information.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : Les entrecroisés.
20 h 5 Les jeux.
A. Cugnac.
20 h 35 Variétés : Show Tina Turner.
Reprise d'un concert enregistré en 1982 à Albert, au Canada.
Phénomène du rock business. Tina Turner a obtenu en 1983 quatre Oscars musicaux.
21 h 30 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Peroudu. En direct des Açores.
22 h 10 Journal.
22 h 35 Cinéma sans visa.
Émission de G. Poitou et B. Brigueux.
22 h 45 Cinéma : *Mes armes crachent... des fleurs*.
Film grec de Yannis Fafoutis, ex v.o. (1981). Avec Giorgio Kimoulis, Dido Lykoudis.
Les déboires d'un jeune homme venu à Athènes avec sa sœur, puis un temps exilé sous la dictature des colonels et au début du régime qui suit. Le drame politique et social d'un individu constamment placé dans des situations ambiguës. Un ton étrange. Le film est inédit.
0 h 35 Témoignage.
Avec le réalisateur Yannis Fafoutis.
0 h 40 Prétendu à la nuit.
0 h 50 Journal des festivals (rediff.).

CANAL PLUS

15 h 15, Série : *Épique à la mode* ; 16 h, Document : *Animaux d'Australie* ; 16 h 25, Téléfilm : *L'or du fond des mers*. En clair jusqu'à 21 h ; 18 h, Série : *Dance* ; 18 h 35, Top 50 ; 19 h 5, Série : *Rawhide* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, Football : coupe de la Ligue ; Racing Club de Paris-Toulouse (en direct) ; 22 h 35, La Cavale, film de Michel Mitrani ; 0 h 15, Le Retour de Topper, film de Roy del Ruth ; 1 h 50, Feuilleton : *Lili, petit à petit* ; 2 h 30, Musée.

LA « 5 »

18 h 45, Feuilleton : *Flamingo Road* ; 19 h 40, Série : *Star Trek* ; 20 h 30, Série : *Ripôle* ; 21 h 25, Série : *L'inspecteur Derrick* ; 22 h 30, Magazine scientifique : *Big Bang* ; 23 h 30 à 2 h 30, rediffusions.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6, invité : Gérard Blanchard ; 19 h, NRJ 6, invité : Century ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h Anthologies, en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier.
21 h Festival de Radio-France et de Montpellier : soirée d'ouverture (le Karibander de Stockholm ; le Jazzland Orchestra de Vincent Soso) ; à 22 h les arts du récit (les délices de l'amour) en direct des jardins du palais Pétrarque ; à 23 h 15 Magazine radio festival.
0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

16 h 30 L'air du soir : œuvres de Mozart.
21 h 45 Réclat (donné le 12 juillet à la cour des Ursulines) : les Quatre Saisons : le Printemps, de Ronsard, Schubert, Wolf, V. Hugo, Strauss, Mahler, Donnay ; l'Été, de Lamartine, Liszt, Rimbaud, Verlaine, Brahms, La Fontaine, Baudelaire, Strauss ; l'Automne, de Maynard, Wolf, Corneille, Dvorak, Voltaire, Tchaïkovski, Verlaine, Strauss, Baudelaire ; l'Hiver, de V. Hugo, Wolf, Baudelaire, Verlaine, Schubert, Hugo, Vigny, par Christa Ludwig. Paul-Emile Deiber, récitant, et Françoise Tildard, piano.
0 h Jazz : Les Quartet.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 15 JUILLET

— M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 15 juillet à 0 heure et le mercredi 16 juillet à minuit.

Les conditions anticycloniques qui s'installent sur la France et apportent une amélioration générale du temps se dégradent peu à peu à partir de jeudi. Avec le passage d'un saut d'altitude, un front froid peu actif traversera la France jeudi avec une évolution orageuse faible et discontinuée à l'avant et notamment dans le Sud-Est. Une nouvelle ondée abordera l'ouest et le nord du pays samedi en soirée.

Mercredi, peu de changement. L'amélioration se confirme et se renforce. Le matin, seules les régions au nord de la Loire et les côtes de la Manche auront encore un ciel très brumeux et nuageux. Sur la majeure partie du pays, beau temps avec ciel dégagé mais des bancs de brouillard se sont formés au sud de la Loire ; ils se dissipent en cours de matinée.

Dans l'après-midi, beau temps bien ensoleillé sur toute la France, il y aura seulement des nuages passagers sur les côtes de la Manche.

En Corse, les résidus orageux s'atténueront dans la journée.

Les températures seront en hausse de 1 à 2 degrés. Le vent sera variable et faible en général.

PRÉVISIONS
Jeudi : le matin, temps couvert avec brumes sur la Bretagne. Ailleurs, temps peu nuageux mais avec des brumes.
Cette zone de temps couvert progressera sur l'ouest du pays en cours de journée et donnera une évolution orageuse en fin de journée du Languedoc-Roussillon au Massif Central et à la Lorraine. A l'avant de cette zone, temps ensoleillé et chaud, à l'arrière, temps plus frais et instable.

Températures minimales de 11 à 15 degrés du Nord au Sud avec 17 à 20 degrés sur les côtes méditerranéennes.

Maximum : de 28 à 32 degrés au sud du 49° ; 27 à 29 degrés dans le Centre, de

23 à 25 degrés au nord avec 19 à 21 degrés sur les côtes de la Manche.

Vendredi : La zone de temps orageux située vendredi matin des Pyrénées orientales à l'est du Massif Central et à la Lorraine se décalera, en cours de journée sur le quart sud-est du pays avec une activité orageuse accrue. Derrière cette zone, un temps variable et plus frais s'écoulera à la majeure partie du pays avec des averses dans le Nord et le Nord-Ouest. Reprise du mistral en soirée.

Samedi, amélioration du temps par l'ouest et ciel devenant généralement plus dégagé, sauf dans l'extrême Sud et sur la Corse où le temps orageux persistera. En soirée, ciel se couvrant sur les côtes de la Manche.

Renforcement du mistral samedi.

Vendredi, températures minimales en baisse de 1 à 2 degrés sur la moitié ouest, stationnaires sur la moitié est.

Températures maximales en baisse de 2 à 3 degrés sauf dans le Sud-Est où elles seront stationnaires.

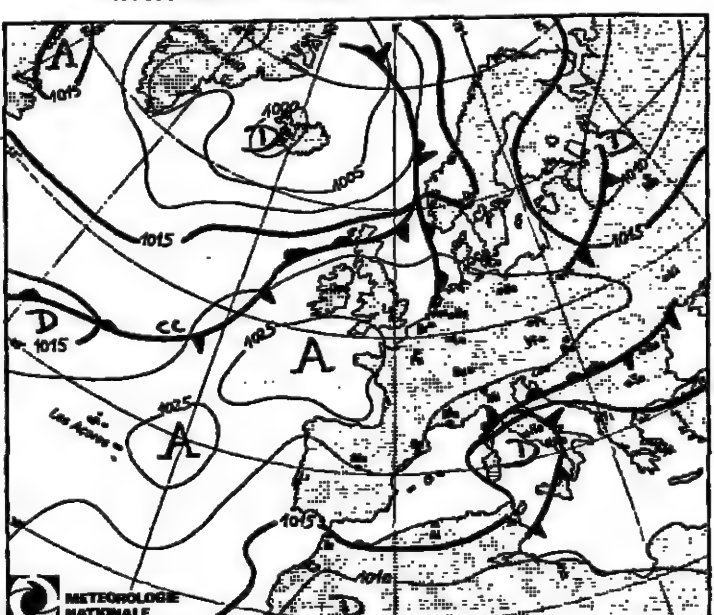
Samedi, minima en baisse générale de 1 à 2 degrés. Maxima stationnaires ou en légère baisse.

Dimanche : Temps toujours orageux sur la Corse. Ailleurs, nombreux passages nuageux avec des brumes ou des petites pluies dès le matin dans le Nord-Ouest et l'Ouest. Eclaircies plus belles dans le Sud-Ouest et en vallée du Rhône.

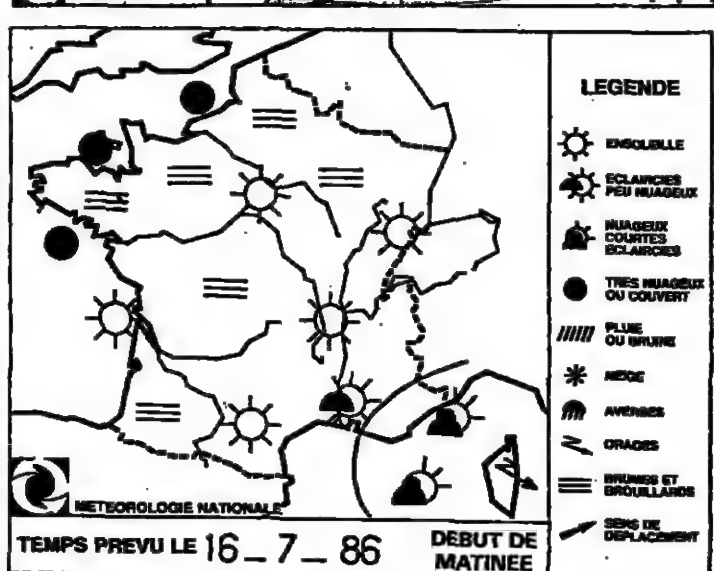
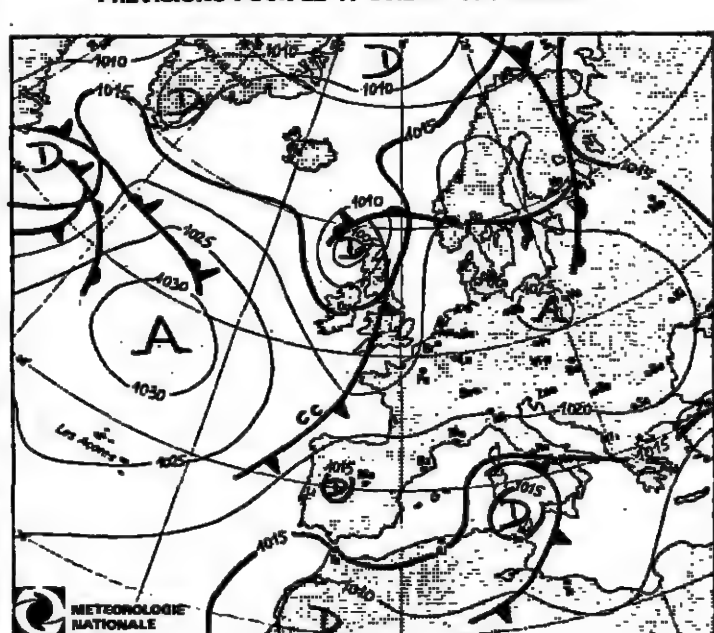
Températures stationnaires.

Mistral faiblissant légèrement.

SITUATION LE 15 JUILLET 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 JUILLET A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales				Temps observé			
le 14-7-1986 à 6 h TU et le 15-7-1986 à 6 h TU				le 15-7-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	28	14	S	ALGER	27	15	N
BARCELONE	22	17	N	BARCELONE	26	14	S
BELGRADE	25	16	N	BELGRADE	24	13	S
BOMBAY	25	15	N	BOMBAY	24	12	S
BUDAPESTE	20	15	P	BUDAPESTE	22	12	S
CADIX	18	15	A	CADIX	23	14	S
CARTEGÈNE	21	11	S	CARTEGÈNE	22	13	S
CERTEGÈNE	22	10	S	CERTEGÈNE	23	14	S
CHYPRE	22	15	P	CHYPRE	23	14	S
COLOGNE	22	14	C	COLOGNE	23	13	S
DUBLIN	22	13	N	DUBLIN	21	10	S
GENÈVE	22	13	N	GENÈVE	20	10	S
GRANDE-BRETAGNE	22	13	N	GRANDE-BRETAGNE	20	10	S
IRLANDE	22	13	N	IRLANDE	20	10	S
LYON	22	13	N	LYON	20	10	S
MARSEILLE	22	13	N	MARSEILLE	20	10	S
NANCY	22	13	N	NANCY	20	10	S
NANTES	22	13	N	NANTES	20	10	S
NICE	22	13	N	NICE	20	10	S
PARIS	22	13	N	PARIS	20	10	S
PORTO	22	13	N	PORTO	20	10	S
REIMS	22	13	N	REIMS	20	10	S
STRASBOURG	22	13	N	STRASBOURG	20	10	S
TORONTO	22	13	N	TORONTO	20	10	S
VALENCIENNES	22	13	N	VALENCIENNES	20	10	S
VIENNE	22	13	N	VIENNE	20	10	S

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Sports

Le Tour de France cycliste

Herrera au pied du mur

Le Tour de France a atteint les Pyrénées, après une course de vitesse de onze jours, au cours desquels le peloton a parcouru 2 200 kilomètres à 41 kilomètres à l'heure de moyenne. La longue étape Poitiers-Bordeaux, disputée comme les précédentes à vive allure et remportée lundi

14 juillet par le Belge Dhaenens, n'a pas modifié le classement général. Le Danois Jørgen Petersen va maintenant devoir défendre son maillot jaune dans la montagne, mais tous les regards se portent sur les grimpeurs et en particulier sur Luis Herrera.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Le Colombien Luis Herrera est sans doute le meilleur grimpeur actuel. On pouvait donc le considérer comme l'un des principaux favoris d'un Tour de France extrêmement montagneux. Au pied des Pyrénées, son retard sur le Danois Jørgen Petersen, porteur du maillot jaune, dépasse 8 minutes et Bernard Hinault le précède de 7 minutes 11 secondes.

Ce handicap est-il surmontable ? C'est ce que l'on attend de voir. Raphaël Geminiani, qui dirige le coureur sud-américain. Nous nous étions accordés un passif maximum de 10 minutes avant d'atteindre Bayonne. L'homme est dans les temps. Compte tenu du parcours — une quinzaine de grands obstacles et quatre-vingt-cinq kilomètres — je considère qu'il occupe une position de vainqueur potentiel. Il s'est amélioré sur tous les plans. Vous avez pu vérifier les progrès qu'il a accomplis contre la montre et, dans les cols, il est encore plus efficace que l'an dernier. J'en ai acquis la certitude depuis sa double victoire de la Clásico RNC et du Tour de Colombie.

Reste le problème de son équipe, réduite à 50 %. Elle a surtout perdu Fabio Parra, le numéro deux de la sélection colombienne, mais Geminiani ne dramatise pas. « En mon-

tagne, explique-t-il, c'est chacun pour soi. Herrera est un habitué des longs raids solitaires. Franchement, je ne vois personne pour lui résister sur les pentes de Superbagneres, d'autant que cette montée surviendra après l'escalade du Tourmalet, d'Aspin et de Peyresourde. » Et Geminiani, qui fut aussi pilote de rallye, conclut en empruntant au vocabulaire de l'automobile : « On a cabossé les ailes mais le moteur est intact. »

Laurent Fignon ne partage pas totalement ce point de vue. Selon lui, le coureur sud-américain souffrira de son isolement et subira les effets de la course rapide qui s'est déroulée dans la plaine. « Passer sans transition du 12 au 24 dents, autrement dit d'un braquet gigantesque à un développement de 4 mètres, ce n'est pas simple, fait remarquer le leader de la formation Système U. Les petits gabarits

genre Herrera risquent de payer ce changement de rythme brutal. Je ne crois pas à la réussite d'un Colombien.

Les anciens vainqueurs du Tour, Jacques Anquetil et Luis Ocarina, formulent des pronostics plus nuancés. Ils soulignent l'un et l'autre le bon comportement du champion colombien au cours de l'étape contre la montre de Nantes, indice d'une condition physique satisfaisante. « Sa performance sur un parcours qui ne lui convenait guère augmente ses chances, précise Anquetil. Pour moi, il n'est pas battu. »

En cette veille d'armes, d'aucuns évoquent le souvenir de Fausto Coppi, premier à Paris en 1949 avec onze minutes d'avance, après avoir accusé un retard d'une demi-heure au pied des Pyrénées. Mais Herrera n'est pas Coppi.

JACQUES AUGENDRE.

Carnet du Monde

Décès

— Nous apprenons le décès de

M^{me} Adeline BÉTOUS-SERRELL, directrice de la communication et de la promotion de la Fédération équestre française,

victime d'un accident de la route dans la nuit du 13 au 14 juillet, alors qu'elle revenait des championnats du monde de saut d'obstacles, disputés à Aix-la-Chapelle.

— M^{me} Jacques Guillet, M. Jean-Jacques Guillet, M. et M^{me} Bernard Bagiet, M. Gauthier Guillet, M. et M^{me} Claude Guillet, M. et M^{me} Raymond Guillet, M. et M^{me} Raymond Guillet et leurs enfants, M^{me} Bertrand-Metté et ses enfants, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques GUILLET, ingénieur principal hors classe à la Société nationale des chemins de fer français,

survenu en son domicile à Asnières-sur-Seine, le 11 juillet 1986, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 juillet, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Secours, 31, rue du Général-Leclerc, à Bois-Colombes, où l'on se réunira.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques.

Selon la volonté du défunt, des dons peuvent être adressés en son nom à l'Institut Pasteur (recherche contre le cancer).

80, avenue Henri-Barbusse, 92600 Asnières-sur-Seine.

— M. et M^{me} Jean Dedeis

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Georges HACHE, née Madeleine Dénare,

survenue le 3 juillet 1986 à Avallon, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

9, rue Basse-du-Rempart, 89200 Avallon.

— M. et M^{me} Yann Pellet, M. et M^{me} Bernard Depardieu, M. et M^{me} Claude Meyer, ses enfants, Daniel Meyer et sa fille, Alain et Sylvie Pellet et leurs enfants, Chantal et Jérôme Hennequin et leurs enfants, Stéphane et Jean-Eudes Mary et leurs enfants, Carole et Denis Labastrou et leurs enfants, Anne et Christian Martin et leurs enfants, Gilles et Marie-Joëlle Depardieu et leurs filles, Cyrille Meyer, Marine Meyer, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Madame Aimée Hayes-Meyer,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 10 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M^{me} André MEYER, née Marcelle Charvillat.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 11 juillet.

19, rue Théodore-de-Banville, 75017 Paris. 48, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris. Avenida Angelica 580, 01228 Sao-Paulo (Brésil).

— M^{me} Raymond Videlaïne, M. Pierre Videlaïne, Jean-Luc, Vincent et Sébastien,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Paul VIDELAÏNE, ingénieur E.T.P.

La cérémonie religieuse a lieu le mardi 15 juillet 1986, dans l'intimité, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, allée des Ormes, 77300 Vaires-sur-Marne.

— Le 14 juillet 1986, le

docteur Simon FINGERHUT

disparaissait.

Ses qualités humaines et son intelligence sont toujours très présentes au cœur de ceux qui l'ont connu et aimé.

RESULTATS COMPLETS N° 47

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (par 5)
16 bons résultats	—	—
15 bons résultats	8	209 030,00 F
14 bons résultats	286	5 845,00 F
13 bons résultats	4 130	404,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	243	363,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 13 Juillet 1986 : 1 2 5 8 13 14 15

Sécurité

Point de vue

Le prix exorbitant d'une bavure

par Yves LEMOINE
magistrat au tribunal de Paris
et Jean-Pierre MIGNARD
avocat au barreau de Paris

ES faiblesses de la démocratie que la violence prétend révéler sont apparemment. Les défis auxquels la nôtre se trouve aujourd'hui confrontée appellent des réponses : l'une à son service et l'autre à son détriment.

Combien avons-nous été étonnés par le débat public de ces dernières semaines sur la police et son rôle. Il aura fallu le mort d'un jeune homme et celle concomitante dans le temps d'un jeune gendarme auxiliaire pour qu'un marchandage répugnant soit alors imposé comme un diktat moral au pays. Dénoncer un crime, c'était approuver l'autre, d'où cette étrange formule sacramentelle revenant à tout propos et hors propos : « L'affaire de la rue Mogador est tragique mais le n'oublie pas le gendarme de Bollène. »

Par une étrange perversion de l'esprit, ces déclarations extravagantes soulignaient à l'excès une distinction absurde entre deux morts, victimes pourtant réunies par l'âge et dont l'une présentait en effet la particularité d'avoir eu pour protagoniste funeste un fonctionnaire précisément chargé d'assurer la protection des personnes. Là réside le caractère insupportable de ce décès, mais il n'y a en effet pas à choisir entre deux victimes d'une même violence.

A l'évidence, mais qui ne le sait, toute démocratie a besoin d'une police forte, et les ennemis de celle-ci l'ont clairement fait savoir en

imposant, le 8 juillet, la loi des bombes au cœur de la préfecture de police.

La police doit être respectée et, pour cela, respectable. C'est ici le premier devoir de ceux qui assument le gouvernement du pays car, dans ce domaine, une seule faute de discernement peut être fatale. La stratégie terroriste de déstabilisation de notre société n'a pas pour fonction d'atteindre la police, comme voudrait le laisser croire le ministre de l'Intérieur. L'objectif essentiel est bien de paralyser le pays à travers ses institutions, ses lois, ses juges et d'abord l'ensemble de ses citoyens. Il s'agit de condamner progressivement ceux-ci à une véritable prostitution politique comme d'approuver le sang d'un cadavre. Il est certain, dès lors, que le rôle terroriste n'est pas une face à face morbide entre lui seul et la police, devenue dernière valeur refuge d'une démocratie éteinte. La rive du terrorisme, c'est le cauchemar de la démocratie.

Une police respectable c'est donc avant tout une police légitime. Nul ne peut prétendre lui assigner la mission de défendre les personnes en acceptant simultanément et a priori de lui donner systématiquement raison lorsqu'un conflit l'oppose à des citoyens. Au risque alors de désigner toute une population anonyme et dispersée, c'est-à-dire chacune et chacun de nous au gré de notre vie quotidienne, comme la cinquième colonne d'une menace terrifiante et imprécise.

Il n'y a de victoire possible sur le terrorisme et l'insécurité que dans le strict respect des lois par la police,

ce qui suppose de celle-ci une compréhension très fine de ses devoirs. La tâche est difficile. Nous n'en convenons pas. C'est au sang-froid de tout un corps auquel il faut, dès lors, faire appel. En contrepartie de quoi, la confiance des gens, indispensable au succès de l'entreprise, est acquise.

Ainsi, chaque bavure est un sacro-saint dont le prix est exorbitant.

Soyons assurés que tous ces incidents, quelquefois tragiques, ne seront pas évitables mais à revêtir à ceux qui ont l'Etat en charge d'assurer avant quiconque une mission d'éducation civique en ne cautionnant pas n'importe quoi. On ne rendra service à personne, et d'abord aux policiers, en pratiquant des amalgames.

Parallèlement renforcera les comportements agressifs, et le cycle des bavures n'est pas près de s'éteindre.

Parallèle attitude ajoutée à l'incompréhension et favorise la défiance. Et si les policiers passent, le discrédit reste.

On prétend que nous sommes en guerre, soit ! Mais que penser alors d'une armée dont les fusils seraient pointés vers l'intérieur de ses lignes ? Or le terrorisme, le vrai, celui qui cynique et cruel frappe et achève, n'attend que cela pour pousser plus loin son avantage.

La vérité veut qu'un royaume dévié ne se survive pas à lui-même et il nous faudra sans cesse rappeler que chaque bavure constitue un affaiblissement de nos défenses.

Il faut une pensée sommaire pour voir un paradoxe.

FAITS DIVERS

● **Attentat contre une agence immobilière de Cannes.** — Une bombe déposée devant la porte d'une agence immobilière de la Côte d'Azur, située sur la Croisette à Cannes, a provoqué, le 14 juillet, peu après 7 heures, d'importants dégâts à l'intérieur des locaux. Cette agence, qui porte le nom de son propriétaire, M. Claude Muller, avait déjà été endommagée par une explosion le 28 janvier dernier. Ce premier attentat n'avait jamais été revendiqué.

● **Vol de tableaux à Cahors.** — Neuf œuvres de peintres surréalistes, dont une toile et deux dessins de Salvador Dalí, un dessin de Picasso, un tableau de Magritte et une toile de Max Ernst, ont été volées au musée municipal de Cahors dans la nuit du 13 au 14 juillet. Ces œuvres étaient exposées avec deux cents tableaux et dessins depuis le 9 juillet.

● **Vol de tableaux à Cahors.** — Neuf œuvres de peintres surréalistes, dont une toile et deux dessins de Salvador Dalí, un dessin de Picasso, un tableau de Magritte et une toile de Max Ernst, ont été volées au musée municipal de Cahors dans la nuit du 13 au 14 juillet. Ces œuvres étaient exposées avec deux cents tableaux et dessins depuis le 9 juillet.

ENVIRONNEMENT

La protestation s'amplifie contre la centrale de Cattenom

METZ
de notre correspondant

Cent cinquante personnes, venues principalement de Sarre, auxquelles s'étaient joints quelques Luxembourgeois et une poignée d'écologistes lorrains, se sont rassemblées lundi 14 juillet à Cattenom (Moselle) durant deux heures, sans incident, pour protester contre la mise en service de la centrale nucléaire mosellane.

Répondant à l'appel du Comité international des populations lorraines, les manifestants étaient nettement moins nombreux lundi 14 juillet que le 13 juin dernier, où plus de dix mille personnes s'étaient regroupées sur les bords de la Moselle. Les forces de l'ordre ont bloqué l'accès du site de la centrale située à une quinzaine de kilomètres des frontières luxembourgeoise et allemande, imposant aux antinucleaires une marche champêtre forcée.

Le député (Vert alternatif) luxembourgeois Jean Huss a adressé une lettre à la direction d'Electricité de France et au gouvernement français, dans laquelle il écrit : « Vos services ont commencé à charger en combustible nucléaire la première tranche de Cattenom, pitoyable de ce fait, de

façon brutale, les angoisses et protestations des populations lorraines, allemandes, luxembourgeoises et belges. »

Interrogé, le responsable de l'aménagement de la centrale a souligné qu'EDF ne donnerait pas suite à la demande du député luxembourgeois.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères luxembourgeois, M. Robert Goebbels, a, pour regret, la décision d'EDF de charger le premier réacteur, soulignant qu'elle « continuera d'empêcher pendant de nombreuses années les relations franco-luxembourgeoises ». Le président du gouvernement luxembourgeois, M. Jacques Santer, a été quant à lui plus nuancé, estimant qu'il convenait aujourd'hui de mettre l'accent sur la sécurité, afin d'éviter des conséquences dramatiques.

De son côté, un porte-parole de la chancellerie sarroise a qualifié d'« acte de provocation » le chargement de la première tranche, qui doit se poursuivre cette semaine. La Sarre, qui exige des expertises supplémentaires sur les normes de sécurité, a en outre annoncé, par la voix de son ministre de l'économie, M. Hajo-Hoffmann, qu'elle n'utiliserait pas de courant provenant de la centrale de Cattenom.

JEAN-LOUIS THIS.

SCIENCES

● **ESPACE : Pas de navette avant 1988.** — Les vols de la navette spatiale américaine, interrompus depuis l'explosion de Challenger, le 28 janvier dernier, ne reprendront sans doute pas avant le premier trimestre 1988, et non en juillet 1987 comme il était dit jusqu'à présent. Les ingénieurs de la NASA ont commencé à travailler sur un nouveau type de fusée d'appoint, tout en étudiant des modifications à apporter au modèle existant.

● **Le prix Kyoto à M^{me} Le Douarin.** — Une biologiste française, M^{me} Nicole Le Douarin, directeur de l'Institut d'embryologie au CNRS, s'est vu décerner le prix Kyoto (d'un montant de 1,8 million de francs) pour ses travaux en manipulation embryologique. M^{me} Le Douarin a fait progresser la connaissance du système nerveux et immunitaire des animaux supérieurs en découvrant une nouvelle technologie pour produire des êtres hybrides issus du poussin et de la souris.

Assigné à résidence en Lozère

Un réfugié italien est menacé d'expulsion

M. Salvatore Cirincione, Italien réfugié en France qui se définit comme un « communiste libertaire », est sous le coup d'un arrêté d'expulsion, pris le 10 juillet en vertu d'une procédure d'extradition dont il est l'objet. Dès le lendemain, il a été assigné à résidence à Mende (Lozère).

Depuis le 20 septembre 1985, les autorités italiennes demandent l'extradition de M. Cirincione au sujet d'un jugement pour vol qualifié, rendu par contumace. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris demande la suppression d'information à la justice italienne, les 8 janvier et 9 juillet 1986 la veille, donc, de l'arrêt d'expulsion signé par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Devant cette procédure judiciaire en cours, on conçoit mal que M. Cirincione puisse être touché par une expulsion, dont les motifs ne lui ont d'ailleurs pas été notifiés.

Les avocats de M. Cirincione, M^{me} Jean-Jacques de Félice et Irène Terrel, soulignent que leur client a

toujours « scrupuleusement » respecté les obligations du contrôle judiciaire. Ils précisent aussi que le dossier soumis à la chambre d'accusation ne leur paraît pas favorable à une extradition de Salvatore Cirincione vers l'Italie.

A la suite de services illégaux par les policiers italiens après son arrestation en 1980, M. Cirincione est gravement handicapé : il porte une vessie artificielle et reçoit des soins constants que seuls des spécialistes parisiens en urologie peuvent lui administrer.

Les avocats de M. Salvatore Cirincione ont saisi la justice administrative afin d'obtenir l'annulation de l'arrêt d'expulsion et de l'assignation à résidence pris par le ministre de l'Intérieur. Faute de quoi Salvatore Cirincione serait, selon ses avocats, victime à la fois d'une violation de la procédure judiciaire et d'une nouvelle atteinte portée à sa santé physique.

E. I.

(Publicité)

A PROPOS DE LA VISITE DU VICE-PRÉSIDENT SYRIEN

Un moment où la France s'apprête à recevoir le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, les associations soussignées estiment utile d'attirer l'attention des responsables français sur ceci :

1. — L'entrée des troupes syriennes au Liban, en 1976, est juridiquement infondée parce que ne reposant sur aucune demande de l'Etat libanais. Sa légalisation ultérieure par la Ligue arabe est intervenue dix mois après, contrairement au fait accompli.

2. — Le maintien de ces troupes au Liban ne repose plus sur un accord de la Ligue arabe qui, depuis 1982, n'a pas reconstruit leur mandat. Le chef de l'Etat et le gouvernement libanais ont formellement demandé le retrait de l'armée syrienne en septembre 1983.

3. — Plus généralement, les intentions syriennes sur le Liban ont été révélées dans l'accord tripartite, signé par Nabil Berri, Walid Joumblatt et Elie Hobeika, le 28 décembre 1985, après avoir été négocié dans le bureau de M. Khaddam à Damas.

a) Ce document légalisait la présence des troupes syriennes et autorisait l'extension de leur déploiement à l'ensemble du territoire libanais (chapitre IV).

b) Il cherchait, par des procédés pseudo-constitutionnels, à modifier le système libanais à travers le pouvoir législatif. Il prévoyait la nomination — et son élection — d'un moins cent députés supplémentaires, selon toute probabilité choisis parmi les « alliés » de Damas. Tout texte législatif à l'avantage de la Syrie aurait pu être automatiquement adopté par la Chambre, y compris une éventuelle demande de rattachement à la Syrie.

c) Le plus grave, ce sont peut-être les clauses se rapportant à l'éducation et au pluralisme. Car le Liban était invité à adopter « une coordination essentielle à l'instauration d'un rapprochement entre les générations des deux pays », ce qui impliquait l'imposition aux Libanais de l'idéologie nomenclographique en vigueur à Damas.

Les Syriens au Liban sont, selon le droit international, des occupants et avant de prétendre éduquer l'ennemi ils ont eux-mêmes contribué à l'humiliation. Toute contrainte libanaise occupée par l'armée syrienne se trouve chaque jour davantage intégrée dans le système syrien et perd pour le Liban.

Qui a introduit les Iraniens au Liban ? C'est Damas. Venu par la frontière libano-syrienne, ils se sont installés dans la Bekaa protégés par l'armée syrienne. Leur mission première était de chasser la force multinationale.

C'est pourquoi nous prions les dirigeants français, sinon de s'opposer au fait accompli syrien, du moins de refuser de le cautionner. Toute attitude d'approbation française de l'action syrienne ne fera que conforter et encourager Damas dans ses plans et ses méthodes. La France, attachée au droit des peuples, ne peut pas approuver le projet hégémonique syrien sur le Liban.

MID-PHENICE SOS CHRETIENS DU LIBAN LIBAN MODERNE
Aix-en-Provence Paris Paris
(F. Bailla) (F. Froment-Meurice) (A. Bastou)

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR COMMERCIAL à IBM France

Après de longues études, vous désirez maintenant prendre part activement à la vie économique du pays. Vous recherchez donc tout naturellement l'entreprise qui vous offrira cette opportunité.

INGENIEUR COMMERCIAL à IBM France, vous participerez aux mutations et aux évolutions des entreprises et des Administrations. Vous représenterez la Compagnie auprès de cette clientèle diversifiée; vous établirez des contacts au plus haut niveau. Vous aurez donc la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

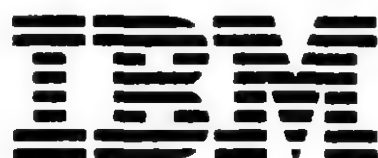
Jeune ou futur(e) diplômé(e) grande école ou cycle long de l'enseignement supérieur (Sciences et Techniques, Gestion), adressez-nous votre candidature dès à présent

que vous soyez déjà diplômé ou que vous obteniez votre diplôme en 1986 ou 1987

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, apporte aux diplômés de commerce et gestion les connaissances techniques nécessaires et initie les ingénieurs à la relation commerciale.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

Département Recrutement (Référence B 41) - IBM France
2, rue de Marengo - 75001 PARIS.



THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Au cœur de la compétition internationale, nous étudions et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux mais aussi d'Asie du Sud-Est. Pour améliorer notre position sur le marché, nous développons les ressources du groupe d'étude et développement en ACOUSTIQUE SOUS-MARINE.

Dans ce cadre nous recherchons des:

- **INGÉNIEURS PHYSICIENS-ACOUSTICIENS**
- **INGÉNIEURS PHYSICO-CHIMISTES**

de formation grandes écoles (ECP, ESPCI, AM, Doctorat d'Université, etc.) ayant si possible une formation en acoustique et une première expérience dans ce domaine.

Au sein de notre groupe acoustique, basé dans le Sud-Est de la France, vous participerez à la conception et au développement des sous-ensembles acoustiques (transducteurs, antennes) des systèmes sonars de la nouvelle génération.

Votre aptitude au travail dans des équipes pluridisciplinaires, votre capacité d'innovation et votre connaissance de l'anglais, constituent des atouts indispensables.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de notre équipe, nous vous proposons d'adresser votre candidature à Pierre BERETTI - THOMSON-SINTRA/ASM, Chemin des Travaux, B.P. 53 - 06800 CAGNES-SUR-MER, en précisant la référence AC/786.

THOMSON-CSF



Le C.E.P.M.E. équipe les ambitions des entreprises.

Spécialiste du financement des investissements des petites et moyennes entreprises, le Crédit d'Équipement des P.M.E. est présent dans toute la France. 217 000 entreprises ont fait appel à lui pour réaliser leurs ambitions.

Aujourd'hui, dans le cadre de son Plan d'Entreprise, il conduit l'évolution de ses structures, de son organisation et de ses outils informatiques pour accroître ses performances et offrir une qualité de service toujours plus grande à ses clients. Pour cela, il recherche pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique un

Organisateur H.F.

Interlocuteur des Directions du Crédit d'Équipement des P.M.E., ce professionnel de l'organisation étudie, conseille, propose, met en place les réformes qui contribuent à faire progresser la compétitivité de l'entreprise. Jeune diplômé d'une grande école de Commerce, d'Ingénieurs ou troisième cycle universitaire de gestion, il a une expérience professionnelle de trois à quatre ans, de préférence acquise dans un Cabinet de Conseil en Organisation et dans le secteur de la Finance. Motivation, créativité, capacité de dialogue et de convaincre, sens du concret sont les conditions indispensables du succès.



Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature, maintenant ou à votre retour de vacances, sous réf. OP 830 à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

COMMUNICATIONS A L'UNISSON

Alcatel figure au 5^{ème} rang des constructeurs mondiaux de télécommunications. Plus de 15 % du CA est consacré à la recherche et au développement. Alcatel Transmission emploie 850 ingénieurs et cadres.

Ingénieurs électroniciens en production

Jeunes ingénieurs de Grandes Ecoles (ESE, ENST, ICAM, ENSI...), vous êtes débutants ou avez quelques années d'expérience. Venez développer, fabriquer et contrôler nos nouveaux produits de matériels de Transmission dans nos usines du Loiret. Réf. TRA 03/M

Ingénieurs d'études

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole (ESE, ENST, INT...) avec la maîtrise de la langue anglaise, venez :
• concevoir des équipements raccordables aux Réseaux à Commutation de Paquets (avec expérience en micro-informatique et développement de logiciel),
• concevoir des équipements à fibres optiques à haut débit (avec expérience en techniques numériques et analogiques),
• concevoir des systèmes pour Réseaux de Télécommunication et de Transmission de Données,
• concevoir des liaisons à détection hétérodyne.
Ces postes sont basés au Sud de Paris (Grande banlieue). Réf. TRA 10/M
Adresser les lettres de candidatures, sous référence correspondante, à Alcatel, Service Recrutement des Cadres Transmission - Centre de Villiers-le-Bel - Nozay - 91820 La Ville-Du-Bois.



Alcatel, un temps d'avance.



ACQUERIR LA COMPETENCE FINANCIERE avec la Caisse d'Équipement des Collectivités Locales

CHEF DE PROJET

pour une mission de tout premier ordre :
Établir le SCHEMA DIRECTEUR du réseau de la Direction Informatique chargée du conseil financier aux collectivités locales.
Directement rattaché au Chef de Service, vous êtes chargé de la conduite d'une étude des nouveaux moyens matériels et de transmission permettant de fournir aux utilisateurs finaux tous les services informatiques (actes de gestion, aide à la décision - informatique, bureautique - micro-informatique).
De formation Ingénieur Grande Ecole ou équivalent vous avez l'expérience de la conception et du développement de projets dans le domaine financier. Outre une grande rigueur, des facultés d'encadrement sont indispensables pour l'évolution future vers de nouveaux projets dans l'environnement précité.
Lieu de travail : BAGNEUX (92).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. LMCP à Christine SALAFA-CAM - 4, rue Benthicourt - B.P. 18 94114 ARCUEIL Cedex.



INFORMATIQUE
DE LA CAISSE DES
DEPOTS

Importante Société d'Ingénierie de Systèmes Informatiques, filiale d'un grand groupe industriel recherche

JEUNES INGENIEURS LOGICIEL 2 à 5 ans d'expérience.

Domaines : architecture de systèmes, réseaux, image numérique, télématique et systèmes de communication d'entreprise.

Postes basés : Banlieue Sud.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo à
PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 10797
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Leader mondial (2.500 personnes) dans les domaines militaire et civil des activités sous-marines, nous recherchons pour notre département de BREST des

INGÉNIEURS D'ÉTUDES (Grandes Écoles ou Doctorat)

Vous vous intégrez à une équipe chargée d'études avancées en traitement du signal et de l'image dans le domaine des sonars à haute résolution.

Débutant ou justifiant d'une première expérience de quelques années, vous avez le goût de la recherche et de réelles qualités de communication.

De larges perspectives d'évolution, dans ce secteur en pleine expansion, seront offertes aux candidats à fort potentiel que nous souhaitons rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91147/AM à
Roland LE MOULLEC, THOMSON-SINTRA/ASM,
Route de Sainte-Anne-du-Portzic, 29601 BREST CEDEX.

THOMSON-CSF

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour établissement grande banlieue Sud

INGENIEUR ELECTRONICIENS ou AUTOMATICIENS

Connaissances de préférence la commutation électronique pour assurer STAGES DE FORMATION sur matériel de technologie avancée.

Anglais courant, espagnol apprécié.
Formation et évolution de carrière assurées.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence 10436 à CONTESSÉ PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui tr.

هبة امه الاصل

SECTEURS
DE POINTE



Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

H/F

MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes :
- de transports automatiques (VAL, ARAMIS)
- de pilotages automatiques de métros.
Son développement rapide l'amène à rechercher

Ingénieur Electronicien Ingénieur Automaticien

Réf. 1369/M

Réf. 1370/M

Débutants à 2 ans d'expérience, ils s'intégreront dans l'équipe système chargée des études et développement d'automatismes dérivés du Métro de LILLE, tant pour nos marchés français (Toulouse, Strasbourg, Bordeaux) que pour nos contrats à l'étranger (Chicago, Jacksonville).

Ces postes, basés à LILLE pourront évoluer par la suite vers des responsabilités au sein des différents groupes projets en France ou à l'étranger.

Ingénieur de Tests et d'Essais

Réf. 1371/M

Au sein des équipes de notre établissement du BOURGET, cet électronicien débutant aura en charge l'étude et le développement d'équipements de tests tant sous l'aspect matériel que logiciel.

Ce poste pourra à terme évoluer vers des responsabilités d'encadrement d'un groupe de techniciens.

Envoyer lettre, photo, CV et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à **MATRA TRANSPORT**
Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



MATRA TRANSPORT

Groupe Industriel International reprenant les actifs d'une entreprise ancienne d'optique militaire après restructuration, se développe dans les technologies les plus avancées de son domaine. Pour définir une gamme de produits innovante, recrute pour Paris une équipe de jeunes ingénieurs dont les performances sont à la mesure des ambitions.

Pour tous ces postes :

Débutants ou quelques années d'expérience - Anglais courant indispensable - Rémunération motivante fonction du potentiel.

- | | |
|---|---|
| <p>1 Ingénieur Opticien ou équivalent</p> <p>Chef de produits optiques portables. Conception, coordination des services de développement, contrats suivis avec les services officiels français. Démonstration aux clients étrangers. Evolution du poste : Chef de la branche intensification de lumière.</p> | <p>3 Ingénieur Opticien ou équivalent</p> <p>Chef de service Prototypes-Réalisation, mise au point et qualification des nouveaux produits. Goût prononcé pour l'innovation dans les méthodes de réglage optique. Evolution rapide du poste suivant souhaits : Chef de Produits, Chef de Branche ou Recherches Amont.</p> |
| <p>2 Ingénieur de Recherche en Microélectronique (ISUP, ELEC, ENST, etc.)</p> <p>Chef du service Recherche Amont qu'il crée et devra développer avec dynamisme et compétence :
- traitement de signal, automatismes,
- introduction de la CAO électronique (cartes et CITGV).</p> | <p>4 Ingénieur Mécanicien (A & M ou équivalent)</p> <p>Chargé au Bureau d'Etudes de l'élaboration des dossiers d'industrialisation d'équipements de technologie avancée. Développement de la CAO assistée. Introduction de DAO et FAO. Evolution du poste : Chef de Bureau d'Etudes.</p> |

Ecrire avec C.V. et prétentions à : **SOPELEM SA**
Service du Personnel, 125, bd Davout,
75960 Paris cedex 20.



Data General

une Génération d'avance Dans le peloton de tête des constructeurs d'ordinateurs, leader mondial en bureautique intégrée, DATA GENERAL (17 000 personnes, 1,3 Milliards de \$ de CA) vous offre l'opportunité de participer à l'élaboration des solutions informatiques de pointe pour des entreprises et organisations de grande taille. Vous êtes

INGENIEURS CONFIRMES

PRISE EN CHARGE COMPLETE DE PROJETS

Les projets sont à caractère technique : architectures de réseaux, interconnexions et interfaçages entre systèmes, liaisons avec différents types de réseaux : messageries, textes, textes, télévis, serveurs répartis sur réseaux locaux, etc.

Votre contact avec les clients et prospects est technique et commercial. Avec rigueur, méthode et esprit d'animation d'équipe vous imaginez les solutions, en rédigez les spécifications et pilotez les réalisations et installations.

Votre potentiel vous permettra de DEVELOPPER DES DOMAINES D'ACTIVITE au sein de notre jeune DIVISION SYSTEME L anglais est un atout indispensable pour évoluer au sein de DATA GENERAL.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant la référence M 6 à Philippe GUILLOIN, Directeur du Personnel.

DATA GENERAL FRANCE - La Boursaillère - Immeuble L - 92357 Le Plessis Robinson

ESSEC SUP de CO ESCAE

+ de 4 ans d'expérience

GRANDS COMPTES BULL

PRENEZ LA BARRE

DE NOTRE SERVICE

COMMERCIAL

Le condition du poste d'activité BULL SYSTEM (2 400, Bleu

Grand DPA / 252 / 7) recherche son

BARREUR

Vous êtes inspiré par l'esprit d'équipe, vous connaissez par

faitement l'écoulement des Grands Comptes, vous savez tenir le

meilleur cap, vous êtes prêt pour les causes d'urgence, vous

voulez devenir un grand maître fortifié.

Avec EUROSOFT achetez ensemble votre hélicoptère.

L'équipe vous attend au plus tard le 15 octobre.

Pour passer la grande voile adressez votre CV et prétentions à

EUROSOFT DIVISION SYSTEME D'INFORMATION ET COMMUNIC

ATION - 38, Bd Henri Sellier - 92150 Suresnes



EUROSOFT

Venez vivre le temps réel en région nantaise

Nous sommes des constructeurs dynamiques à l'avant-garde d'une technologie de pointe concernant les réseaux à intégration de services.

Pour développer nos performances, nous offrons plusieurs postes, pour constituer des équipes solides, de

Ingénieurs logiciel

Confirmés en système TEMPS REEL, voire débutants si au moins 2 ans d'expérience en milieu industriel, venez nous rejoindre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo, rémunération actuelle ou prétentions, sous la référence 708, à notre Conseil D. FRANCESE - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - ADAMBALE - NANTES - METZ - NICE - ANGERS - AIX-EN-PROVENCE - BREST - CAEN - MONTPELLIER - NORD - QUIMPER

GRENOBLE

Dans le cadre d'une collaboration avec LE LABORATOIRE D'ELECTRONIQUE et de TECHNOLOGIE de l'INFORMATIQUE du CENIG LA SOCIETE EUROPEENNE D'INSTRUMENTATION MEDICALE cherche à pourvoir à GRENOBLE un poste d'

INGENIEUR INFORMATICIEN

Pour développement et maintenance de systèmes informatiques. Une expérience de 2 ans sur ordinateur VAX est exigée ainsi qu'une bonne connaissance des produits matériels.

Bonne pratique de l'Anglais fortement souhaitée. Merci d'envoyer vos candidatures détaillées en totale discrétion sous réf. 42154 à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Bechevelin, 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

JEUNES INGENIEURS TRAVAUX Bretagne

GTB
Grands Travaux de Bretagne

Filiale du Groupe **BOUYGUES** spécialisée dans le Bâtiment, Génie Civil et Ouvrages Fonctionnels, nous offrons à de jeunes diplômés d'Ecole d'Ingénieurs la responsabilité de chantiers sur l'Ouest. Technicien et Gestionnaire, vous avez l'âme d'un Manager qui évoluera dans un environnement où l'esprit d'entreprise et de réussite prédomine. Homme de terrain motivé, nous vous proposons un cadre d'évolution passionnant à la mesure de vos ambitions et de vos résultats. Adressez votre dossier de candidature avec lettre, CV, photo et prêt à **GTB - M Thierry Lecompte** - 8, Avenue de Grimaud - BP 58139 - 35058 Rennes CX.

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN AM, ENI, ENSI, INSA

Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans ses usines,

3M FRANCE recherche pour son département INGENIERIE

UN INGENIEUR PROJETS

Missions :
- Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés de production comprenant : études techniques, évaluation des coûts, élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
- Basé à notre siège social, il aura de fréquents contacts avec nos usines de Beauchamp (95) et nos fournisseurs.

Profil :
- Formation supérieure ingénieur mécanicien.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Aptitude au travail en équipe.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à **Monique GERMAND**, sous la réf. MMG/70, à **3M FRANCE** - Division des Ressources Humaines - Boulevard de l'oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.



Le Monde CADRES

Fleetguard

FLEETGUARD, leader de la filtration du moteur diesel, filiale du groupe CUMMINS, recherche pour son unité de QUIMPER :

UN ACHETEUR HAUT NIVEAU

ayant plusieurs années d'expérience, spécialiste de l'achat - just in time -, capable de négocier des contrats de partenariat. Les produits dont il aura la charge : pièces embouties et de décolletage, joints, colles, peintures et produits d'entretien. Niveau Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce. ESAP appréciée. Anglais indispensable. Adressez C.V. détaillé et lettre de candidature rapidement au Service du Personnel, **FLEETGUARD INTERNATIONAL CORPORATION** BP 658 - 29194 QUIMPER Cedex.

IMPORTANT ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE

CADRE DYNAMIQUE

Formation supérieure exigée, commerciale souhaitée. Des qualités d'animateur, d'organisateur, de gestionnaire, le sens des responsabilités et des relations humaines sont indispensables dans ce poste.

Adressez C.V., photo et prétentions à **VALENS CONSEIL** sous référence 9728, BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

Le Monde CADRES

F A F professionnel secrétaire général

Organisme paritaire chargé de recueillir, gérer, utiliser les sommes destinées à la formation première et continue dans les entreprises, notre budget est de 40 MF. Notre Secrétaire Général assurera avec 7 employés la gestion financière et administrative du Fonds.

Deux types de fonctions sont à considérer :

celles qui concernent la collecte et son traitement (largement informatisé), la recherche des meilleurs placements de fonds et le retour des sommes aux entreprises dans le cadre des dispositions légales et des décisions du Conseil d'Administration,

celles qui ont trait à la vie sociale du Fonds (assemblées, réunions), aux relations avec les centres de formation et avec tous les adhérents, actifs ou potentiels.

Votre expérience professionnelle, pour un poste de cette nature, peut s'être exprimée dans des fonctions de type Personnel/Gestion, où vous aurez eu la pratique des relations paritaires, la connaissance des mécanismes de la FPC et la responsabilité d'un budget important.

Nous souhaitons conclure cette recherche avant Septembre et vous remercions d'adresser rapidement votre dossier sous référence FA 783 M à SEFOP notre Conseil.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

Jeune Sup de Co vivez la gestion sur le terrain

Diplômé d'une école supérieure de commerce en poche, vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant, qui bouge.

Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences. Vous assurerez à moyen terme l'ensemble des tâches administratives :

comptabilité clients-fournisseurs, problèmes juridiques ou fiscaux, gestion du personnel...

Vous aimez l'initiative ; la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur.

Vous intégrerez dans un premier temps notre filiale Sud-Ouest et évoluerez ensuite au sein de

notre groupe (17 000 personnes - 150 implantations en France et à l'étranger).

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous réf. LM 11 à

Service Recrutement Formation

39 rue du Collège

75006 Paris

COLAS

Nous sommes une entreprise dynamique spécialisée dans le domaine des articles utilitaires, plus particulièrement dans le secteur de la technique médicale, dans lequel nous sommes à la pointe du marché international. Notre production se situe en R.F.A.

Pour notre filiale française de Paris nous recherchons un

DIRECTEUR GÉRANT

Nous attendons du candidat la maîtrise des facteurs permettant la consolidation et l'extension de notre position de pointe sur le marché, l'élaboration d'analyses de marché et la coopération au développement de nos stratégies de marché et à leur application. A cela s'ajoutera le contrôle et l'extension des organisations de distribution, ainsi que l'exécution d'un contrôle moderne de la distribution.

Vu la nature de la tâche à assumer, nous recherchons une personne axée sur le commerce, ayant l'esprit d'entreprise, de l'expérience en marketing et en distribution, ainsi que de solides connaissances en sciences économiques. L'étroite collaboration avec la maison mère nécessite la maîtrise de la langue allemande. Un bon sens de la technique est indispensable. En conformité avec la structure de notre société, l'âge du candidat devra se situer entre 30 et 40 ans.

Si cette situation extrêmement intéressante et indépendante vous séduit et si vous disposez des connaissances et expériences requises, veuillez nous envoyer votre candidature manuscrite, accompagnée d'un curriculum vitae et des copies de vos diplômes à notre conseil en

PERSONALBERATUNG GEEST

Inh. Ingrid Geest

Postfach 650 428, D-2000 Hamburg 65, Telefon: 19 49 40 607 00 53

Jeune cadre DE CONCEPTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Gestion, Sciences Po section Eco et Fin. ou équivalent), vous cherchez un poste dans lequel vos qualités de rigueur et de créativité pourront s'exprimer. Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience dans une activité financière ou d'assurance.

Nous vous confierons, au sein d'une équipe jeune, l'étude et la mise au point de différents dossiers qui vous permettront d'aborder des domaines variés ; vous devrez élaborer et rédiger les documents nécessaires au lancement de nos produits dont vous assurerez également le suivi.

Votre goût des contacts et votre sens pédagogique, alliés à une grande qualité de rédaction, seront des éléments essentiels de votre réussite et de votre évolution dans un Groupe en fort développement.

(Réf. 4235/JC/LM)

Animateur de réseau

Nous vous confierons la responsabilité de la formation de commerciaux de notre réseau.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience dans la vente de produits financiers ou d'assurance-vie. Aujourd'hui, vous êtes responsable de la formation dans une société d'assurance-vie et vous avez de bonnes connaissances techniques sur les produits d'assurances collectives d'entreprises.

Vos qualités d'animateur, de gestionnaire et de négociateur, alliées à une grande disponibilité, vous ouvriront de réelles possibilités d'évolution.

(Réf. 4235/AR/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt) en précisant la réf. du poste choisi à

MEDIA PA.

9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Directeur de la Maintenance

Un poste de cadre supérieur intéressant et rémunérateur a été créé dans la filiale française de l'un des leaders mondiaux dans le domaine des systèmes et sous-systèmes d'informatique graphique.

La filiale connaît actuellement un taux annuel de croissance de plus de 50% et, avec le lancement de nouveaux produits, une croissance encore plus forte est prévue.

Le service offert aux clients est considéré comme un élément de qualité essentiel à la stratégie et aux opérations de tous les jours.

Rattaché au Directeur Général, vous serez responsable de l'ensemble des opérations de service qui comprennent la logistique, l'entretien sur place, les réparations et le service de marketing des produits consommables.

En collaboration avec le Directeur Général, vous serez responsable de l'étude et de la mise en œuvre des stratégies commerciales concernant le marketing, le contrôle de la qualité, et les pertes et profits du service clients.

Vous devrez posséder de bonnes qualifications scolaires et au moins cinq à dix ans d'expérience de gestion d'un service clients dans l'électronique informatique ou dans les industries connexes, de préférence chez un constructeur, bien que les candidats d'autres provenances seront sérieusement considérés.

Comme la progression de cette carrière pourra être internationale, de bonnes connaissances de la langue anglaise sont essentielles.

Les salaires et les avantages offerts sont extrêmement compétitifs et intéresseront les personnes désirant gagner au moins 300.000 FF par an.

Veuillez déposer votre demande en appelant Tony McGrath, Directeur au 19 44 1 637 9611 pendant les heures de bureau ou au 19 44 1 699 1622 dans la soirée.

Alternativement, veuillez lui envoyer votre curriculum vitae à l'adresse suivante :

MANAGEMENT & EXECUTIVE SELECTION

Suite 201/206 Albany House, 324 Regent Street, London W1R 5AA.

UNEDIC

Organisme de droit privé
fédérateur des ASSÉDIC
recrute :

2 INGENIEURS D'ETUDES

De formation supérieure (Grande Ecole, MAGE...), débutants ou ayant une première expérience.

Fonctions : étude, conception et analyse de projets informatiques pour une application unitaire de la réglementation sur tout le territoire, à travers un réseau de 11 grands centres informatiques.

L'utilisation de systèmes experts est envisagée.

Axés sur notre principale mission, ces postes constituent une bonne position pour une large prise de contact avec le régime.

Postes basés à Paris, fréquents déplacements en Province.

Postes basés à Paris, fréquents déplacements en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et référence H22 à UNEDIC - Services Techniques - 25, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

SILICONE

Nous concevons et réalisons des logiciels et du matériel dans les domaines de l'informatique industrielle et temps réel. Nous recherchons des ingénieurs motivés pour travailler dans une société dynamique en expansion.

Postes pour PARIS et PROVINCE.

- Ingénieurs logiciels débutants à 2 ans d'expérience. Connaissances souhaitées : C, 68000, UNIX.
- Ingénieurs confirmés Chef de projet. Connaissances souhaitées : UNIX, TELECOM.
- Ingénieurs matériel. Connaissances souhaitées : MULTIBUS VME.

Pour tous ces postes, il est exigé un diplôme grande école.

Envoyer C.V. à SILICONE - Chemin des Prés ZIRST - 38240 MEYLAN

ORGANISME D'INTERET GENERAL

Région Sud-Ouest recherche

CADRE

Charge d'animer sa politique de développement industriel.

Nécessité de :

- Formation scientifique supérieure (ingénieur ou assimilé) et connaissances économiques, - si possible ICG ou IAE.
- Expérience de l'entreprise industrielle à différents postes de responsabilité (production - commercialisation - gestion - etc...).

Sens du contact, esprit ouvert, capable travailler en équipe, sens de l'organisation.

Prise de fonctions prévue Janvier 1987

Ecrire sous réf. 9885 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Organisme d'information sur la formation recherche

DOCUMENTALISTE QUALIFIÉ(E)

Expérience des domaines de la formation et de l'information économique. Informatique documentaire souhaitée.

S'adresser au CRIDEP

90, av. du Président-Wilson, 93100 MONTREUIL.

Importante Société d'Etudes et d'Entreprises Générales spécialisée dans la vente de services et d'installations industrielles à l'exportation recherche pour son siège de la Région Parisienne.

NEGOCIANT PRODUITS DE HF BASE ET MATIERES CHIMIQUES

4 à 5 ans d'expérience dans le négoce international des grands intermédiaires et matières 1^{re} chimiques. Formation supérieure (ESC - ESSEC ou HEC). Grande disponibilité, déplacements fréquents. Anglais exigé, allemand souhaité. Il sera chargé de développer à l'Est comme à l'Ouest le CA négoce chimie.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. 10427 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU MIDI Montpellier

4^{ème} Caisse Régionale de France. 40% de part de marché bancaire. Leader dans le domaine des nouvelles technologies, recherche son

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE

Sa mission, au sein du Département Marketing, sera :
- de développer l'image de marque de l'entreprise,
- de participer à la définition des actions commerciales,
- de réaliser la partie promotionnelle et publicitaire qui s'y rattache,
- de favoriser la relation avec nos partenaires extérieurs (agences, imprimeurs...),
- de proposer et gérer le budget correspondant.

Vous avez une formation supérieure, une expérience professionnelle dans ce domaine, vous êtes dynamique et créatif... adressez lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 2945 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Midi, Service du Personnel, av. du Montpellierais, BP4, MAURIN 34970 LATTES.

Le Monde
CADRES

**Jeunes ingénieurs travaux
vous êtes en vacances, pas nous !**

Nos chantiers fonctionnent tous.
Dès maintenant, nous comptons sur vous.
Vous connaissez nos valeurs : **LIBERTÉ D'ACTION, GRAND AIR, AUTONOMIE.**
Nous vous promettons également initiative et responsabilité : une chose est sûre : **jeunes ingénieurs vous n'allez pas vous ennuyer !**
Dès votre arrivée vous aborderez les techniques routières, vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.
Rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... prendront enfin une dimension concrète, puis peu à peu vous gèrerez vos relations commerciales et décrocherez vos premiers marchés.

Pour vous aider : nos techniques, notre dynamisme et la puissance de notre groupe (17 000 personnes, 7,3 milliards de CA).
Vous êtes disponible immédiatement ou souhaitez commencer à la rentrée. Mettons-nous en chantier dès aujourd'hui, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM 12 à Service recrutement formation
39 rue du Collège
75008 Paris

COLAS

**Puissant groupe industriel
nombreuses filiales France et étranger
recherche pour son siège à Paris**

Juriste d'entreprise

capable d'assurer l'ensemble des fonctions juridiques en France.
Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure Docteur en Droit ou Maître + DESS ou DEA et d'une expérience de 8 à 10 ans acquise de préférence au sein d'un groupe important.
Ces fonctions concernent le droit des sociétés, droit commercial, les contrats et impliquent particulièrement une compétence marquée en matière de structuration de groupe (rapprochement, fusions, apports...).

Niveau rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous référence 5.473 à PUBLIPANEL - 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.

**UNIVERS DE
LA GESTION**

**Responsable
des services financiers**

Important Groupe industriel français (biens d'équipements), ayant une importante activité à l'exportation, recherche un Responsable des services financiers pour assurer l'animation et la coordination des services :

- TRESORERIE :**
 - Contacts avec les banques.
 - Elaboration de la politique en matière de placements et d'emprunts.
 - Gestion de la trésorerie courante du Groupe.
- FINANCEMENTS A L'EXPORTATION :**
 - Etude des schémas financiers à proposer à la clientèle.
 - Suivi de l'évolution des procédures.
 - Application de la politique de la Société en matière de garanties et de financements.
 - Relations avec les banques et les administrations.

A terme, la réussite dans cette fonction lui permettra de prendre part à la définition de la politique financière du Groupe.
Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (orientation financière, administrative et commerciale), une expérience bancaire complétée par une solide expérience des services financiers dans une société industrielle sera appréciée. Homme de contact, il aura la capacité d'animer à terme une équipe de 30 personnes. Anglais courant.
Pour ce poste basé à PARIS et à pourvoir rapidement, quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/n° LM/01, à VECTEUR CONSEIL - 83, rue Michel-Ange - 75016 PARIS.

**BANQUE PRIVEE, FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE
INTERNATIONAL IMPLANTE DANS 45 PAYS DU MONDE,
nous cherchons un**

**Gestionnaire
de patrimoine**

- Il devra :
- Gérer les comptes titres qui nous sont confiés sous mandat de gestion et assurer le développement de cette activité.
- Créer un fonds commun de placement diversifié, en assurer la gestion et participer à la diffusion de ce produit auprès des nos agences.
- Assister celles-ci dans la gestion de patrimoine.

28-35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou de formation universitaire équivalente (néanmoins plus orientée vers les chiffres que vers les lettres). Il a une expérience de trois ans minimum dans la gestion de patrimoine.

Une grande rigueur est nécessaire pour une bonne réussite dans ce poste. Anglois indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 497, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTHE

Afin de compléter notre équipe, nous recrutons :
1/ stagiaires confirmés

DECS et 2 à 3 années de pratique en Cabinet.

2/ stagiaires débutants

mais disposant d'un minimum de formation générale (BTS, Ecoles de Commerce ou équivalent).

pour
**MISSIONS D'AUDITS
COMMISSARIATS AUX COMPTES
REVISION COMPTABLE**

Chances de promotion interne importantes pour candidats sérieux et accrocheurs.

Adresser Curriculum-Vitæ avec photo à :
Société Européenne de Contrôle Comptable et Financier
S.E.C.C.F. - 21 rue Fortuny, 75017 PARIS.

Nous sommes un groupe immobilier en forte expansion.
Dans le cadre de notre développement régional, nous recherchons un

**PROSPECTEUR
FONCIER HF**
PROVENCE - COTE D'AZUR

Sous l'autorité du Directeur Régional, il devra constituer et suivre sur la région un portefeuille d'opérateurs de terrain (DDE, Mairies, Géomètres, Notaires).
Il aura également à effectuer les premières études de faisabilité.
Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation supérieure, possède 2 à 3 ans d'une première expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable qui lui aura permis de se familiariser avec les problèmes d'urbanisme (COS, POS).
Une bonne connaissance du marché local est nécessaire.
Le poste est à pourvoir à AIX EN PROVENCE.
Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/n° 2950 au GROUPE ARCADE
Monsieur Roger, Le Mascaret C
21 d'Aix en Provence
13763 Les Milles Cedex.

**groupe
Arcade**

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE.
Ingénierie nucléaire prestataire de services
recrute

**UNE ASSISTANTE
DU SERVICE TECHNIQUE**

Vous avez un niveau DEUG, BTS et une expérience significative.
Le traitement de texte et l'informatique ne vous rebutent pas.
Vous maîtrisez le français et connaissez suffisamment l'anglais.
Vous savez communiquer.
Venez rejoindre notre équipe et exprimer votre dynamisme.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite sous réf. 70456 M à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

**Groupe COMEX
JURISTE
à mi-temps**

Son expertise portera principalement sur le droit des sociétés (français et étrangers).
Licence ou Maîtrise de Droit Privé, 5 ans d'expérience minimum dans une société internationale.
Parfaites notions de l'anglais écrit et parlé exigées.
Rattaché au Directeur Juridique, aura en charge :
- le domaine du droit des sociétés (français et étrangers), les problèmes particuliers des "joint-venture companies".
- le domaine des assurances : étude et souscription de polices, gestion des sinistres, etc...
Adresser C.V. + lettre + rémunération actuelle à :
M. Yves VIDAL - Directeur des Ressources Humaines
Groupe COMEX
30, Bd des Capucins - 13009 MARSEILLE

comex
LEADER MONDIAL DES TRAVAUX SOUS-MARINS

computel
Société de location de matériel informatique
à forte croissance
recherche

ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER
Formation Ecole Supérieure de Commerce, 1 à 2 ans d'expérience de l'analyse financière, de préférence dans une banque.
Excellentes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.
Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions
à : L. de DIESSAUX COMPUTEL SA, 9, rue de Tolbiac 75008 PARIS

**La France
assurances**

1 400 personnes au Siège Parisien et dans 18 Délégations Régionales, un Réseau de plus de 300 Agents Généraux désirent renforcer son corps d'Inspecteurs du Cadre L.A.R.D., recherche :

**JEUNES DIPLOMES
ECOLE DE COMMERCE**

Véritables commerciaux, ayant le sens de l'initiative et des responsabilités.
Mobiles, disponibles, goût des contacts humains et de l'animation. Libéré O.M.
Formation assurée.
Bonnes perspectives d'évolution de carrière.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et photographie sous pli personnel à :
Directeur des Affaires Sociales - 7-9,
bd Haussmann, 75309 Paris cedex 09.

Ville de Decines-Chapelle (25 000 habitants) recrute

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT**

susceptible de devenir rapidement Secrétaire Général.

Aut. c.v. à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
69151 Decines-Chapelle Cedex.

ORGANISME DE FORMATION LINGUISTIQUE recherche

**RESPONSABLE
DE CENTRE**

Pour son unité basée en Bretagne Sud-Ouest.
Exp. commerciale nécessaire, pédagogique, administrative et d'encadrement souhaitée.
Env. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 8612 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris.

**INGÉNIEURS
ÉLECTRONIQUES**

MÊME DÉBUTANTS pour études systèmes temps réel. Logiciel et matériel. Adr. C.V. à CERM, B.P. 20, 83370 CHAVILLE.

Laboratoire Région lyonnaise Technicien (NE) niveau B.T. ou B.T.S., ayant une bonne formation théorique. Libéré O.M., connaissances approfondies en électronique analogique. Ecrire sous réf. 5255, M.P.A., 68228 LYON Cedex 02.

**Jeune Sup de Co
la gestion sur le terrain**

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce et vous souhaitez mettre à l'épreuve vos connaissances dans un environnement concret.
Le Groupe COLAS vous propose une formation de 12 mois en alternance, vous permettant d'acquérir une expérience professionnelle précieuse.
Le stage est financé par le Groupe COLAS.
Adresser votre dossier de candidature à :
Service Recrutement Formation
39 rue du Collège
75008 Paris

COLAS

**le cadre
d'animation**

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce et vous souhaitez mettre à l'épreuve vos connaissances dans un environnement concret.
Le Groupe COLAS vous propose une formation de 12 mois en alternance, vous permettant d'acquérir une expérience professionnelle précieuse.
Le stage est financé par le Groupe COLAS.
Adresser votre dossier de candidature à :
Service Recrutement Formation
39 rue du Collège
75008 Paris

COLAS

**NEGOCIANT PRODUITS DE
BASE ET MATIÈRES CHIMIQUES**
Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce et vous souhaitez mettre à l'épreuve vos connaissances dans un environnement concret.
Le Groupe COLAS vous propose une formation de 12 mois en alternance, vous permettant d'acquérir une expérience professionnelle précieuse.
Le stage est financé par le Groupe COLAS.
Adresser votre dossier de candidature à :
Service Recrutement Formation
39 rue du Collège
75008 Paris

COLAS

**CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DU MIDI
Montpellier**

**RESPONSABLE
DE LA COMMUNICATION
PUBLICITAIRE**
Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce et vous souhaitez mettre à l'épreuve vos connaissances dans un environnement concret.
Le Groupe COLAS vous propose une formation de 12 mois en alternance, vous permettant d'acquérir une expérience professionnelle précieuse.
Le stage est financé par le Groupe COLAS.
Adresser votre dossier de candidature à :
Service Recrutement Formation
39 rue du Collège
75008 Paris

COLAS

UNIVERS DE
LA GESTION

SAINT-NAZAIRE

HEC, ESC, ESSEC + DECS

260.000 F

ETABLISSEMENT INDUSTRIEL, haute technologie, 2.000 personnes à St-Nazaire cherche un :

Responsable des services comptabilité-gestion

A la tête d'une soixantaine de personnes, ce cadre confirmé assure la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion.

Il veille à la qualité des relations avec les différents services de l'entreprise, d'une part, les partenaires extérieurs, d'autre part.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESC, ESSEC) + DECS, maîtrisant parfaitement l'ensemble des techniques comptables, ayant acquis une expérience d'au moins cinq ans dans une entreprise industrielle.

Des qualités relationnelles et d'animateur, l'esprit de synthèse, le goût d'innover, sont des atouts indispensables.

Le poste offre de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature à AXONE, notre Conseil, sous réf. 6723.

AXONE

44, rue Charles Monselet
44000 NANTES

Lille Paris Nantes Strasbourg Lyon Marseille

Allez de l'avant
en prenant la tête
d'une agence !

Vous voulez valoriser votre expérience de plusieurs années dans le secteur bancaire qui a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine : le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social vous propose d'aller de l'avant.

Responsable d'agence, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients.

Vous développez notre clientèle grâce à votre talent commercial et mettez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale, décentralisée et efficace.

Pour qu'ensemble nous allions de l'avant, adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.6520 à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cédex 11.

Crédit Mutuel
d'Ile de France

L'esprit pionnier

jeune contrôleur de gestion,
prenez une dimension internationale

Nous sommes un puissant groupe d'électronique, (C.A. 21 Milliards de Francs, dont 60% à l'étranger). Nous vous proposons de rejoindre la Direction du Contrôle de Gestion d'une de nos filiales.

Vous serez en charge de la coordination de l'activité budgétaire (plans, budgets, résultats, analyses) de la Société et de ses unités de production. Vous participerez aux études d'investissement et vous contrôlerez le respect des procédures de gestion.

De formation HEC, ESSEC, ESCP... vous avez acquis impérativement en milieu industriel une expérience de 3 ans environ, d'audit ou de contrôle de gestion.

Anglais courant indispensable.

Poste basé à Paris. Déplacements fréquents en Europe.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 91146/LM, à HAWAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

Valeo

L'Équipement Automobile

Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux

28000 personnes - C.A. 11,5 Milliards de Francs - 45% réalisés à l'étranger.

recherche

Cadre Chargé du Suivi des Filiales

(HEC-ESSEC-ESCP, Option Finances-Comptabilité...)

Débutant ou possédant une courte expérience, vous aurez pour mission le suivi de nos filiales à l'étranger (Amérique du Nord et du Sud, Espagne, Italie...), la gestion du portefeuille de participation et le développement de la micro-informatique du Département.

Pour ce poste à large ouverture internationale, la connaissance courante de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

A partir de cette première expérience, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste 61546/M à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

L'EUROPEENNE DE BANQUE

recherche pour son Département
de l'Exploitation Financière, unRESPONSABLE
DE LA
COMPTABILITE
DES SICAV ET F.C.P. NIVEAU CADRE

Ce collaborateur est un bon animateur, adaptable, rigoureux, capable d'assimiler rapidement les techniques spécifiques de ce poste et connaissant les systèmes comptables informatiques.

Nous souhaitons une expérience de 3 à 5 ans dans un poste à dominante comptable, dans une banque, une entreprise ou un cabinet, faisant suite à un diplôme d'enseignement supérieur d'une Ecole Supérieure de Commerce, à une Maîtrise de Gestion ou à un DECS.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à L'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.



L'Européenne de Banque

Centrale d'achats publics, 4 milliards de C.A.,
effectif 500 personnes environ,
15 directions régionales
recherche pour son siège

DES COMPTABLES

BAC + 2 - EXPERIENCE D'UNE OU DEUX ANNEES

Rattachés aux services :
trésorerie, salaires et contrôle, encaissements et recou-
vrement, et fournisseurs.Ces candidats devront animer, encadrer une équipe de
5 à 6 personnes.Cette fonction nécessite la connaissance de l'outil
informatique.Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
FRANCACIP - Réf. 2080

17, rue de la Banque - 75002 PARIS



Aéroports De Paris

Etablissement public qui construit,
exploite et développe les aéroports.

recherche

UN AUDITEUR INTERNE

(HOMME/FEMME)

- Vous avez une formation supérieure
gestion, école de commerce

et une

expérience de trois années de l'audit
dans une grande entreprise ou
dans un cabinet.Venez constituer l'équipe d'audit
d'Aéroports De Paris

Adressez lettre manuscrite et CV, à :

Monsieur CARRIÈRE

291, Bd Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14



Les aéroports : c'est notre affaire !

Importante centrale d'achats et de distribution
recherche pour son siège

1 REVISEUR INTERNE

de formation supérieure de type ESC +

DECS ; vous êtes dotés d'une expérience de

3 à 5 ans en cabinet ou entreprise.

Rattaché au directeur des services comptables

vous aurez pour mission de veiller au respect

des procédures et de la législation. La connais-
sance de l'outil informatique est un atout

nécessaire.

1 FISCALISTE CONFIRMÉ

ayant une pratique de 5 ans min. dans la

fonction.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
à FRANCACIP Réf. 2046

17, rue de la Banque - 75002 PARIS

Responsable
des comptabilités

LIBREVILLE - GABON

410.000 + +

Notre organisme national emploie plus de 2000 personnes et gère un budget de
près de 40 milliards de CFA. Notre souci de gestion rigoureuse nous amène à
recruter notre Responsable des Comptabilités.Vous serez chargé de la supervision et de la centralisation de tous les services
comptables de notre entreprise. Organiser, animer, former seront vos
principales missions. Ce poste constitue un challenge intéressant pour un jeune
diplômé ayant plus de 5 ans d'expérience en comptabilité (niveau mémo-
rialiste).La richesse du poste et les conditions matérielles (salaire, 2 mois de congé par
an avec retour en France, logement), sont tout à fait de nature à attirer un bon
professionnel.Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 175G à Gérard Pont, 15, rue
du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.nervet pont
conseilJeune comptable
D.E.C.SChoisissez les dimensions motivantes d'une importante
Société financière : le CETELEM, leader européen du crédit à
la consommation, filiale de la Compagnie Bancaire, vous offre
les structures et les moyens nécessaires à l'exercice de vos
compétences comptables et actuelles et à l'élargissement de
vos responsabilités.• 1 700 000 clients et des agences partout en France,
• une progression moyenne de 15% par an,
• une technologie de pointe, 1 000 terminaux en temps réel...Vous êtes débutant ou avez une toute première expérience.
Nous vous associerons progressivement aux différentes acti-
vités de notre Direction Financière et Comptable.Par la suite, des possibilités d'évolution vous seront offertes
selon vos performances et dans l'ensemble de l'Entreprise.Merci d'envoyer lettre, CV, photo, prétentions, sous réf. 603 à
Anne COROUGE GUERREIRO
5 avenue Kléber - 75016 Paris.

cetelem

groupe de la compagnie bancaire

Financement
des exportationsNotre groupe réalise plus de 70% de son chiffre d'affaires à
l'étranger.Au sein du Service Financement Export de notre Direction
Financière, vous aurez pour mission d'analyser le risque à
l'exportation et de prendre les garanties nécessaires dans chaque
cas.Diplômé HEC ou école d'ingénieur (+ INSEAD ou ISA), votre
expérience financière en milieu bancaire ou en entreprise est
d'environ 3-4 années. Votre Anglais est courant, vous parlez si
possible une deuxième langue.Votre profil ? Financier bien sûr, mais aussi homme de marketing
se caractérisant par sa forte capacité à communiquer, son
caractère opérationnel, son esprit d'initiative et sa disponibilité
(déplacements à l'étranger).Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. 109M à
Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction du Développement et de la
Gestion des Cadres - 35, bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



هنا من الأصل

Economie

REPÈRES

Chômage

Légère diminution en Espagne

Le nombre de chômeurs enregistrés en Espagne s'élevait à 2 662 366 au 30 juin, soit 51 079 de moins qu'en mai. Le chômage représentait encore 19,79 % de la population active.

Pétrole

Nouveau record à la baisse

Le pétrole du gisement de Brent, le plus vendu de la mer du Nord, est tombé, le 14 juillet, à 9 dollars le baril pour livraison en août, soit une baisse de 2,5 dollars en quinze jours. Le livre anglaise a subi le contrecoup de cette évolution, perdant 2,5 cents contre le dollar américain entre vendredi et lundi. Cette chute des cours est due à la surproduction des pays de l'OPEP qui aurait dépassé 19,3 millions de barils par jour début juillet.

Prix de gros

Baisse en RFA en juin

Les prix de gros en Allemagne fédérale ont baissé en juin de 0,9 % par rapport au mois de mai, et de 7,9 % par rapport à juin 1985, a annoncé, le 14 juillet, l'Office statistique fédéral de Wiesbaden. La baisse des prix de gros en rythme annuel avait été de 7,7 % en mai et de 7,1 % en avril, rappelle l'Office. Les plus fortes baisses de mai à juin ont été observées pour les pommes (- 19 %), le fuel domestique (- 19 %), le café non torréfié (- 16 %), les légumes (- 14 %) et le gazole (- 11 %).

Une étude de l'INSEE

La baisse du dollar aura des effets négatifs à moyen terme

« Une baisse du dollar ralentit l'inflation en France, est expansive à court terme et récessive à moyen terme. » Telles sont les conclusions d'une étude parue dans le numéro de juin de la revue de l'INSEE *Economie et Statistique*, sous la signature de François Meunier, conjoncturiste, et de Catherine Schubert, assistante d'économie à l'Ecole centrale de Paris.

Si le sens des effets de la baisse du dollar est à peu près assuré, précisent les auteurs, leur ampleur est très incertaine, et dépend d'une multitude de facteurs. Ainsi l'effet expansif de court terme est très lié à l'importance de la facture pétrolière et est affaibli si les monnaies généralement accrochées au dollar le suivent dans sa baisse. De même, le ralentissement de l'inflation est deux fois plus fort si les prix en dollars du pétrole et de autres matières premières restent fixes que s'ils s'ajustent à la baisse.

Certes, le sens général de ces conclusions n'est pas nouveau et a déjà été pris en compte par les pouvoirs publics et les agents économiques en France, sans compter l'opinion et les commentateurs économiques, notamment en ce qui concerne l'action désinflationniste des reculs conjugués des cours de la devise américaine et du baril de pétrole. Mais les auteurs vont plus loin en affirmant que la France et l'Europe pourraient se retrouver en 1986 et en 1987 « dans une conjoncture exceptionnellement favorable ».

Tout d'abord, ces deux modifications de l'environnement international (baisse du dollar et du prix du

pétrole) ont un effet « transitoirement expansif » sur l'économie française. Un point de glissement des prix en moins au bout de deux ans, 2,2 points au bout de cinq ans pour un recul du dollar de 10 % et une réduction sensible du prix du pétrole. Certes, la perte de compétitivité des exportations françaises sur les marchés américains et sur ceux qui leur sont rattachés est réelle, mais elle est moindre que celle éprouvée par l'Allemagne et la Grande-Bretagne par exemple, en raison du faible poids des États-Unis dans nos échanges. Pendant les trois premières années qui suivent la baisse du dollar, le produit intérieur brut français est supérieur à son niveau de référence antérieur. Mais au-delà de trois ans, le scénario « redevenant récessif », l'effet des pertes de compétitivité s'avère prépondérant.

Une précision intéressante est fournie par les auteurs : une hausse en une seule fois du dollar est plutôt récessive à court terme, mais toujours expansive à long terme. Or l'étude de la période 1980-1984 montre le contraire. La succession d'à-coups à la hausse du billet vert et de chocs à court terme est restée récessive pour l'économie française, l'emportant sur les effets expansifs à long terme. Si l'on suppose que les autres économies européennes se comportent au profit français dans leurs réactions spontanées à la hausse du dollar, il y aurait là, selon les auteurs, un élément d'explication des médiocres performances de l'Europe au début des années 80. La reprise européenne de 1983-1984, principalement liée à la forte croissance de la demande intérieure américaine et secondairement à l'avantage de compétitivité, ne contredit pas cette idée.

Une combinaison de la hausse et de la baisse

« Avec une certaine surprise », relèvent les auteurs, la baisse du dollar a, sur le niveau des soldes extérieurs français, un effet nul au bout de cinq ans. Elle provoque même une amélioration d'environ 14 milliards de francs du solde exté-

rieur de 1984 par rapport à celui de 1983. Si cela est vrai, assurent-ils, on doit relire différemment la conjoncture de 1984 : la forte amélioration de la balance commerciale française se serait produite non pas malgré mais en partie grâce à la hausse du dollar.

Au-delà de la cinquième année, c'est-à-dire à partir de 1985, l'effet expansif commence à l'emporter. Conséquence : si l'on suppose que la baisse du dollar se maintient jusqu'à la fin de 1986, l'Europe serait en train de vivre la conjonction exceptionnellement favorable des effets positifs à court terme de la baisse présente du billet vert et des effets également positifs, mais avec retard, des hausses du passé, ceci jusqu'en 1987. Après, c'est l'incertitude.

Effectuant une comparaison avec d'autres mouvements de parité, celui avec le mark par exemple, François Meunier et Catherine Schubert retrouvent un résultat clairement mis en évidence par M. Debonneuil et H. Sterdyniak dans leur « étude d'économie statistique » parue en mars 1982 : une variation du dollar a beaucoup plus d'effets sur les prix qu'une variation du même montant de la monnaie allemande. La configuration optimale pour l'économie française est celle d'un dollar faible, qui permet des gains de croissance dans la première année, et d'un mark fort. A cet égard, relèvent-ils, l'ajustement récent du système monétaire européen est advenu dans le contexte « très favorable » où le dollar et le prix du pétrole étaient à un niveau bas.

Ils notent toutefois les effets pervers de la politique agricole commune. La réglementation communautaire, selon eux, a des conséquences dommageables en induisant immédiatement les prix agricoles internes sur les prix externes en cas de dévaluation, ce qui génère des tensions inflationnistes supplémentaires, qu'il faut compenser par de futures dévaluations. La partie de l'étude consacrée à cette thèse est à lire avec attention dans la mesure où elle tranche avec les idées reçues.

FRANÇOIS RENARD.

Le FMI donnerait son accord au nouveau plan mexicain

Le Mexique a obtenu du Fonds monétaire international (FMI) un premier assentiment à son nouveau programme économique pouvant déboucher sur un accord formel dès la semaine prochaine, selon le *Wall Street Journal*.

Ce plan élaboré par le Mexique se démarque du traditionnel programme d'austérité par deux caractéristiques originales. D'une part, les banques étrangères sans l'intermédiaire du Fonds monétaire international (FMI), pour chercher des accords de refinancement de sa dette extérieure, déclaraient, le 14 juillet à Lima. Le gouvernement du président Alan García, ayant favorisé les solutions aux problèmes internes de l'économie, doit faire face à une dette extérieure atteignant 14 milliards de dollars. Refusant l'intervention du FMI, il espère obtenir un rééchelonnement de sa dette en négociant directement avec ses pays et organismes créanciers. Cependant, ces accords directs avec le Club de Paris semblent difficiles à atteindre : ils n'ont été conclus jusqu'à présent que dans deux cas : la Pologne et Cuba.

Le problème immédiat réside dans l'attitude à adopter face au FMI quant au remboursement des 160 millions de dollars de tirages spéciaux (DTS) dus à la mi-août. Etant dans l'incapacité de régler cette somme, le Pérou doit-il persuader le FMI d'accepter un paiement symbolique ou peut-il risquer, en n'honorant pas cette échéance, d'être déclaré indigne pour d'autres crédits ?

Le Pérou veut régler le problème de sa dette sans le FMI

Le Pérou va essayer avant le 30 août prochain d'entamer des négociations avec le Club de Paris ou les banques étrangères sans l'intermédiaire du Fonds monétaire international (FMI), pour chercher des accords de refinancement de sa dette extérieure, déclaraient, le 14 juillet à Lima. Le gouvernement du président Alan García, ayant favorisé les solutions aux problèmes internes de l'économie, doit faire face à une dette extérieure atteignant 14 milliards de dollars. Refusant l'intervention du FMI, il espère obtenir un rééchelonnement de sa dette en négociant directement avec ses pays et organismes créanciers. Cependant, ces accords directs avec le Club de Paris semblent difficiles à atteindre : ils n'ont été conclus jusqu'à présent que dans deux cas : la Pologne et Cuba.

Le problème immédiat réside dans l'attitude à adopter face au FMI quant au remboursement des 160 millions de dollars de tirages spéciaux (DTS) dus à la mi-août. Etant dans l'incapacité de régler cette somme, le Pérou doit-il persuader le FMI d'accepter un paiement symbolique ou peut-il risquer, en n'honorant pas cette échéance, d'être déclaré indigne pour d'autres crédits ?

Le plan de M. Madelin pour les chantiers navals

Le ministre de l'Industrie condamne les « semeurs d'illusions »

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P.T. et du Tourisme, a détaillé, mardi 15 juillet, les mesures en faveur de la construction navale dont il avait tracé les grandes lignes le 26 juin, quelques jours après la cessation de paiement de Normed.

Après avoir expliqué que, sur le marché mondial, la part de l'Europe et de la France ne cessait de régresser depuis vingt ans, M. Madelin a précisé que la situation en France était « intenable » et que « ses prédécesseurs, MM. Le Pensec et Lemaire, lui avaient légué une véritable bombe à retardement ».

Le ministre s'est montré prudent, voire très réservé sur les solutions de reprise de tel ou tel site de Normed. Des projets existent à l'état d'épure pour Dunkerque et pour La Ciotat, mais chacun exigeait que l'État continue de verser des subventions considérables : « Avant je dis oui aux vraies solutions, autant je condamne les semeurs d'illusions », a précisé le ministre.

An plan social, il a confirmé que les salaires du personnel de juillet et août seront payés, et il a demandé que des négociations s'engagent avant la fin du mois entre les partenaires sociaux, tant au niveau de la branche de la construction navale en général (pour aboutir à une prolongation du système des congés de conversion) qu'au niveau de l'entreprise Normed elle-même. « La poursuite de la construction des navires aux chantiers de Dunkerque, de La Ciotat et de La Seyne fait partie de la négociation : les partenaires sociaux devront en effet définir dans quelles conditions il sera possible d'achever ces navires dans des délais acceptables. Si tel est le cas, l'examinerai avec l'administrateur judiciaire la mise en place des financements nécessaires », a-t-il déclaré.

Les salariés qui voudront quitter Normed pourront percevoir un capital de 200 000 francs au minimum.

Le bilan démographique de la France

Une faible hausse des naissances en 1985

Le rapport sur la situation démographique de la France, en 1985, préparé par l'INED (Institut national d'études démographiques), que le ministre des affaires sociales vient de transmettre au Parlement, confirme les petites originalités de la France parmi les pays européens et les pays industrialisés en général : un relatif maintien de la fécondité et une très basse mortalité infantile notamment.

On comptait, au 1^{er} janvier 1986, 55 282 000 personnes en France, soit 218 000 de plus qu'au 1^{er} janvier 1985 : le léger accroissement du nombre de naissances en 1985 (768 000, contre 760 000 l'année précédente) a été compensé par un léger accroissement du nombre de

décès, dû à la vague de froid de l'hiver et à une épidémie de grippe.

Le taux de fécondité s'est élevé à 1,82 enfant par femme en 1985, à peine plus qu'en 1984 (1,81), mais au-dessus des taux européens : 1,78 en Angleterre, 1,74 en Suède (malgré une remontée en 1985), 1,5 en Suisse, 1,28 en RFA. D'autre part, alors que la situation reste à peu près stable en France, les taux diminuent dans les autres pays européens, notamment dans les pays méditerranéens, arrivés déjà à des niveaux inférieurs à celui de la France : 1,7 en Espagne dès 1983, 1,5 en Italie en 1984 ou voisins (1,8 au Portugal, 1,85 en Grèce en 1984).

Le bas niveau de fécondité en France est dû à la diminution des naissances de rang 3 (37 % pour les femmes nées en 1955 par rapport à celles nées en 1931) et des enfants de rang 4 ou plus (près de 80 % pour les mêmes générations). Les enfants de mère étrangère représentent 12 % des naissances (mais 43,4 % des 48 400 naissances de rang 4 et plus), une proportion qui se stabilise depuis 1982.

Comme dans l'ensemble des pays européens, on constate une augmentation des naissances hors mariage : deux fois plus nombreuses qu'en 1975, elles ont représenté, l'an dernier, 20 % du total. Le phénomène est lié à la baisse de la nuptialité : on a compté 273 000 mariages en 1985, contre 417 000 en 1972, soit une baisse d'un tiers. En revanche, le nombre d'avortements a légèrement baissé : 170 000 en 1985 contre 180 000 environ depuis 1981, après une période de hausse due le plus souvent à une amélioration de l'eugénisme.

En ce qui concerne la mortalité, l'année 1985 a été marquée par une baisse des décès par accidents de la route (10 447 contre 11 525 en 1984) et par tuberculose, alors que se sont accrus ceux par maladie de l'appareil respiratoire ou par maladies vasculaires, liées à l'épidémie grippale, et que les décès par cancer (25 % du total) ont légèrement augmenté. La mortalité infantile s'est très légèrement accrue (8,3 pour 1 000, contre 8,2 en 1984), tout en restant très faible.

Dernier phénomène : le « solde migratoire », qui n'a cessé de diminuer depuis 1981 par suite du contrôle des entrées, a été nul en 1985, le nombre restreint des sorties ayant équilibré strictement celui des entrées.

F. G.

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

COMPAGNIE PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

Appel d'offres n° 1608

APPEL D'OFFRES EXTERNE

CONCERNANT LA CENTRALE THERMIQUE DE JANDAR

Fonctionnement : coke pour les deux unités de 60 MW

La Compagnie publique d'électricité annonce le projet susmentionné relatif à la conception, la fourniture et le montage de l'équipement ainsi qu'à la réalisation des travaux de génie civil concernant deux unités de 60 MW + 10 % de la centrale thermique, ces unités devant être livrées prêtes pour le fonctionnement, c'est-à-dire clés en mains.

Site : à proximité de Hama, à 30 km environ au Sud.
Combustible : coke de pétrole et/ou mazout.
Régime d'exploitation : système de refroidissement à air.
Raccordement : sur le réseau national 230 KV au moyen d'une sous-station comprise dans le présent appel d'offres.
Les soumissions s'entendent clés en mains. Dans le cas contraire, elles seront refusées.

La prise des travaux de génie civil sera indiquée séparément dans l'offre, et seule la compagnie aura le droit d'exécuter les travaux de génie civil lors du contrat concernant le projet ou de les faire exécuter par l'adjudicataire du contrat.

Financement : les participants devront soumettre deux possibilités de financement, l'une prévoyant le financement par la compagnie, et l'autre par la soumissionnaire ou par son intermédiaire.
Caution de participation : 2 millions de livres syriennes ou l'équivalent. Garantie de bonne exécution : 5 % de la valeur du contrat.

Avances : la compagnie peut consentir à l'adjudicataire une avance pouvant s'élever au maximum à 10 % de la valeur du contrat.
Délai pour l'exécution : trente-deux mois pour la première unité et la sous-station (première partie) et trente-six mois pour la deuxième unité (deuxième partie).

Pénalités de retard : en cas de retard dans l'exécution des travaux, les pénalités applicables sont celles prévues dans les cahiers des charges, étant entendu toutefois que ces pénalités (à l'exclusion des pénalités techniques) ne pourront pas dépasser 20 % de la valeur du contrat.

Langue utilisée pour la rédaction de l'offre : l'offre sera rédigée en anglais.

Les sociétés intéressées pourront obtenir les documents relatifs à l'appel d'offres en s'adressant au Département de l'Énergie, Conseil de la Compagnie publique d'électricité, contre paiement de 5 000 livres syriennes, à compter du 14 juin 1986, entre 12 heures et 14 heures tous les jours ouvrables.

La date limite pour la soumission des offres à la Compagnie publique d'électricité est fixée au mardi 21 août 1986 (au soir, avant la fermeture des bureaux). Les offres seront ouvertes au public.

orientations

(SERVICE)

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Niveau d'études

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Commerce Gestion | <input type="checkbox"/> Ingénierie |
| <input type="checkbox"/> Ventes, Commerce Gestion, Distribution | <input type="checkbox"/> Management, Travaux Publics |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Architecture |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Art |
| <input type="checkbox"/> Informations | <input type="checkbox"/> Contrôle des Activités Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique | <input type="checkbox"/> Danse |
| <input type="checkbox"/> Communication | <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle |
| <input type="checkbox"/> E-commerce/Commerce | <input type="checkbox"/> Communication Médias, Communication |
| <input type="checkbox"/> Langues | <input type="checkbox"/> Communiqué dans l'Environnement |
| <input type="checkbox"/> Tourisme | <input type="checkbox"/> Cycles de Gestion |
| <input type="checkbox"/> Accusés | <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires |
| <input type="checkbox"/> Para-Médical | <input type="checkbox"/> Nouvelles Technologies |
| <input type="checkbox"/> Assurances | <input type="checkbox"/> Cours par correspondance |
| <input type="checkbox"/> Transports | |

هذه امه الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Société Centrale de Crédit Maritime Mutuel

L'Assemblée Générale réunie le 6 juin 1988, sous la Présidence de M. Rémi LE LAY, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le Crédit Maritime Mutuel joue un rôle essentiel dans le financement de la pêche, des cultures marines, de la filière « mer » et des activités économiques implantées dans les départements côtiers.

Le total de bilan des Etablissements de Crédit Maritime Mutuel regroupés au sein de la Société Centrale de Crédit Maritime Mutuel (loi du 15 juin 1984 et décret du 14 décembre 1984) atteint 5,9 milliards de francs, 3,3 milliards de francs de crédits et 2,9 milliards de francs de ressources d'épargne auxquels s'ajoute 1,7 milliards de francs de refinancements spécifiques.

Les capitaux propres et assimilés des différents Etablissements atteignent 294 millions de francs et le résultat brut d'exploitation 43,7 millions de francs (avant dotation aux amortissements, provisions pour créances douteuses et impôt sur les sociétés).

Monsieur Rémi LE LAY, Président de la Caisse Régionale du Finistère, a été reconduit dans ses fonctions de Président de la Société Centrale.

BIGT

BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRÉSORERIE

Afin d'accroître sa présence et sa capacité d'action sur les marchés monétaires et financiers, la Banque internationale de gestion et de trésorerie, dont l'actionnaire principal est le Crédit Lyonnais, annonce une augmentation prochaine de son capital de 100 à 150 millions de francs.

A cette occasion, le Crédit Foncier de France entrera au capital de la Banque internationale de gestion et de trésorerie. La Caisse centrale des banques populaires avait, en début d'année, cédé sa participation au Crédit Lyonnais.

A la suite de ces diverses modifications, la répartition de l'actionariat sera la suivante :

Crédit Lyonnais	58,66 %
Crédit Foncier de France	30 %
Banque française du commerce extérieur	10 %
Divers	1,34 %

SICAV DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

Fructivator

Le conseil d'administration, réuni le 1^{er} juillet 1988, a décidé de modifier la répartition du droit d'entrée acquis par les souscripteurs en réduisant à 1 % la part restant acquise à la SICAV, le solde représentant la part rattachée à des tiers.

Fructifrance

Le conseil d'administration, réuni le 25 juin 1988, a décidé de modifier la répartition du droit d'entrée acquis par les souscripteurs en réduisant à 1 % la part restant acquise à la SICAV, le solde représentant la part rattachée à des tiers.

Planinter

Le conseil d'administration, réuni le 17 juin 1988, a décidé de modifier la répartition du droit d'entrée acquis par les souscripteurs en réduisant à 1 % la part restant acquise à la SICAV, le solde représentant la part rattachée à des tiers.

Ces modifications entreront en vigueur dans un délai de quinze jours après la publication du présent communiqué.

Technocic

La Sicav spécialisée dans les sociétés de technologie

L'Assemblée Générale des actionnaires de Technocic, réunie le 4 juillet 1988 sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Richou, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1988, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises. Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F 40,77 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 5,63, soit un revenu global de F 46,40. Ce dividende est payable à partir du 8 juillet 1988 à 12 heures aux guichets du Crédit Industriel et Commercial de Paris, des autres banques du Groupe CIC, de la Banque Française du Commerce Extérieur et de la Banque pour l'Industrie Française.

Les actionnaires de la Sicav auront la possibilité de réinvestir la somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts, avoir fiscal compris, pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale du droit d'entrée jusqu'au 7 octobre 1988.

Par ailleurs, il est rappelé que depuis le 13 mai 1986 la commission de souscription est de 3 % au lieu de 4,75 % précédemment.



Groupe CIC

Les conseillers municipaux de Landerneau percevaient illégalement des indemnités

BREST de notre correspondant

La ville de Landerneau (15 600 habitants) s'est fait rappeler à l'ordre par les magistrats de la chambre régionale des comptes de Bretagne parce qu'elle indemnisait tous ses conseillers municipaux. En 1984, au terme d'une délibération, l'Assemblée municipale avait décidé de donner aux élus de base une indemnité pour pouvoir assurer pleinement leurs fonctions. Les conseillers socialistes et communistes souhaitaient davantage de moyens pour exercer correctement leur mandat (bureau, téléphone, etc.). Après avoir essayé un refus de la majorité, ils se sont ralliés à l'idée d'indemnités. « Nous pensions que le projet de statut de l'élu allait sortir, dit le maire, M. Paul Jarry, RPR. Notre attente a été vaine. » La municipalité a pris en quelque sorte les devants. Bien imprudemment cependant, car légalement, seuls le maire et ses adjoints (ceux-ci sont neuf à Landerneau) peuvent percevoir des indemnités. Les conseillers, en revanche, sur son pain sec, quel que soit le temps qu'ils passent à l'écoute de la vie communale.

La ville de Landerneau a contourné le problème en créant une amicale des élus. Une subvention de 23 000 francs, soit 1 000 francs pour chacun des conseillers, a été versée dans cette cageotte pour être redistribuée aux intéressés. En 1985, les mêmes élus ont reçu une somme équivalente. Et, le 20 juin dernier, le conseil a voté une subvention. Mais celle-ci n'a pas encore été encaissée par l'amicale.

Les heureux destinataires de cet argent illégalement perçu devront maintenant le rembourser. Il n'y a pas eu de malversation mais cela fait quand même du bruit dans Landerneau. M. Jarry souligne qu'il est temps de se préoccuper du statut de l'élu, qui ne dispose pas toujours de revenus suffisants pour remplir sa tâche. « Il devient difficile, fait-il remarquer, de trouver des candidats aux élections municipales. » ...Ce qui n'est pas le cas aux régionales.

GABRIEL SIMON.

Pour freiner la surproduction

Bruxelles insiste pour que le soutien aux producteurs de viande soit réduit

Les producteurs devront sans doute se satisfaire d'un mécanisme de soutien moins favorable et pas seulement pour la viande. Car la Commission se préoccupe de plus en plus du gonflement des stocks.

BRUXELLES Communautés européennes De notre correspondant

Lors de la fixation des prix agricoles en avril dernier, les Douze s'étaient donné jusqu'à la fin de l'année pour mettre au point une réforme du régime de soutien applicable à la viande bovine. Les ministres de l'agriculture réunis le lundi 14 et le mardi 15 juillet à Bruxelles viennent de reprendre le débat là où ils l'avaient laissé au printemps. Pour freiner une surproduction de plus en plus ruineuse, la Commission européenne estime qu'il est nécessaire de pratiquement supprimer d'ici deux ans les achats d'intervention (stockage à prix garanti). Elle propose de les remplacer par des primes qui seraient versées par tête de bétail aux producteurs spécialisés.

A l'appui de sa thèse, M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, fait remarquer que la situation sur le front des excédents est particulièrement catastrophique : au premier semestre, les achats d'intervention ont porté sur 220 000 tonnes de viande si bien que les stocks atteignent aujourd'hui 730 000 tonnes. Et cela malgré des exportations record. Celles-ci, en 1986, se situent autour du million de tonnes, un niveau jamais atteint. Ces exportations ne sont d'ailleurs possibles que moyennant de très lourdes subventions : ainsi le coût de la vente de cent mille tonnes de viande au Brésil a dépassé les 200 millions de francs.

L'ordre de 140 millions d'ECU, soit près d'un milliard de francs. M. François Guillaume, de même que ses collègues irlandais et luxembourgeois récusent cette logique de la catastrophe. La surproduction de viande est, selon lui, conjoncturelle, liée surtout à l'abattage massif de vaches laitières qui résulte de la politique de contingentement de la production de lait. La France propose de maintenir l'intervention comme principal instrument de régulation entre l'offre et la demande, mais d'en modifier le fonctionnement : actuellement, les achats d'intervention s'effectuent à un prix officiel sensiblement supérieur au prix du marché. Elle suggère qu'ils soient pratiqués désormais à un prix très voisin du prix du marché.

Plusieurs pays membres, tels la RFA et l'Espagne, souhaitent limiter l'intervention mais non la supprimer. En revanche, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont favorables aux propositions de la Commission. L'impression générale est, qu'au bout du compte, les producteurs devront se satisfaire d'un mécanisme de soutien moins favorable.

M. François Guillaume plutôt désabusé

C'est une orientation qui ne frappe pas les seuls producteurs de viande. La Commission va tenir, vendredi, à Londres, une réunion de réflexion consacrée aux problèmes de plus en plus préoccupants des stocks agricoles. Dans l'entourage de M. Andriessen, on laisse entendre que de nouvelles mesures pourraient être envisagées pour freiner la production laitière qui continue de croître en dépit des régimes des quotas de production. Décidément, les agriculteurs ne sont pas à la fête. Que pense

ENTREPRISES

Le CCF crée une société de gestion internationale de capitaux

Le Crédit commercial de France (CCF) a créé, avec la firme américaine Mackay Shields, une société de gestion internationale de capitaux au capital de 1 million de dollars, détenus à parts égales par ces deux organismes. Baptisée CM International Associates, cette société sera dirigée par M. Ruan de Liederkake, président directeur général de Smith Barney, puis vice-président de Hill Samuel. Mackay Shields gère par ailleurs des placements effectués aux Etats-Unis. Emanation de New York Life Insurance, qui dispose d'un portefeuille voisin de 30 milliards de dollars, Mackay Shields gère, pour sa part, quelque 3,5 milliards de dollars. De son côté, le CCF, qui gère environ 8 milliards de dollars (en termes consolidés), se consacrera à la gestion des capitaux non américains. Cette opération permettra à la banque française d'accroître sa présence internationale après avoir récemment créé, avec les japonais Nikko Securities, un fonds commun de placement en ECU.

BASF revend à Dainippon dix fabriques d'encres

L'office allemand des cartels ne badine pas. En rachetant, il y a un an, la firme américaine Inmont (peintures, encres), le groupe chimique BASF avait, du même coup, acquis un quasi-monopole sur le marché allemand des encres en devenant propriétaire de la filiale Hartman. Pour se plier à la réglementation et limiter sa part à 60 %, il vient de revendre cette société à la multinationale japonaise Dainippon. Le prix de cession n'a pas été rendu public. Mais, d'après le porte-parole de l'entreprise nipponne, la dizaine de fabriques appartenant à Hartman, situées en RFA, en Autriche, en Suède et au Danemark, sont estimées à 36 millions de deutschemarks (115 millions de francs environ).

Indosuez sur le marché financier américain

La banque indosuez va prendre une participation majoritaire dans GNP Commodities, une maison de négoce américaine spécialisée sur les marchés à terme d'instruments financiers, notamment à Chicago. Créée en 1972 par M. Brian Monieson, l'ancien président du Chicago Mercantile Exchange, cette société emploie actuellement cent soixante-dix personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 17 à 18 millions de dollars. Pour la banque indosuez, il s'agit là d'une opération de diversification vers « des métiers nouveaux » dans le domaine de l'ingénierie financière aux Etats-Unis où le groupe est déjà présent à New-York, Chicago, Los Angeles, Houston et Atlanta.

Pepsico achète la division internationale de Seven Up

Pepsico, le numéro deux mondial des boissons sans alcool, a acheté pour 246 millions de dollars la division internationale de Seven Up, qui appartenait au groupe Philip Morris. A l'origine, Pepsico avait l'intention de racheter pour 380 millions de dollars l'ensemble Seven Up, mais bien les activités à l'étranger qu'aux Etats-Unis. Mais la Commission fédérale du commerce avait annoncé son intention de s'opposer à ce projet qui contrevient, selon elle, aux lois antitrust des Etats-Unis. Selon Pepsico, l'acquisition de la seule division internationale, dont le siège est à Lausanne, ne nécessite pas l'approbation des autorités fédérales américaines. Seven Up International, présent dans quatre-vingt-cinq pays, est un des leaders dans le secteur des boissons à jus de citron, qui représente 15 % des ventes des boissons non alcoolisées en dehors des Etats-Unis.

Capital-risque : Coparis a recueilli 150 millions de francs

Nouvelle venue parmi les nombreux organismes de capital-risque existant en France, la Compagnie de participations en capital-risque de Paris et de l'île-de-France (Coparis) a annoncé qu'elle avait recueilli 150 millions de francs de capitaux propres destinés à des investissements dans des entreprises de la région parisienne. Coparis, née de l'initiative privée, a été créée par quarante-six groupes industriels financiers et institutionnels avec les concours des chambres de commerce et d'industrie de Paris et de Versailles, et de la Compagnie des agents de change.

RELANCE DE L'IMMOBILIER INVESTISSEZ SEFIMEG

Société Immobilière d'Investissement, SEFIMEG est spécialiste de la construction et de la gestion locative.

Son patrimoine immobilier, essentiellement parisien, s'étend à 7600 appartements et 102 000 m² de locaux à usage commercial situés aux meilleurs emplacements.

Sa longue expérience lui permet d'adapter son patrimoine aux évolutions du marché, de rechercher les sites et produits les plus appropriés pour améliorer son rendement et sa valeur. Seffimeg relance sa politique d'investissements et réalise, dès 1986, trois opérations à Paris et Marseille. Elle étudie également différents programmes en région parisienne, consistant notamment en locaux commerciaux d'une rentabilité plus élevée.

Des résultats parlants :

- Les recettes ont progressé de 7,8 %, de 221 763 000 F en 1984 à 239 047 000 F en 1985.
- Le résultat d'activité et financier s'inscrit également en hausse de plus de 7 %, passant de 145 905 000 F à 156 591 000 F.
- Compte tenu des plus-values à long terme réalisées par suite de cessions d'immeubles, le bénéfice de l'exercice 1985 s'est élevé à 169 403 000 F (contre 153 308 000 F en 1984).

Ces résultats ont permis de proposer la distribution d'un dividende passant de 20 à 21 F et de

8,75 F pour les actions nouvelles ayant jouissance au 1^{er} août 1985. Pour 1986, les perspectives sont favorables : les recettes, les résultats et le dividende devraient connaître une nouvelle progression.

PARTICIPEZ A LA CROISSANCE DE SEFIMEG ET SOUSCRIVEZ A SON AUGMENTATION DE CAPITAL

Cette opération doit permettre à SEFIMEG, dans un contexte de relance immobilière, d'accroître et d'amplifier sa politique d'investissements, notamment en locaux à usage commercial, sans négliger les programmes d'habitation en centre ville.

SEFIMEG émet 1 254 309 actions nouvelles de F 100 nominal à souscrire au prix de F 370, à raison de 1 action nouvelle pour 6 anciennes, jouissance 1^{er} juillet 1986.

La souscription est ouverte du 7 juillet au 28 juillet 1986 au siège social de SEFIMEG, 4, place Rio-de-Janeiro, 75008 PARIS, à ses bureaux, 64, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, et auprès de tous les intermédiaires financiers habilités.

Note d'information (visa COB n° 86-236 du 24 juin 1986) disponible sans frais. BALO du 30 juin 1986.



sefimeg

Le ministre de l'Industrie condamne les « semeurs d'illusions »

Le ministre de l'Industrie, M. Michel Rocard, a condamné les « semeurs d'illusions » qui, en annonçant des créations d'emplois, tentent de faire passer des entreprises en difficulté.

M. Rocard a déclaré que les entreprises en difficulté ne doivent pas se laisser aller à des annonces de créations d'emplois qui ne sont que des illusions. Il a souligné que les entreprises doivent se concentrer sur la recherche de solutions pour surmonter leurs difficultés.

M. Rocard a également souligné l'importance de la coopération entre les entreprises, les syndicats et les pouvoirs publics pour surmonter les difficultés économiques. Il a appelé à une plus grande transparence et à une meilleure communication entre les différents acteurs de l'économie.

M. Rocard a conclu son discours en affirmant que le gouvernement restait engagé à accompagner les entreprises en difficulté et à leur offrir toutes les aides possibles. Il a réaffirmé la confiance du gouvernement dans la capacité des entreprises à surmonter leurs difficultés et à créer de nouveaux emplois.

Une faible hausse des naissances en 1985

Le rapport sur la situation démographique de la France en 1985, publié par l'INSEE, indique une faible hausse des naissances. Le nombre de naissances est passé de 1 140 000 en 1984 à 1 150 000 en 1985, soit une augmentation de 0,9 %.

PIRES INTERNATIONAL

PIRES INTERNATIONAL, société spécialisée dans la gestion immobilière, annonce la mise en vente de plusieurs propriétés d'exception. Ces biens sont situés dans des zones prestigieuses et offrent de remarquables caractéristiques architecturales et paysagères.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

11 JUILLET

Cours relevés à 18 h 05

Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Cotation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1860	A.E. 1975	1552	1670	1598	+ 1 03	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	C.E. 1975	4410	4410	4412	+ 0 04	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1145	B.L.P. 1975	1115	1115	1115	- 0 08	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1145	C.E.F. 1975	1147	1147	1147	- 0 12	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	637	+ 2 10	86	Dredanville Cal	89 35	88	88	+ 1 34
1860	Blancpain T.P.	2580	2580	2580	+ 0 11	1080	Calédo. F. Ind.	637	540	6							

Comptant (sélection)										Second marché (sélection)																			
VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS											
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours									
Obligations										Étrangères																			
Exp. 75 1973			1788			De Indesdelle	3478	3485	Navig. Mar. d.	180	180	A.S.P. S.A.	1645	1645	Dauphin D.T.A.	1755	1745	Meda	316	316									
Exp. 8,80 75 77			123	1205		Comp. Lyon-Alp.	425 50	430	OPF Porteur	400	400	Alma Hémisphère	716	716	Danewsky	1373	1380	Neos. Cote. Fin.	674	675									
8,80 75 78/81			105 55	8000		Comp. Paris	1153	1145	CPF Porteur	205	205	Aspetel	325	325	Danewsky	385	385	Paroissiale P.D.	385	385									
8,80 75 79/81			100 74	5111		C.M.P.	23 50	26 10	OPF Porteur	246	248	B.A.F.F.	786	700	Danewsky	540	540	Port. Financ.	230	224									
10,10 75 82			8 552			Créd. C.F.J.L.	827 84		OPF Porteur	951	950	B.A.F.F.	1375	1385	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
13,25 75 80/81			111 25	1416		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
13,25 75 80/87			107 80	1416		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
13,25 75 81/82			114	6720		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
13,25 75 81/87			130 30	1387		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380	1380	OPF Porteur	951	950	Edizione Raffard	300	302	Edizione Raffard	300	302	Pont. Financ.	230	224									
14,50 75 82/83			125 15	7989		Créd. C.F.J.L.	1380																						

[illegible][illegible][illegible]

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
* : marché continu.

[illegible]

CHANGES
PARIS 8
Bourse de Paris et de l'Étranger
Les affaires continuent en
bonne animation, les dividendes
sont payés, le marché est calme.
Les valeurs étrangères sont
en hausse, les valeurs françaises
en baisse. Le 1000 francs
est à 100 francs, le 500 francs
à 50 francs, le 250 francs
à 25 francs, le 100 francs
à 10 francs, le 50 francs
à 5 francs, le 25 francs
à 2 francs, le 10 francs
à 1 franc, le 5 francs
à 0,50 franc, le 2 francs
à 0,25 franc, le 1 franc
à 0,125 franc, le 0,50 franc
à 0,0625 franc, le 0,25 franc
à 0,03125 franc, le 0,125 franc
à 0,015625 franc, le 0,0625 franc
à 0,0078125 franc, le 0,03125 franc
à 0,00390625 franc, le 0,015625 franc
à 0,001953125 franc, le 0,0078125 franc
à 0,0009765625 franc, le 0,00390625 franc
à 0,00048828125 franc, le 0,001953125 franc
à 0,000244140625 franc, le 0,0009765625 franc
à 0,0001220703125 franc, le 0,00048828125 franc
à 0,00006103515625 franc, le 0,000244140625 franc
à 0,000030517578125 franc, le 0,0001220703125 franc
à 0,00006103515625 franc, le 0,000030517578125 franc
à 0,0000152587890625 franc, le 0,00006103515625 franc
à 0,000030517578125 franc, le 0,0000152587890625 franc
à 0,00000762939453125 franc, le 0,000030517578125 franc
à 0,0000152587890625 franc, le 0,00000762939453125 franc
à 0,000003814697265625 franc, le 0,0000152587890625 franc
à 0,00000762939453125 franc, le 0,000003814697265625 franc
à 0,0000019073486328125 franc, le 0,00000762939453125 franc
à 0,000003814697265625 franc, le 0,0000019073486328125 franc
à 0,00000095367431640625 franc, le 0,000003814697265625 franc
à 0,0000019073486328125 franc, le 0,00000095367431640625 franc
à 0,000000476837158203125 franc, le 0,0000019073486328125 franc
à 0,00000095367431640625 franc, le 0,000000476837158203125 franc
à 0,0000002384185791015625 franc, le 0,00000095367431640625 franc
à 0,000000476837158203125 franc, le 0,0000002384185791015625 franc
à 0,00000011920928955078125 franc, le 0,000000476837158203125 franc
à 0,0000002384185791015625 franc, le 0,00000011920928955078125 franc
à 0,000000059604644775390625 franc, le 0,0000002384185791015625 franc
à 0,00000011920928955078125 franc, le 0,000000059604644775390625 franc
à 0,0000000298023223876953125 franc, le 0,00000011920928955078125 franc
à 0,000000059604644775390625 franc, le 0,0000000298023223876953125 franc
à 0,00000001490116119384765625 franc, le 0,000000059604644775390625 franc
à 0,0000000298023223876953125 franc, le 0,00000001490116119384765625 franc
à 0,000000007450580596923828125 franc, le 0,0000000298023223876953125 franc
à 0,00000001490116119384765625 franc, le 0,000000007450580596923828125 franc
à 0,0000000037252902984619140625 franc, le 0,00000001490116119384765625 franc
à 0,000000007450580596923828125 franc, le 0,0000000037252902984619140625 franc
à 0,00000000186264514923095703125 franc, le 0,000000007450580596923828125 franc
à 0,0000000037252902984619140625 franc, le 0,00000000186264514923095703125 franc
à 0,000000000931322574615478515625 franc, le 0,0000000037252902984619140625 franc
à 0,00000000186264514923095703125 franc, le 0,000000000931322574615478515625 franc
à 0,0000000004656612873077392578125 franc, le 0,00000000186264514923095703125 franc
à 0,000000000931322574615478515625 franc, le 0,0000000004656612873077392578125 franc
à 0,00000000023283064365386962890625 franc, le 0,000000000931322574615478515625 franc
à 0,0000000004656612873077392578125 franc, le 0,00000000023283064365386962890625 franc
à 0,000000000117165311825934814453125 franc, le 0,0000000004656612873077392578125 franc
à 0,00000000023283064365386962890625 franc, le 0,000000000117165311825934814453125 franc
à 0,0000000000585826559129674072265625 franc, le 0,00000000023283064365386962890625 franc
à 0,000000000117165311825934814453125 franc, le 0,0000000000585826559129674072265625 franc
à 0,00000000002929132795648370361328125 franc, le 0,000000000117165311825934814453125 franc
à 0,0000000000585826559129674072265625 franc, le 0,00000000002929132795648370361328125 franc
à 0,000000000014645663978241851806640625 franc, le 0,0000000000585826559129674072265625 franc
à 0,00000000002929132795648370361328125 franc, le 0,000000000014645663978241851806640625 franc
à 0,0000000000073228319891209259033203125 franc, le 0,00000000002929132795648370361328125 franc
à 0,000000000014645663978241851806640625 franc, le 0,0000000000073228319891209259033203125 franc
à 0,00000000000366141599456046295166015625 franc, le 0,000000000014645663978241851806640625 franc
à 0,0000000000073228319891209259033203125 franc, le 0,00000000000366141599456046295166015625 franc
à 0,000000000001830707997280231475830078125 franc, le 0,0000000000073228319891209259033203125 franc
à 0,00000000000366141599456046295166015625 franc, le 0,000000000001830707997280231475830078125 franc
à 0,0000000000009153539986401157379150390625 franc, le 0,00000000000366141599456046295166015625 franc
à 0,000000000001830707997280231475830078125 franc, le 0,0000000000009153539986401157379150390625 franc
à 0,00000000000045767699932005786895751953125 franc, le 0,00000000000183070799728023147583

AUTOUR DE LA COFFEE

ESSEC

ESSEC
MASTRE SPECIALISE
EN CONCEPTION ET GENIE
DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES

ÉTRANGER

2-3 L'URSS de M. Gorbatchev.
3 Irlande du Nord : les autorités ont réussi à éviter l'épreuve de force au cours des défilés « orangistes ».
- Vietnam : M. Truong Chinh succède à Le Duan au poste de secrétaire général.

POLITIQUE

5 à 8 Le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les dénationalisations.
- Les réactions.

SOCIÉTÉ

9 150 hélicoptères pour séduire M. Mitterrand.
10 Chronique des années 60 : 1. - La grande « manif » de l'UNEF.
11 Le Monde de la Médecine.
17 Le Tour de France cycliste : Herrera au pied du mur.

CULTURE

13 Le quarantième Festival d'Avignon : rencontre avec Kateb Yacine.
- Le Festival des cordes de Miracourt.
14 Le « Songe d'une nuit d'été » à Vaison-la-Romaine.
- Communication : l'avenir de la télévision directe.

ÉCONOMIE

24 Selon l'INSEE, la baisse du dollar aura des effets négatifs à moyen terme.
- Le bilan démographique de la France.
25 Bruxelles insiste pour que le soutien aux producteurs de viande soit réduit.
26-27 Marchés financiers.

SERVICES

Programmes spectacles 15
Radio-télévision 16
Mots croisés 16
Météorologie 16
Carnet 17

L'attentat contre la BRB

Revendications à Bonn et à Bruxelles

M. Alain Marsaud, juge d'instruction à Paris, a été chargé de l'information ouverte contre X pour « assassinat, tentative d'assassinat, destruction d'objets mobiliers et biens immobiliers appartenant à autrui, par l'effet d'une substance explosive ou incendiaire, et infraction à la législation sur les explosifs », après l'attentat du 9 juillet contre des locaux de la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne (un mort, 19 blessés). Une commission rogatoire générale a été délivrée à la brigade criminelle.

Le premier objectif du juge d'instruction et des enquêteurs parisiens est de mieux cerner la personnalité de Max Frérot, rescapé du groupe terroriste lyonnais d'André Olivier, dont l'implication dans les récents attentats revendiqués par Action directe (Air liquide, Thomson, BRB) est jugée fort probable. Pour ce faire, ils demanderont à

consulter certaines des pièces à conviction saisies durant l'instruction lyonnaise et, peut-être, à entendre certains des compagnons de Frérot (six membres du groupe lyonnais sont inculpés et incarcérés).

Les enquêteurs s'interrogent, d'autre part, sur la volonté des auteurs de l'attentat contre la police judiciaire de donner une portée internationale à leur geste, comme si la branche « nationale » d'Action directe voulait singler la branche « internationale ». Ainsi, la revendication parvenue au Monde a été également adressée au bureau régional de Bonn de l'agence de presse ouest-allemande DPA ainsi qu'au siège bruxellois de l'agence de presse Belga. Ces deux lettres, contenant une photocopie du communiqué reçu à notre rédaction, avaient été portées jeudi 10 juillet, en fin d'après-midi, rue La Férrière, à Paris (16^e arrondissement).

La mort de Raymond Loewy

L'inventeur du design

Raymond Loewy, l'inventeur du « modèle industriel » est mort le 14 juillet aux États-Unis. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Conseiller auprès de deux cent cinquante firmes américaines, fondateur de la Raymond Loewy International à New-York et de la Compagnie de l'esthétique industrielle à Paris, consultant pour les programmes Apollo, Saturne et Skylab auprès de la NASA, conférencier attiré d'une demi-douzaine d'universités, possesseur d'innombrables résidences, dispersées de la Californie à la Côte d'Azur en passant par la Floride, la Nouvelle-Angleterre et l'Ile-de-France, Raymond Loewy tient sa gloire et sa fortune d'une évidence, découverte très tôt, et dont il fera un principe : la laideur se vend mal. Ce sera d'ailleurs le titre d'un volume qu'il publia au soir de sa vie.

Ce fils d'un émigré autrichien et d'une Française est né à Paris. Il se préparait à une carrière scientifique, après des études au lycée Chaplat.

La première guerre mondiale en décida autrement. Après quatre années de combats, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, il se retrouva démobilisé sur le pavé parisien. Pas pour longtemps. Son frère aîné, médecin installé à New-York, le presse de venir le rejoindre. En 1919, il s'embarque donc à destination des États-Unis. D'un abord agréable, il se lie sur le bateau avec le consul général de Grande-Bretagne, qui lui donne une lettre de recommandation pour l'éditeur de Vogue. Pendant dix ans, il sera dessinateur de mode. Avant d'ouvrir à Manhattan le premier atelier de design industriel. « Les objets sont très longs à trouver leurs formes définitives, dépouillées de tout ornement et à atteindre la beauté en même temps qu'une efficacité maximale », affirme-t-il. Et de citer... le verre à dégustation, le joug des bœufs et le soc des charreaux. Simplifier les objets de la vie courante en leur attribuant une forme qui colle à leur fonction fut le travail de toute sa vie. Son premier client fut Julius Gestetner, l'inventeur des premiers duplicateurs. Il lui amena une machine qui laissait voir ses entrailles, hérissées de pieds et de manivelles. En trois jours, Raymond Loewy élimine toutes les protuberances et dissimule le mécanisme sous un châssis lisse. Il vient d'inventer le design.

En 1929, il devient directeur artistique de la compagnie Westinghouse. La même année, il fonde sa propre firme. Désormais, il accomplit les idées et les contrats. Il s'attaque aussi bien à l'esthétique des locomotives de la compagnie Pennsylvania qu'à celle des boîtes de conserve Armour. Son succès le plus durable sera sans doute la modification du paquet de cigarettes Lucky Strike. Mis au défi par le président de la firme de l'améliorer, Loewy accepte le pari - 50 000 dollars. Il supprime le vert salissant des paquets, qu'il remplace par un discret rouge sur fond blanc. Il imprime le nom de la marque sur les deux côtés : jeté ou posé, tout paquet montre son nom. Économie et publicité. Le coût de la fabrication baisse. Les ventes font un bond de 20 %.

Après la guerre, c'est une célébrité. Il crée des rasoirs électriques monoblocs, des savons, des grilles-pain, des chaises, des récepteurs de télévision, des lampes, des canots. Pour Studebaker, il réalise, la Starliner, l'une des plus belles voitures jamais créées. Il redessine la bouteille de Coca-Cola, améliore le célèbre coquillage de Shell, décore l'hôtel Hilton-Suffren de Paris. Au Japon, il est accueilli comme un chef d'État. Sa dernière étude importante fut réalisée pour le compte de la NASA. En 1967, il organise pour les cosmonautes de Skylab les espaces habitables à l'intérieur de la capsule. Peu connu en France, sa patrie d'origine où il faisait toujours de longs séjours, Raymond Loewy était l'une des figures les plus connues des États-Unis, où Life l'avait distingué comme « l'un des cent personnes qui ont fait l'Amérique ». Et parmi ces cent personnes figurent aussi, avec Christophe Colomb et La Fayette, à n'être pas né sur le sol américain.

E. de R.

● AUTOMOBILISME : trois mois d'immobilisation pour Jacques Lafitte. - A la suite de son accident au départ du Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1 (nos dernières éditions), Jacques Lafitte devra observer une période d'immobilisation de trois mois.

Le numéro du « Monde » daté 15 juillet 1986 a été tiré à 394 290 exemplaires

Sur le vif

A quoi ils jouent ?

Vous y comprenez quelque chose à la politique, vous, en ce moment ? Moi, non, rien. Je nage complètement. Ce matin, j'ai demandé à mes copains, je leur ai dit : A quoi ils jouent, là, mon Mitterrand et mon Jacquot ? A quoi ça rime cette parodie de collégien, on peut savoir ? Alors eux : Non, on peut pas. On s'occupe de son pré-bronzage, de son tour de cuisse, de ses lectures de plage et on essaye pas de pêter plus haut que son derrière en se mêlant de ce qui ne nous regarde pas.

Bon, très bien. Puisque c'est comme ça, c'est à vous que je m'adresse. Vous, vous aurez peut-être l'amabilité de m'expliquer. Je vous pose trois questions. Vous cochez la bonne réponse et vous me renvoyez le papier, O.K. ?

1. Tout le monde savait depuis des semaines, même moi, que Mitterrand la signerait pas

cette foutue ordonnance. Alors pourquoi mon Jacquot l'a prise quand même ?

a) Il a voulu permettre à son Mimi de célébrer le 14 juillet en faisant l'intéressant à la télé.

b) Il n'y a pas cru une seconde. Il a pensé que c'était une taquinerie : Attention, chéri, ces sous-entendus boîtes, si tu me les lances, je te narque. Je te fais un pied de nez en pleine garden-party.

2. Le domaine national, c'est à qui ?

a) Au gouvernement.
b) Au président.
c) A la nation.

3. Comment on peut faire le Marché commun en empêchant les petits voisins de toucher à nos affaires ?

a) En barbotant les leurs.
b) En nommant Berlusconi citoyen d'honneur.

CLAUDE SARRAUTE.

Un typhon aux Philippines et un séisme au Mexique font de nombreuses victimes

Le typhon « Peggy », qui s'est abattu la semaine dernière sur le nord des Philippines, a fait cent dix-neuf morts, selon les dernières informations publiées lundi 14 juillet. A cette date, plus de trois cent cinquante mille personnes étaient toujours sans abri dans les centres d'évacuation dans la région de Luzon et à Manille.

Atteignant samedi 12 juillet le sud de la Chine, le typhon y a provoqué la mort de plus de soixante personnes et en a blessé près de quatre cent soixante autres, selon un bilan provisoire. Dans la province de Guangdong, l'une des plus touchées, cent vingt mille personnes ont été bloquées par la chute des eaux, et quelque deux millions de sauveteurs militaires et civils auraient été dépêchés sur place pour les sortir de leur isolement. Des dizaines de milliers de Chinois sont actuellement sans abri après le passage de « Peggy », qui aurait déjà provoqué des pertes matérielles estimées à plus de 160 millions de dollars.

Au Mexique, c'est un tremblement de terre qui, un dimanche, vingt-cinq personnes et fait cent cinquante blessés, dans le village de San Antonio de Los Buenos, à la frontière des États-Unis. Le séisme, d'une magnitude de 7,6 degrés sur l'échelle de Richter, et dont l'épicentre a été localisé au nord de la Californie, a détruit de nombreuses maisons. Un autre séisme, survenu le même jour sur la côte sud-ouest de la Californie, a blessé vingt-neuf personnes dont une grièvement. Les dégâts matériels sont estimés à 720 000 dollars par les autorités locales.

PAKISTAN

Série d'attentats contre des réfugiés afghans

Islamabad. - Huit réfugiés afghans au Pakistan ont été tués et treize autres grièvement blessés, le dimanche 13 juillet, leur véhicule ayant explosé sur une mine antichar, près de leur camp dans le district de Pachtikhar. Cette explosion est intervenue moins de vingt-quatre heures après un attentat à la bombe dans un hôtel abritant des réfugiés dans le village de Teri-Mengal (nord du Pakistan), qui avait fait douze morts et treize blessés.

De source autorisée, on estime que les deux incidents sont des « actes de sabotage », vraisemblablement organisés par Kaboul.

L'Agence France-Presse en grève

Une grève de quarante-huit heures reconductible a commencé le mardi 15 juillet à 10 heures à l'Agence France-Presse (AFP) contre le plan de redressement du PDG de l'agence, M. Henri Piguet, qui envisage notamment trois cents suppressions d'emplois. Cet arrêt de travail, touchant les fils français et étrangers, a été voté le 11 juillet lors d'une consultation du personnel organisée par les syndicats CFTD et FO (toutes catégories), CGT et SNJ (journalistes), et CFTC (employés). Par ailleurs, M. Piguet devait recevoir ce même mardi matin 15 juillet l'intersyndicale des journalistes de l'agence.

Bourse de la matinée

Forte baisse : - 3,52 %

La Bourse de Paris a fortement baissé le 15 juillet, à la séance du matin, l'indice de référence perdant 3,52 %. Hormis Synthelabo (+ 0,5 %), toutes les valeurs s'inscrivaient en net repli. Parmi les plus fortes baisses, on notait Source Parrier (- 5,6 %), Chargeurs (- 5,5 %), Bongrain (- 5 %), Compagnie bancaire et le Club Méditerranée (- 5 % pour chaque titre).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 15 JUILLET
Indicateur de séance (%) : - 3,52

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	440	425	419
Agropar	1880	1640	1646
Air Liquide (L)	770	742	738
Alcatel	419	400	402
Banque Paribas	1194	1138	1136
Banque	2000	1880	1880
Bouygues	1222	1180	1200
Café	2650	2705	2705
Carrefour	3275	3185	3225
Chargers S.A.	1248	1180	1180
Club Méditerranée	561	532	534
Danone	1435	1435	1435
Elf-Aquitaine	1360	1280	1281
ELF-Paris	280	278	280
Endesa	2520	2780	2780
Elf-Industrie	1325	1280	1280
Michelin	2110	2060	2065
Midi	5850	5820	5820
Midi-Industrie	2200	2080	2100
Norfolk	1115	1080	1080
Oréal (L)	3670	3620	3630
Piguet S.A.	1182	801	846
Sanofi	710	680	677
Source Parrier	778	730	735
Thomson-CSF	4970	4780	4785
Tota-C.F.P.	1417	1332	1332
UAT	3010	2830	2830
Vallo	484 50	475	480

ISRAËL : Le scandale du Shin Beth

Le gouvernement se prononce contre l'ouverture d'une enquête judiciaire

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'affaire du Shin Beth, le feuilleton politique de l'année, est entrée, le lundi 14 juillet, dans un nouvel épisode. Après huit heures de débats, le gouvernement a refusé par quatorze voix contre onze d'ordonner l'ouverture d'une enquête judiciaire pour faire la lumière, d'une part, sur les circonstances de la mort en avril 1984 des deux terroristes palestiniens auteurs du détournement d'un autobus entre Tel-Aviv et Ashkelon, d'autre part, sur les faux témoignages que l'ancien chef des services secrets, M. Abraham Shalom, aurait produits pour couvrir ses subordonnés, avec l'accord du premier ministre de l'époque, M. Itzhak Shamir. M. Shalom, démissionnaire il y a trois semaines, fut aussitôt gracié par le président de l'État.

Le résultat du vote de lundi éprouve parfaitement les contours partisanes. Les ministres travaillistes et leurs alliés se sont déclarés favorables à une commission d'enquête, tandis que le Likoud s'exprimait en sens inverse. Une fois de plus, les trois représentants des petites formations religieuses firent la différence. Décevant les espoirs des travailleurs, ils ont choisi de faire cause commune avec la droite nationale. Exit donc la commission d'enquête judiciaire.

L'affaire ne s'achève pas pour autant, car une enquête d'un autre type - policière celle-là - est désormais inévitable à la suite des pressions exercées par un personnage clé, M. Yosef Harish, procureur de l'État et conseiller du gouvernement. Faisant sien avec fermeté le point de vue de son prédécesseur, M. Zamir, qu'il avait remplacé il y a un mois et demi, M. Arish souhaitait la mise en route d'une procédure policière.

Dimanche, il avait donc mis le gouvernement au pied du mur. « Vous devez trancher, avait-il dit en substance aux ministres. Ou bien vous choisissez une commission d'enquête judiciaire, ou bien vous n'autorisez expressément à ouvrir une enquête de police. Il n'y a pas d'échappatoire. Si vous ne faites rien, j'ordonnerai de moi-même cette enquête. »

Un moindre mal

M. Arish est à la fois procureur de l'État, donc censé faire prévaloir le droit, et conseiller du gouvernement, donc chargé d'expliquer et de défendre la position du pouvoir, notamment face aux juges. Cette double casquette rendait sa mission quasiment impossible. Sommé par la Cour suprême de justifier l'absence

de toute enquête, il ne pouvait décemment endosser devant les magistrats le refus gouvernemental qu'il contestait publiquement par ailleurs. Ayant mis les points sur les « i » et obligé le pouvoir à trancher, M. Arish a désormais les mains libres. Il devait, dès ce mardi, proposer à la Haute Cour l'ouverture d'une enquête de police. Et tout porte à croire que la juridiction suprême approuvera son initiative. Certains ministres du Likoud se félicitent d'une « victoire de l'intérêt national ».

Pour la droite, et surtout pour son chef, M. Shamir - principale cible dans cette affaire, - une procédure policière peut sembler un moindre mal. En effet, une enquête de police se limitera à l'examen technique des négligences ou des délits commis à l'intérieur du Shin Beth, sans se prononcer sur une éventuelle culpabilité ministérielle. Tout dépendra donc du mandat accordé aux enquêteurs, de la nature de leurs investigations - resteront-elles secrètes ? - et, bien sûr, de la volonté d'épargner ou non le personnel politique. Sur ce point, les avis divergent déjà. Pour M. Arish, l'enquête « devra scruter tous les aspects de l'affaire, y compris l'implication de l'échelon politique ». Pour M. David Kraus, inspecteur général de la police, une telle perspective est « hautement improbable ».

Quoi qu'il en soit, l'enquête ne commencera pas avant dimanche, date à laquelle la Haute Cour doit se prononcer sur plusieurs recours contestant la validité de la grâce accordée aux agents du Shin Beth par le président de l'État. Elle durera sans doute plusieurs mois. L'opinion publique, jusqu'à preuve du contraire, soutient dans sa majorité le point de vue du Likoud.

Selon un récent sondage publié par le journal Hadashot, 71 % des personnes interrogées estimaient que l'affaire avait déjà beaucoup trop duré, 67 % refusaient toute idée d'enquête et 60 % jugeaient que le Shin Beth devait rester au-dessus de tout soupçon.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

CATREILLE
SPECIALISTE DES RÉPARATIONS
soldes d'été
DERNIERS JOURS
62, rue St-André-des-Arts, 6
Tél: 43.29.44.10
Parking attenant à nos magasins

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone: 47-42-70-61.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

NOUVEAUX TARIFS "ENSEIGNEMENT"

*Réservés aux Établissements d'enseignement ou de formation agréés ainsi qu'aux professeurs.

30% de remise sur la gamme Apple.

MACINTOSH PLUS

18130 F.H.T. 21502 F.T.C.!!

APPLE II C

3535 F.H.T. 4192,51 F.T.C.!!

etc...

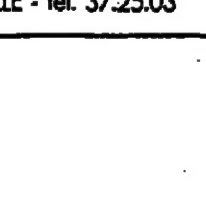
Profitez-en dès aujourd'hui!!

Un Macintosh s'achète chez

INTERNATIONAL COMPUTER

26, rue du Renard 75004 (face Beaumarchais) - tél. 272.26.26

et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 37.25.03



A B C D E F G

هبة امه الأصل

Le Monde

M. Chirac
M. Mitterrand

Bataille

BOULEVARD

COG

BOULEVARD

COG

BOULEVARD

COG

BOULEVARD